



**MORT À LA  
FRANCE ET ALLIÉS**

# **PANAFRICANISME**

## **GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA FRANCE EN AFRIQUE**

ENQUÊTE, CARTOGRAPHIE & RECOMMANDATIONS

**Club Influence de l'AEGE**



**EGE** Ecole de Guerre  
Economique



**PORTAIL DE  
L'INTELLIGENCE  
ECONOMIQUE**

UN TRAVAIL RÉALISÉ PAR LE  
**CLUB INFLUENCE DE L'AEGE**

AVEC LE SOUTIEN DU  
**PORTAIL DE L'IE**

**EGE** Ecole de Guerre  
Economique



**PORTAIL DE  
L'INTELLIGENCE  
ECONOMIQUE**



**PANAFRICANISME**

GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA FRANCE EN AFRIQUE

## EXECUTIVE SUMMARY

Sur le continent africain, la France voit son influence locale s'effondrer, minée par des petits groupes locaux très hétérogènes. La plupart de ces groupes ont pourtant un point commun : ils se réclament ou incarnent une idéologie panafricaniste.

Pendant plusieurs mois, le Club Influence de l'AEGE a travaillé sur cette galaxie hétéroclite qui mène une véritable guérilla informationnelle à la France. Les conclusions de ce rapport peuvent être articulées en deux grandes parties. D'un côté, l'expression d'un constat ; de l'autre, l'esquisse de recommandations sur les plans opératifs et stratégiques.

### **CONSTATS : La France, une puissance contestée en Afrique dans la sphère cognitive et informationnelle**

- La « relation spéciale » de la France avec les pays africains francophones est menacée de manière critique, remise en question par des acteurs locaux qui diabolisent la France et son action en Afrique.
- Ces acteurs déclinent au niveau national un argumentaire transnational, répandu dans une grande partie de l'Afrique francophone, qui vise à présenter de manière très critique les actions de la France sur le continent africain.
- Les acteurs qui portent ces critiques peuvent être regroupés dans une grande catégorie parapluie, les « panafricanistes » ; ce terme s'éloigne de son acception universitaire pour désigner un ensemble d'acteurs nationaux coordonnant leurs actions à l'échelle continentale sur des enjeux communs de souveraineté et d'anti-impérialisme.
- Ce grand courant de pensée dit "panafricaniste" est en réalité très hétéroclite, avec des acteurs portant des revendications souverainistes et patriotiques, et d'autres qui proposent seulement une rhétorique hostile à la France sans véritable projet politique articulé ; la première catégorie rejette souvent la seconde, qu'ils désignent comme des "panafricons" qui agirait par intérêt matériel, médiatique ou dans l'intérêt des nations étrangères et non pour l'intérêt des africains ; en tant qu'ils sont les principaux responsables de l'offensive informationnelle contre la France, c'est cette seconde catégorie de panafricanistes qui est au cœur du présent rapport et non l'école de pensée panafricaniste ou panafricaine en général.
- Cette guerre informationnelle coordonnée contre la France a des conséquences désastreuses pour l'hexagone ; sur le court terme, l'image du pays se trouve fortement dégradée et les débouchés économiques de la France sur le continent africain sont en danger ; sur le moyen et le long terme, la France ayant perdu la bataille des représentations, elle est en voie de perdre la guerre de l'information : la sphère cognitive des populations africaines est sous occupation de puissances et d'acteurs promouvant des contenus anti-français, un état de fait durable qui place pour la première fois Paris en outsider sur le continent africain face à des acteurs nouvellement implantés.

### **RECOMMANDATIONS : Repenser la stratégie française de guerre de l'information et de guerre cognitive**

- Concernant sa présence sur le continent africain, la France doit être en mesure de faire le deuil de son influence passée et de comprendre la profonde rupture en cours depuis le virage des années 2010 ; détrônée dans la sphère cognitive, tout l'édifice politico-économique de la France en Afrique est à repenser, sur le très long terme, en écoutant et en intégrant notamment les revendications panafricanistes de l'école traditionnelle, tout en combattant frontalement la petite minorité de "panafricons" et leurs alliés étrangers ;
- De manière générale, plutôt que de combattre les revendications souverainistes des penseurs panafricanistes, la France doit accompagner la construction de cette nouvelle Afrique panafricaine, pleinement indépendante mais capable de conserver des relations avec la France ; cet accompagnement respectueux et distant doit notamment soutenir l'émergence de vecteurs informationnels locaux (médias, mass culture, cinéma) afin de ne plus laisser ce champs libre ni aux "panafricons", ni aux puissances hostiles à la France (Turquie avec ses centres de formation des journalistes), ni aux puissances alliées (États-Unis avec les films et autres supports afro-américains, largement diffusés en Afrique).
- Cette défaite française dans la sphère informationnelle doit surtout servir d'électrochoc à l'hexagone pour pousser ses décideurs à repenser de manière globale la place de la guerre informationnelle dans sa doctrine de défense nationale ; la défaite de la France doit servir à la fois de point de départ aux réflexions sur ce sujet, mais aussi de « bac-à-sable » pour expérimenter et mettre en place une doctrine adaptée au siècle qui se profile.
- Cette doctrine, que les auteurs du dossier appellent de leurs vœux, doit impérativement avoir deux visages : d'un côté, elle doit penser la sanctuarisation de la sphère informationnelle française et la souveraineté cognitive de la population française (aspect défensif) ; mais d'autre part, elle doit être capable de développer des outils et des pratiques offensives, blanches et grises.
- L'application future de cette doctrine nécessite, dès maintenant, la création d'espaces de réflexion, d'unités civilo-militaires adaptées, de partenariats avec des entreprises privées de service ou technologiques, ainsi que la création d'un cadre légal et d'un cadre emploi permettant de contrôler et réglementer les opérations informationnelles.

# SOMMAIRE

<b>EXECUTIVE SUMMARY</b>	<b>3</b>
<b>SOMMAIRE</b>	<b>4</b>
<b>PRESENTATION DES AUTEURS</b>	<b>5</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>6</b>
<b>I) LE PANAFRICANISME : UNE IDÉOLOGIE ANCIENNE A LA RADICALISATION RECENTE</b>	<b>9</b>
1) Historique et définition du panafricanisme	9
<b>ZOOM : L'école Kémite</b>	<b>20</b>
2) Grands acteurs contemporains du panafricanisme francophone	21
<b>ZOOM : La notion « d'entrepreneurs d'influence »</b>	<b>47</b>
<b>II) RUSSIE, QATAR, TURQUIE, ETATS-UNIS : LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES COMME ACTEURS CENTRAUX</b>	<b>53</b>
1) La Russie comme sponsor essentiel et bénéficiaire opportuniste du panafricanisme	55
B) Justifications et raisons profondes de l'implantation russe en Afrique francophone	83
<b>ZOOM : Fonctionnement et organisation du Groupe WAGNER</b>	<b>90</b>
2) Le Qatar et la Turquie, relais majeurs de la stratégie de contenu panafricaniste	93
<b>ZOOM : Etats-Unis, Allemagne, Italie : des alliés encombrants</b>	<b>129</b>
<b>III) UNE STRATEGIE INFORMATIONNELLE PANAFRICANISTE AUX ARGUMENTS BIEN RODES</b>	<b>131</b>
1) Des arguments victimaires convoquant des facteurs moraux	131
<b>ZOOM : L'Affaire des charniers de Gossi : exemple d'offensive informationnelle</b>	<b>139</b>
2) Des arguments victimaires convoquant des facteurs économiques	140
<b>ZOOM : l'Affaire des soldats français pillant l'or africain</b>	<b>143</b>
<b>RECOMMANDATIONS : DE LA SIDERATION A LA NECESSAIRE CONTRE-ATTAQUE</b>	<b>149</b>
1) Recommandations conjoncturelles	151
2) Recommandations structurelles	159
<b>CONCLUSION : PENSER UNE RECONQUÊTE COGNITIVE DE LONG TERME</b>	<b>170</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>177</b>



## PRESENTATION DES AUTEURS

### Club Influence de l'AEGE

Au sein de l'Ecole de Guerre Economique, rattaché à l'AEGE, le Club Influence regroupe les élèves, professeurs et professionnels qui étudient les enjeux relatifs à l'influence, au lobbying, aux relations publiques et à la guerre de l'information. Fondée en 1997, l'Ecole de Guerre Economique est un établissement d'enseignement supérieur spécialisé dans l'intelligence économique et le renseignement d'affaires.

## INTRODUCTION

Le récent coup d'Etat qui a ébranlé le Niger en fin juillet 2023, comme celui qui avait fait chuter le gouvernement burkinabé en septembre 2022, ne sont que les derniers soubresauts d'une longue série d'évènements venant affaiblir l'influence française dans la Bande Sahélo-Saharienne et dans l'Afrique francophone en général.

Du passage de la République de Centrafrique dans le giron russe, au retrait des troupes françaises au Mali, depuis au moins cinq ans Paris semble avoir perdu l'initiative dans les grandes étendues africaines. Et ce n'est pas par manque de volonté politique ou militaire : si les Français multipliaient les mains tendues et les initiatives politico-militaires pour cultiver leurs relations avec les gouvernements locaux, l'antique présence française dans ces territoires a été minée par un puissant mouvement de fond qui a gagné les opinions publiques locales : les critiques habituelles qui visaient la France de longue date se sont peu à peu transformées en véritable offensives informationnelles, enflammant les esprits et nourrissant le désamour des civils africains à l'égard de tout ce qui se rapproche de près ou de loin à la sphère d'influence tricolore.

En moins de dix ans la France est ainsi passée localement du statut de puissance stabilisatrice (certes fréquemment critiquée mais globalement tolérée), au statut de puissance néocoloniale et impérialiste, dont il est nécessaire de se débarrasser totalement. Le fossé est accablant entre d'un côté les bains de foule du Président Hollande lors de l'arrivée des convois français au Mali, et de l'autre les manifestations de haine anti-française qui ont conduit une partie des citoyens burkinabés à bloquer un convoi militaire français à Kaya en novembre 2021.

Il ne faut pas nier que ce grand divorce en cours s'inscrit en partie dans le prolongement historique d'un mouvement *grassroot* et organique débuté au XXème siècle lors de la vague de décolonisation : les critiques de la France ont toujours existé dans la région, à des degrés divers selon les cycles et les alternances politiques. Et ces mouvements d'opposition à la présence tricolore n'ont pas attendu l'arrivée des réseaux sociaux ou l'aide d'agents étrangers pour attaquer la présence française. L'argumentaire anti-français, connu de longue date, s'appuie sur des constats, réels ou idéologiques, bien connus et largement étudiés, dont il n'est pas question de débattre dans ce dossier.

En revanche, ce qui apparaît clairement, c'est la mutation de cette critique anti-française à partir des années 2017 et 2018. Il ne s'agit pas seulement d'un changement de degré, avec une augmentation en intensité et en portée de ces critiques. Il s'agit véritablement d'un changement de nature : le camp des partisans anti-français, hier éclaté et divisé, se trouve aujourd'hui structuré autour de grands groupes ou personnalités capables de produire du contenu informationnel de manière professionnelle voire industrielle, capables de recevoir une légitimation, une aide ou une amplification étrangère, capables de peser réellement sur le plan politique, à la fois localement mais aussi de manière transnationale.

Ce changement de nature dans la lutte contre l'influence française en Afrique noire s'explique en grande partie grâce au rôle joué par les cercles militants panafricanistes. Ces groupes politiques, organisés autour de chefs et d'influenceurs médiatiques, sont justement capables de défendre cet agenda transnational critique de la France. Or, dans un contexte déjà compliqué, et pouvant bénéficier du soutien d'acteurs étrangers (notamment la Russie) ces groupes sont véritablement devenus le fer de lance pour attaquer la diplomatie politico-économique de Paris.

C'est pourquoi, il apparaît comme crucial de comprendre, cartographier et analyser la façon dont ces groupes mènent, seuls ou avec une aide étrangère, une véritable guérilla informationnelle contre la France, avec plus ou moins de succès.

Pour explorer cette problématique, il a été décidé de d'abord présenter le mouvement panafricaniste en tant que courant historico-idéologique et en tant que galaxie d'acteurs (I) ; il s'agira ensuite présenter davantage les imbrications et interactions entre ces acteurs panafricanistes et plusieurs puissances étrangères (II) ; il s'agira enfin d'étudier plus en profondeur les arguments développés par les panafricanistes (III).

Une dernière partie de ce rapport servira enfin à présenter une série de recommandations, notamment offensives, pouvant être suivies par la France pour tenter de s'adapter face à ce phénomène.

# I) LE PANAFRICANISME : UNE IDÉOLOGIE ANCIENNE A LA RADICALISATION RECENTE

Pour comprendre les enjeux contemporains du panafricanisme il est nécessaire de définir concrètement ce qu'est ce mouvement de pensée **(1)** et qui en sont les principaux représentants actuels **(2)**.

## 1) Historique et définition du panafricanisme

Si le mouvement panafricaniste trouva initialement ses premières origines dans la décolonisation et le combat pour les droits civiques **(A)**, le tournant des années 2000 a marqué un véritable virage idéologique de cette école de pensée **(B)**.

### ***A) Droits civiques et décolonisation : éléments clés du panafricanisme historique***

Le panafricanisme, sous sa forme politique, naît à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle comme une réaction à la condition des noirs de l'époque sur le continent américain. Plusieurs pays commencent à se poser la question du statut des noirs (esclaves ou anciens esclaves) tandis qu'en Afrique l'expansion coloniale européenne bat son plein, encouragée et parfois justifiée par des théories politiques ou scientifiques développées par des universitaires européens.

Anténor Firmin, homme politique haïtien, peut être considéré comme l'un des premiers penseurs panafricains tant ses travaux ont marqué les débuts du panafricanisme dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle : très éloigné de la pensée de Gobineau, Firmin est le premier à évoquer la nécessité de concéder aux populations noires un statut d'égalité total sur le plan politico-légal, partant du principe qu'elles étaient égales aux blancs sur le plan racial.

Une petite armée d'intellectuels et de penseurs, majoritairement des notables noirs de l'Empire Britannique, des esclaves affranchis américains et des intellectuels socialistes français blancs se rassemblent alors autour des idées de Firmin, idées qu'ils invoquent le plus souvent pour dénoncer l'entreprise coloniale européenne. Et les événements vont leur donner du grain à moudre et nourrir la mouvance panafricaniste : en 1896, l'empire colonial italien subit une cuisante défaite à la bataille d'Adoua, en Éthiopie, face au roi Menelik II. C'est la première fois qu'un État africain parvient à résister et à repousser définitivement une puissance coloniale européenne, une bataille gagnée qui permettra à l'Éthiopie d'être le seul État africain à n'être jamais colonisé par les Européens.

À la suite de cette victoire africaine en Éthiopie, le mouvement panafricaniste se trouve donc renforcé. Il tient à l'été 1900 un grand congrès au cœur de Londres, visant à rassembler tous les penseurs de cette galaxie éclectique pour fixer une grande doctrine commune. Déjà, lors de ce premier congrès panafricaniste, des scissions apparaissent entre les modérés (qui veulent une égalité des droits entre noirs et blancs dans le cadre de la colonisation) et les radicaux (qui rejettent la colonisation dans son ensemble et appellent à une union de tous les africains dans un combat commun contre les inégalités et l'impérialisme européen).

Cette scission est définitivement consommée après la Première Guerre mondiale et, à partir de 1919, les radicaux gagnent peu à peu la bataille. Le

panafricanisme trouve alors sa première définition : il s'inscrit comme un mouvement promouvant la solidarité et l'union des africains du monde entier afin d'obtenir l'indépendance totale du continent africain vis-à-vis des puissances extérieures.

À partir de 1923, les radicaux menés par William Edward Burghardt Du Bois se rapprochent peu à peu des communistes jusqu'à acter un partenariat définitif en 1927, où il est décidé que partout sur le continent africain les nationalistes noirs, les panafricanistes et les communistes doivent s'unir pour obtenir l'indépendance. Dans la même période, un nationalisme noir non-communisant émerge en Amérique, majoritairement sous l'impulsion de Marcus Garvey et de son association, l'UNIA, qui devient rapidement le principal mouvement panafricaniste en Amérique. L'UNIA se concentre majoritairement sur les enjeux vécus par la diaspora noire en Amérique et moins sur les problématiques coloniales.

La galaxie panafricaniste connaît une forte parenthèse pendant la Seconde Guerre mondiale mais revient encore plus forte après 1945, notamment portée, cette fois-ci, par des figures francophones comme Cheikh Anta Diop, Abdoulaye Wade ou Joseph Ki-Zerbo, en pointe dans la lutte anticoloniale. L'indépendance du Ghana en 1957, sous l'impulsion de Kwame Nkrumah, va stimuler d'autant plus le panafricanisme, qui apparaît alors comme une doctrine réellement opérative, aux effets réels et capable d'apporter la victoire au camp anticolonial.

Le Ghana de Nkrumah devient alors le fer de lance du combat pour "la libération totale de l'Afrique". Nkrumah est ainsi à l'origine de la création de la Conférence des Peuples Africains ou de la Conférence des Etats Indépendants d'Afrique, deux tentatives embryonnaires de dialogue panafricaniste sur le plan politique. Ces différentes tentatives seront des échecs mais ouvriront la voie, en 1963, à la création de l'Organisation de l'Unité Africaine sous l'impulsion de Kwame Nkrumah, Patrice Lumumba et Haïlé Sélassié.

Après des débuts florissants, cette union panafricaine s'essouffle peu à peu, notamment à partir des années 1970, la plupart des pays ayant obtenu leur indépendance et s'enfermant dans la gestion de problèmes internes. Les rares entreprises de coopération transnationales et panafricaines ont lieu dans le champ scientifique ou culturel.

### ***B) Entre union économique et anti-occidentalisme radical : le tournant des années 2000***

Politiquement, l'idée panafricaine va dans un premier temps revenir sur le devant de la scène à partir de 2001 et l'adoption du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (projet économique de développement continental), puis dans un second à partir de 2002 et la dissolution de l'Organisation de l'Unité Africaine, qui est remplacée par l'Union Africaine, toujours en vigueur. Ces deux projets marquent sur le plan économique pour l'un et sur le plan politique pour l'autre, le début d'une véritable unité politique continentale en construction, malgré des divergences qui restent très nombreuses entre tous les pays membres.

À partir des années 2000 donc, le panafricanisme s'entend majoritairement comme un concept géographique qui vise à établir des liens politiques, géopolitiques et économiques sur l'intégralité du continent africain et avec tous les "afrodescendants" établis à l'étranger, notamment sur l'intégralité du continent américain. C'est la vision la plus large et la plus connue du panafricanisme, celle qui s'est imposée à la fin de l'ère coloniale dans des pays devenus indépendants.

Mais à cette vision très géographique s'ajoute en réalité un autre courant de pensée plus radical. Là où les modérés voient dans le panafricanisme une idée purement géographique propre à l'ère de la mondialisation et très semblable,

dans un sens, à l'idéal européiste, les radicaux ont eux une vision beaucoup plus idéologique et politisée, plus proche de leurs lointains ascendants du XXème siècle dont ils conservent finalement l'héritage doctrinal.

Ces panafricains radicaux inscrivent toujours la place de l'Afrique dans une dimension post-marxiste de lutte des classes, où les africains (entendus ici comme noirs, selon la définition afro-centriste) seraient toujours les victimes des appétits de puissances étrangères ou de discrimination. Se développe dès lors un schéma mi-victimaire et mi-galvanisant, où l'Afrique est présentée comme étant, de manière ancestrale, le cœur spirituel, civilisationnel et technologique de l'humanité mais où les africains sont présentés comme étant aujourd'hui dominés par des puissances, des idées et des cultures étrangères et dissolvantes.

Dans ce cadre et à partir des années 2010, émerge majoritairement sur internet un courant de jeunes chefs radicaux, africains francophones, souvent binationaux, qui défendent cette vision radicale du panafricanisme afrocentriste : dans des livres, des vidéos et des articles, ils appellent à l'union des noirs, par-delà les frontières, dans un combat contre l'impérialisme occidental qui continuerait de dominer l'Afrique. Ce discours a connu deux sursauts successifs, dans la sphère informationnelle africaine.

D'abord, les Printemps Arabes : ces événements, sans être directement liés aux théories panafricanistes, ont contribué à replacer la lutte contre "l'impérialisme occidental" au cœur des esprits, notamment après l'intervention militaire en Libye, les puissances occidentales étant alors perçue comme déstabilisatrices.

Ensuite, plus récemment, à partir de 2013 et a fortiori de 2016 (année de l'élection du Président Trump), le renouveau des mouvements noirs aux Etats-Unis et, par contamination, en Europe de l'Ouest, relance le débat sur le panafricanisme, sur la colonisation, sur le racisme et sur la place des pays occidentaux vis-à-vis des noirs ou des pays africains. Cette résurgence politique

est suivie d'une résurgence identitaire au sein de certaines communautés noires établies hors d'Afrique et contribue, par effet de rebond, à nourrir le débat en Afrique même, les cadres panafricanistes locaux tissant des liens avec des militants de la cause noire établis en Occident, pays occidentaux dont certains leaders panafricanistes sont eux même issus (France pour Kémi Séba, Suisse pour Nathalie Yamb...).

C'est ce panafricanisme contemporain qu'il convient d'étudier dans ce rapport, le panafricanisme entendu, non comme une volonté fédéraliste de coopération politique ou économique entre nations africaines, mais bien le panafricanisme entendu comme appel transnational à contrecarrer la politique étrangère occidentale en Afrique pour se libérer de l'influence d'un « Nord » perçu comme impérialiste, cela afin de faire émerger des pays africains souverains, libérés de toute influence post-coloniale.

A noter qu'il est possible de diviser cette grande famille des panafricanistes contemporains en deux grandes familles, deux sous-groupes en apparence très proches, en réalité très opposés.

Le premier regroupe les panafricanistes "traditionnels", c'est à dire un ensemble de populations qui portent un discours de souveraineté nationale s'exprimant à travers des enjeux transnationaux propre à l'Afrique francophone (Franc CFA, ingérences françaises, mémoire coloniale) ; ce groupe n'est pas hostile à la France en tant que nation, mais hostile à sa politique étrangère actuelle. En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, cette position politique est globalement partagée par la grande majorité des africains d'Afrique francophone, si bien que les suites à donner à ce courant de penser ne font pas débat : la France n'a pas à combattre ou à se lamenter de ces revendications souverainistes, elle ne peut que les écouter, constater l'unanimité de ces idées et réorienter globalement sa politique africaine. Le propos du présent dossier n'est donc pas de mettre en accusation les africains qui revendiquent une filiation avec ce panafricanisme

dit “traditionnel”, au contraire, les auteurs du présent rapport considèrent comme une faute morale, politique et militaire l’incapacité des autorités françaises à anticiper le basculement stratégique qu’a représenté l’essor de ces revendications. Car c’est bien ce refus français d’entendre ces demandes, souvent simples, qui a conduit une partie de ces panafricanistes à se scinder du noyau central pour créer un courant plus radical.

C’est ce second sous-groupe qui est au cœur de ce dossier. Ce second groupe, est composé de ceux que les auteurs de ce rapport nomment les “néo-panafricanistes”. Plus trivialement, beaucoup d’africains eux-mêmes surnomment ces militants les “panafricons”, marquant leur rejet de ce courant minoritaire. Un courant qui, selon beaucoup d’africains, travestirait le combat panafricain par des argumentaires simplistes et compromettrait le mouvement panafricaniste en l’associant à des puissances étrangères. Ces “néo-panafricanistes” sont donc souvent eux-mêmes dénoncés par les panafricanistes “traditionnels”. La différence entre ces deux groupes n’est pas seulement symbolique, elle est aussi politique et stratégique.

Les panafricanistes traditionnels portent avant tout un discours souverainiste, qui les pousse certes à rejeter la politique étrangère actuelle de la France, mais sans fermer totalement la porte à des liens avec la France, et sans non plus tolérer d’abandonner leur souveraineté à un nouveau maître.

A l’inverse, les néo-panafricanistes portent un discours anti-français plus que souverainiste : ils ne critiquent pas seulement la politique étrangère actuelle de la France, mais la France en tant que telle, utilisée comme bouc émissaire afin de mobiliser les populations derrière une vision simplifiée (si ce n’est simpliste) du panafricanisme ; souvent, ces militants, bien que sincères, trouvent aussi un intérêt financier important, plus que politique, à défendre ces idées, ce qui les pousse à une course vers la radicalité pour des raisons de buzz, de construction d’audience et donc de monétisation ; ce sont ces "panafricons" qui sont en

contact direct avec des puissances étrangères et qui sont utilisés par celles-ci pour nuire durablement à la France en Afrique.

Le combat cognitif en Afrique n'a donc plus lieu entre les partisans de la France et les anti-français ; il n'a plus lieu entre les tenants du statut quo d'un côté, et les panafricanistes réunis dans un bloc monolithique de l'autre. Cela, c'était le combat du siècle précédent, et les panafricanistes unis ont remporté la "bataille des idées", au sens gramsciste. Aujourd'hui, le combat cognitif en Afrique a donc lieu au sein même du mouvement panafricaniste, entre les "traditionnels" et les "néo"/"panafricons". Le début du XXI<sup>e</sup> siècle a été celui de la révolution panafricaniste, qui en triomphant a conquis les esprits de la plupart des africains. La seule question qui se pose encore est donc de savoir, au sein de la "révolution panafricaniste", quelle faction l'emportera, celle qui veut conserver des liens avec la France (mais en réformant totalement cette relation), ou celle qui veut totalement effacer la présence française du continent.

Dans ce combat entre les deux tendances, les puissances étrangères hostiles à la France tentent de renforcer le camp des "panafricons" par des moyens médiatiques et financiers, non pas pour défendre l'intérêt politique des africains mais pour des raisons offensives de lutte contre la France. Ce faisant, ces puissances étrangères brouillent les lignes et créaient de la confusion, en France, dans l'analyse de la situation sur le continent africain ; la France ne parvient plus à distinguer entre les panafricanistes "traditionnels" (avec lesquels elle peut envisager des relations et auxquels elle peut et doit offrir une réponse politique) et les "panafricons" (auxquels il faut opposer une réponse informationnelle offensive). Surtout, les Français ne parviennent pas à comprendre que les premiers ennemis des "néo-panafricanistes" (ou "panafricons"), ce sont les panafricanistes traditionnels eux-mêmes, qui ne se sentent pas représentés par ces nouveaux influenceurs qui s'arrogent le droit de

décider, sous l'aide de puissances étrangères, de la direction que doivent prendre des Etats africains entiers.

Or en ne parvenant pas à saisir la complexité de l'école panafricaniste et de la multitude d'acteurs qui s'en revendiquent, la France se tire une balle dans le pied et, dans la confusion, agit exactement comme ses ennemis veulent qu'elle agisse : à l'aveugle. La France dénonce en bloc la mouvance panafricaniste comme un bloc homogène, où chacun se retrouve suspecté d'être sponsorisé par l'étranger ou de manquer de sincérité. En agissant ainsi, sans parvenir à segmenter et cibler précisément les acteurs qui lui sont strictement hostiles, la France se retrouve donc à attaquer l'ensemble de cette grande famille de pensée, et donc, de facto, elle se retrouve à heurter dans leurs convictions une large partie des africains.

Or se faisant, la France tombe effectivement dans le piège qui lui est tendu : dans toute guerre insurrectionnelle classique, l'insurgé tente systématiquement, par ses actions, de provoquer une riposte disproportionnée et mal ciblée de la force adverse, une riposte qui en heurtant les civils, poussera ceux-ci, excédés, à rejoindre la lutte des insurgés. L'exemple le plus récent de cette pratique est probablement celui des Taliban, en Afghanistan, qui tendaient des embuscades à la coalition occidentale en espérant que les soldats occidentaux, à bout de nerfs, réagiraient précipitamment et causeraient des morts civils.

La guerre informationnelle et cognitive, sur ce point, ne diffère pas de la guerre contre-insurrectionnelle : une minorité idéologique radicale porte des attaques informationnelles graves contre la France et celle-ci, par manque de nuance, impute ces attaques non pas aux seuls responsables, mais à tous ceux qui peuvent ressembler de près ou de loin à des panafricanistes. Des citoyens issus du "panafricanisme traditionnel" et qui n'avaient donc rien à voir avec les "panafricains" se retrouvent donc mis "dans le même" sac que ces derniers. En

combattant mal les radicaux - c'est à dire essentiellement en voyant des radicaux partout - la France créait elle-même des radicaux et créait elle-même le pipeline idéologique qui permet aux radicaux, aux néo-panafricaniste et autres "panafricons" de recruter de nouveaux adeptes.

L'africain francophone du quotidien n'a pas attendu l'émergence d'un influenceur sponsorisé par la Russie ou promu par le Qatar pour avoir la conviction que la Franc CFA est un projet politique anti-souverainiste. Les africains francophones imprégnés d'idéaux souverainistes (certes en partie hostiles à la politique étrangère française) n'était pas une réserve de soutien automatique pour les "panafricons" ; ils ne sont devenus une réserve de soutien que parce que la France a fait le choix malheureux de les acculer..

L'objectif du présent dossier n'est donc pas de fournir une critique du panafricanisme ou des panafricanistes en général, mais bien, au contraire, de produire une analyse critique segmentée et ciblée du sujet. Ce dossier vise à analyser uniquement l'action de cette sous-sous-sous catégorie de panafricanistes que sont ces fameux "panafricons" ou "néo-panafricanistes", c'est à dire cette nouvelle génération certes influente, mais aussi très contestée par beaucoup d'africains eux-mêmes ; cette nouvelle génération qui ne porte pas un projet critique de la politique française, mais qui porte bien au coeur de ses revendications un projet de destruction complète de l'influence française ; cette nouvelle génération qui pour des raisons mercantiles ou médiatiques, est prête à renier le combat même des souverainistes africains en se compromettant avec des puissances étrangères. L'analyse de ce noyau dur permettra aussi et ainsi de percevoir comment les discours de cette petite minorité panafricanistes sont exploités, amplifiés et utilisés par des acteurs économiques et politiques extérieurs au continent africain pour réduire et liquider la présence française en Afrique. Alors même que le combat des panafricanistes était un combat visant à replacer les intérêts des africains au

coeur de la politique en Afrique, il est possible de voir s'opérer ce basculement où le panafricanisme se transforme peu-à-peu en un accessoire, une arme utilisée par les compétiteurs de la France pour affaiblir la position globale de Paris sur le continent. C'est d'ailleurs le principal reproche qu'adresse les panafricanistes traditionnels aux "néo-panafricanistes" : par aveuglement, appât du gain ou haine anti-française, les "panafricons" perdraient de vue la finalité même du combat panafricain, c'est à dire la souveraineté politique complète des peuples africains, souveraineté qu'ils sacrifient au profit de l'étranger.

A noter que par soucis de lisibilité, dans l'intégralité du dossier c'est le terme "panafricaniste" qui sera utilisé par les auteurs, mais ce terme doit être entendu précisément comme désignant uniquement la petite minorité précitée et non comme désignant l'ensemble des africains qui se reconnaîtraient dans le panafricanisme traditionnel.

## ZOOM : L'école Kémite

*Le kemitisme est une idéologie politico-religieuse, sous-courant radical du panafricanisme, qui affirme que l'Egypte, berceau de la civilisation africaine et mondiale, aurait été façonnée et dirigée par une élite noire. L'Egypte antique aurait donc marqué l'apogée de la puissance africaine, avant que les Européens ne mettent les noirs en esclavage et ne les dépossède de leur mémoire, de leur religion et de leurs technologies. Les kémites, qui utilisent souvent des prénoms égyptiens, promeuvent l'idée d'un patrimoine commun (génétique et culturel) à tous les Africains, au-delà des différences de nationalités, de religions ou d'ethnies. Les kémites*

*accusent les Européens blancs (appelés "leucodermes") de la plupart des malheurs passés et présents de l'Afrique. Notamment, ils demandent pour la plupart l'expulsion définitive de tous les européens d'Afrique et, pour certains le paiement de réparations financières par les Européens. D'autres vont encore plus loin et demandent l'interdiction légale du métissage, qui menacerait de salir la lignée kémite et de rabaisser les africains au rang des européens. Les kémites sont un courant minoritaire du panafricanisme quoi qu'influent : certains éléments de langage du kemitisme sont repris ou défendus par des militants noirs plus modérés.*

## 2) Grands acteurs contemporains du panafricanisme francophone

Afin de mieux cerner la dynamique panafricaniste dans ce début de XXIème siècle, il est nécessaire de dresser une typologie tant des personnalités les plus influentes de la sphère panafricaniste francophone (A), que des mouvements et groupes majeurs de cette mouvance (B).

### ***A) Recensement des penseurs contemporains de la sphère panafricaniste francophone***

Plusieurs personnalités du panafricanisme francophone se démarquent clairement, par leur audience ou la radicalité de leurs propos, à l'image de Kemi Seba, Roland Bayal ou Nathalie Yamb par exemple.

#### ***i) Kémi Seba***

Franco-béninois né en 1981, Kémi Séba est probablement la figure la plus emblématique du panafricanisme francophone. Ses interventions Youtube ou sur des chaînes à succès comme Thinkerview peuvent atteindre plusieurs millions de vues.

Kémi Séba, de son vrai nom Stellio Gilles Robert Chichi, est né le 9 décembre 1981 à Strasbourg de parents béninois naturalisés français. Il est lui-même citoyen franco-béninois. Il est issu d'une famille plutôt aisée, son père étant médecin. Après la séparation de ses parents, il a été élevé par sa mère. Il a un frère.

En 1995, à l'âge de 14 ans, il déménage avec sa famille en Île-de-France et découvre la culture hip-hop. Plus tard, il s'engage politiquement, plutôt à gauche.

Selon ses propres déclarations dans plusieurs vidéos, Seba affirme avoir rencontré des militants afro-américains de la Nation of Islam (groupe suprématiste noir d'origine musulmane) en 1999 lors d'un voyage aux États-Unis. À son retour des États-Unis, il a rejoint la branche française du groupe, où il a été formé à ses théories radicales sous la direction de Karim Muhamad, le leader français de Nation of Islam. Il prône la supériorité de la race noire sur les "leucodermes" (blancs).

En 2001, il se rend en Égypte avec des membres de Nation of Islam et décide à son retour de quitter le groupe : il renonce à l'islam et se convertit au kemitisme, une forme de néo-paganisme afro-américain qui prétend trouver ses origines dans la religion égyptienne et affirme que les anciens pharaons étaient noirs. Durant cette période, il fonde en 2002 le Parti kémite, qui prône une forme de supériorité raciale des Noirs, défend des idées panafricanistes et rejette toutes les religions abrahamiques. Durant cette période, il prend le pseudonyme de "Kémi Séba" ("étoile noire" en égyptien ancien).

Il décide finalement de quitter le parti kémite, qu'il ne juge pas assez radical, pour fonder un nouveau mouvement dissident, la Tribu Ka, en 2004. La Tribu Ka promeut également le panafricanisme et le kemitisme, et affirme la supériorité raciale des Noirs, qui auraient fondé toutes les civilisations anciennes, à commencer par la civilisation égyptienne. Le groupe appelle à la ségrégation raciale : il exhorte les Noirs d'Europe et d'Amérique à retourner en Afrique et rejette le métissage ou l'intégration. Il critique également les trois religions monothéistes.

En 2006, il fait parler de lui pour ses propos antisémites suite à l'assassinat du jeune juif français Ilan Halimi par le "gang des barbares" de Youssouf Fofana: Séba prend fait et cause pour Fofana et le défend (par solidarité raciale, mais sans cautionner l'assassinat du jeune étudiant). Cette prise de position lui vaut le soutien de l'humoriste français Dieudonné et de l'essayiste controversé Alain Soral. Mais elle lui vaut aussi les menaces de la Ligue de défense juive et du Betar, deux mouvements juifs radicaux avec lesquels il se heurte physiquement à plusieurs reprises lors de manifestations. Suite à ces violences et controverses, Tribu Ka a été dissoute par décret présidentiel en juillet 2006, le ministère de l'intérieur l'ayant considérée comme un "groupe de combat" qui "incitait à la haine raciale".

Succédant à Tribu Ka, il crée un nouveau groupe, Génération Kémi Séba, en janvier 2007. Cette nouvelle création lui vaut une condamnation en avril 2008 pour "recréation de ligue dissoute" : il est condamné à six mois de prison dont deux fermes. En contrepartie, le groupe Génération Kémi Séba est dissous. Cela n'a pas empêché Séba de reconstituer un troisième groupe, Jeunesse Kémi Séba, qui, comme les précédents, a été dissous en juillet 2009 pour les mêmes raisons.

Début 2008, il crée un nouveau groupe politique, le Mouvement des Damnés de l'Impérialisme (MDI), qui marque son adhésion à des thèses moins radicales, moins ségrégationnistes et plus panafricanistes. Dès le début, il s'aligne sur les mouvements islamistes français, ainsi que sur les mouvements d'extrême droite comme Egalité & Réconciliation d'Alain Soral.

À cette époque, il établit également des liens directs avec le mouvement palestinien Hamas, ainsi qu'avec le Hezbollah au Liban et l'Iran : il s'est rendu au moins une fois en Iran à l'invitation de responsables du régime,

qui appréciaient Kémi Séba pour sa critique radicale du sionisme et d'Israël.

En France, Kémi Séba s'appuie à l'époque sur deux alliés de taille pour avancer son agenda :

- **Boris Le Lay** : un nationaliste breton qui a ensuite fondé l'influent site web "Démocratie Participative", site qui s'auto-revendique hitlérien et national-socialiste, et qui a été interdit de publication à plusieurs reprises.
- **Salim Laibi** un activiste musulman algérien influent sur les médias sociaux.

Kémi Séba est aussi, pendant un temps, proche de certains membres les plus durs du Front national de la jeunesse et du Bloc identitaire (précurseur de Génération identitaire).

Les principaux ennemis du mouvement de Kémi Séba, le MDI, sont les "Illuminati" et le "sionisme israélien".

En 2010, le MDI finit par s'auto-dissoudre en raison des forts désaccords entre ses membres, issus de courants politiques très différents.

En avril 2010, Kémi Séba fonde la branche française d'un nouveau mouvement venu des États-Unis, le "New Black Panther Party", et en est l'ambassadeur en Europe occidentale, sous le pseudonyme de "Kemir Arim Shabazz". Dans ce cadre, il a créé en Île-de-France une crèche spécialement prévue pour les enfants noirs.

En février 2011, Kémi Séba quitte finalement le mouvement américain pour effectuer son "retour vers l'Afrique" et s'installer. Il y devient immédiatement porte-parole de l'Alliance panafricaniste, un mouvement proche du gouvernement sénégalais.

Il quitte rapidement ce poste pour se consacrer à des projets personnels loin de la sphère publique, notamment la création d'un incubateur de projets panafricains dans un village sénégalais.

En 2013, il revient sur le devant de la scène en rejoignant la chaîne sénégalaise 2STV en tant que chroniqueur politique dans l'émission Le Grand Rendez-Vous, ce qui lui permet de développer ses idées devant un large public, notamment le rejet de "l'impérialisme occidental en Afrique". Cette expérience l'a conduit à devenir en 2015 le directeur au Tchad de la chaîne de télévision Afrique Media (présentée dans les pages suivantes). Il devient ensuite chroniqueur pour VOX AFRICA.

Kémi Séba profite de cette notoriété en Afrique de l'Ouest francophone pour lancer en 2015 un mouvement international, l'ONG Urgences Panafricanistes. Il créait ce mouvement avec Alain Toussaint (proche de Laurent Gbagbo).

Bien que l'engagement personnel et sincère de M. Séba ne fasse aucun doute, il est tout aussi indéniable que M. Séba a tissé, de longue date, des liens avec des structures liées à des Etat étrangers, notamment et principalement la Russie, à la fois sous forme de liens directs (invitations à des événements, soutien officiel, soutien financier) mais aussi de liens indirects (promotion médiatique, promotion croisée).

Dès 2017, alors qu'il commençait à avoir un impact significatif en Afrique francophone, M. Séba a été invité à Moscou par Alexander Dugin, proche de Vladimir Poutine. Il y aurait rencontré le dirigeant russe et commencé à nouer des relations avec la Russie, qui cherche alors à obtenir le soutien diplomatique des pays africains dans les instances internationales, notamment les Nations unies.

En 2019, il rencontre à plusieurs reprises des dirigeants du groupe Wagner, à commencer par le fondateur de cette galaxie politico-militaro-financière, Evgeny Prigozhjin. À l'époque, M. Séba aurait admis que Prigozhjin l'avait "aidé financièrement" à "mener une croisade contre les intérêts français et le franc CFA".

Aucun élément ne permet réellement de quantifier ou de qualifier la forme de cette "aide financière" : aucune enquête n'avait pu prouver, jusqu'à avril 2023, que M. Séba avait reçu des fonds du Kremlin. Mais lors de phase finale de publication de ce dossier, des documents révélés par l'ONG "Dossier Center" (groupe lié au dissident Mikhail Khodorkovsky, proche du renseignement britannique et américain) semble prouver de manière formelle ce qui était jusqu'à présent seulement supposé : le financement d'une partie des activités de M. Séba par la galaxie Wagner, à hauteur d'environ 400 000€ depuis 2018. Ces informations n'ont pas pu être vérifiées de manière indépendante à ce stade, mais semblent bien confirmer les liens financiers supposés entre la Russie et les activités africaines de M. Seba.

En plus de ces liens financiers supposés et des invitations précitées, M. Séba a été invité au Forum économique de Sotchi en 2019, puis de nouveau à Moscou en 2021, de nouveau en mars 2021 et plus récemment à Moscou en novembre 2022 pour appeler à un renforcement des relations Afrique-Russie dans le cadre de la guerre en Ukraine.

Il convient également de noter que M. Séba serait en "contact direct" avec Mikhail Bogdanov, vice-ministre des affaires étrangères pour l'Afrique et le Moyen-Orient, responsable de la politique russe en Afrique. C'est ce vice-ministre qui a invité M. Séba à donner une conférence à Moscou en octobre 2022 à l'Institut d'État des relations internationales, l'université la

plus prestigieuse de Russie, connue pour former les futurs élites diplomatiques et économiques du pays.

Il convient de noter que Kémi Séba a également été invitée dans cette université russe en mars 2022, un évènement qui s'est terminé par "la signature solennelle d'une résolution commune entre Kémi Séba et Igor Tkachenko sur la création d'un forum russo-africain de la jeunesse". Lors de l'évènement, M. Séba a également exprimé son soutien et celui de son mouvement aux actions des dirigeants russes dans la guerre en Ukraine.

De manière générale, depuis le début de la guerre en Ukraine, M. Séba a régulièrement pris des positions dans les médias africains appelant ses partisans à soutenir les actions de la Russie en Ukraine et/ou à s'opposer aux positions et discours de l'OTAN.

A ces différents liens directs avec les Russes s'ajoutent également de nombreux liens indirects qui prouvent que, malgré ses dénégations, M. Séba est non seulement proche des réseaux officiels du Kremlin, mais reste également proche des réseaux de Wagner.

Un élément clé de la stratégie d'influence des contacts les plus importants dans la politique russe vis-à-vis de l'Afrique est l'ONG panafricaine AFRIC, dirigée par l'universitaire mozambicain José Matemulane, un proche de Prigozhjin.

AFRIC soutient financièrement plusieurs médias africains, tels que Afrique Média TV et Radio Révolution Panafricaine. Ces médias influents, qui partagent régulièrement les contenus de Kémi Séba, font partie du groupe AFRIC MEDIA, dirigé par Justin Taghou, un proche de Prigozhjin, qui aurait même rencontré Vladimir Poutine, selon ses propres dires. À noter que l'AFRIC est sous sanction OFAC par les États-Unis, justement pour ses liens caractérisés avec la galaxie Wagner. De la même façon, aux États-Unis la

Free Russia Foundation (un groupe de réflexion anti-Poutine semi-public au sein du Congrès américain) rapporte que M. Séba est officiellement considéré comme un "agent d'influence" de la Russie.

Ces quelques éléments permettent de dresser le portrait de celui qui est graduellement devenu le plus important des militants et influenceurs panafricanistes du XXI<sup>e</sup> siècle. M. Séba apparaît comme un homme de conviction, au parcours varié et éclectique, mais dont l'intégralité des actions semblent bien être concentrée vers un objectif précis, le triomphe de sa cause et de son agenda pour l'Afrique. Investi d'une mission pour son continent, M. Séba est prêt, par un mélange de stratégie et d'opportunisme, à s'allier avec des tiers pour faire avancer ses idées : hier il s'alliait avec les militants noirs américains, des nationalistes français ou des officiels iraniens, aujourd'hui il s'allie avec les Russes.

Si la force de conviction de M. Séba est indéniable, elle doit aussi être nuancée à la lueur d'une donnée, qu'il partage avec grand nombre des figures présentées dans cette sous-partie : avant d'être un militant et un combattant idéologique, M. Séba est avant tout un « influenceur », au sens contemporain du terme. C'est-à-dire que par la « création de contenu », surtout en ligne, il doit parvenir à capter, monétiser et conserver une audience sur le long terme.

Ainsi, la quasi-totalité de la stratégie politique et de la stratégie de contenu de M. Séba peut, au-delà d'être lue sous un aspect politico-idéologique, être interprétée sous l'angle du modèle marketing AARRR :

- A comme **acquisition** d'une audience, par la création de contenu
- A comme **activation** de l'intérêt de l'audience, par l'utilisation de sujets polémiques et clivants, ou à l'inverse par l'utilisation de sujets qui font consensus (exemple : la critique du France CFA).

- R comme **réten**tion de l'audience par la production régulière de contenu et la redirection vers des canaux moins mainstream (Telegram, Rumble, Odyssée, notamment)
- R comme **recommandation** du contenu à une autre audience, l'audience initiale est poussée à partager le contenu à ses proches et amis, pour créer de la viralité et faire croître la popularité de l'influenceur
- R comme **revenu**, l'audience acquise est utilisée pour lever des fonds ou générer des flux commerciaux vers des sites proposant du contenu payant, des livres, du merchandising, des adhésions à un mouvement politique, etc...

Le propos de ce dossier n'est pas d'étudier la stratégie de ces influenceurs panafricanistes sous l'angle marketing ou économique *stricto sensu*. Mais étant donnée la manne financière importante que génèrent ces mouvements (par la vente de goodies, de t-shirts, de livres, de places de conférence, d'espace publicitaire, de placements de produits), cet aspect nécessitait malgré tout d'être évoqué.

Sans nier la sincérité du combat idéologique de certains influenceurs, à commencer par Kémi Séba, cet aspect économique permet d'apporter une lueur nouvelle aux contenus et thèses de ces acteurs, qui sont poussés, afin de toucher (et donc monétiser) une audience la plus large possible, à obéir aux règles de la viralité en ligne, c'est-à-dire à créer des contenus de plus en plus simples (voire simplistes) et à entrer dans une spirale de virulence et d'agressivité qui, sur le plan purement idéologique du combat panafricaniste n'aurait pas forcément de sens.

Il apparaît ainsi comme probable qu'une partie au moins des prises de position des influenceurs panafricanistes, à commencer par Kémi Séba,

puissent être expliquées par cette course à l'audience et à la monétisation, cela sous plusieurs aspects :

- Les influenceurs et chefs de file panafricanistes historiques se radicalisent et adaptent leur discours, non pas pour correspondre à la réalité politico-idéologique, mais pour servir leur plan de communication et leur besoin de « buzz » (ex : glissement d'une dénonciation politique, intellectuelle et technique du Franc CFA ou de la politique étrangère de la France, vers une dénonciation plus fourre-tout de la France en tant que nation historique et en tant qu'État ; les influenceurs panafricanistes utilisent ainsi un sentiment initial anti-Franc CFA ou pro-souveraineté économique, pour le canaliser et l'orienter vers un sentiment anti-Français, car il est plus simple d'attaquer la France en bloc, que de se contenter d'attaquer le Franc CFA, projet monétaire finalement abstrait et relativement technique à comprendre).
- Des nouveaux influenceurs émergent et, sans nécessairement avoir des convictions panafricanistes ou être formés idéologiquement à ces enjeux, vont produire du contenu qui obéissent aux critères de cette mouvance afin de profiter de l'audience et du buzz qui s'est formé autour des sujets panafricanistes ; le plus souvent, ces nouveaux influenceurs panafricanistes, parce qu'ils agissent par pure recherche d'audience et intérêt pécunier et parce qu'ils ne sont pas formés politiquement, vont créer un contenu dont la qualité sur le plan doctrinal et idéologique est assez faible, contribuant ainsi à abaisser le niveau idéologique général de la mouvance panafricaniste, mouvance qui a, à ce stade, tout d'une idéologie « big tent » ou « catch-all » au sens anglo-saxon, c'est-à-dire d'une école de pensée attrape-tout, qui regroupe des acteurs et des revendications très différentes.

## **ii) Roland Bayala**

Ce Burkinabé est le porte-parole de la *Coalition des patriotes africains* (un regroupement de plusieurs groupes panafricains). Il milite activement pour le départ de la France et une réorientation des relations africaines vers des acteurs jugés plus “respectueux des intérêts africains”. À ce titre, il encourage un rapprochement avec la Russie, immaculée de tout péché originel colonial, à l'inverse de la France. L'approche de Roland Bayal est plus brute et manichéenne que celle d'autres acteurs : il se contente souvent de décrire la France comme une sorte de “grand Satan” tandis que la Russie est désignée comme un “grand allié”. Ses nombreuses publications sur les réseaux sociaux font par ailleurs l'éloge d'une forme d'autoritarisme politique, qui serait incarnée dans un “homme fort” paravent aux menaces sécuritaires internes ou aux impérialismes externes. En mars 2022, Bayal est élu député au sein de l'Assemblée Législative de Transition du Burkina Faso, prenant ainsi un tournant électoraliste assumé.

## **iii) Egountchi Behanzin**

Sylvain Afoua, comme beaucoup de militants panafricanistes, utilise un pseudonyme comme image publique : en l'espèce, il a choisi le nom de “Egountchi Behanzin”, du nom d'un souverain africain ayant résisté à la colonisation française. Jeune influenceur ayant grandi en France, il se caractérise par une percée rapide dans la mouvance panafricaniste notamment grâce à ses actions « coup de poing ». Il a en réalité une influence limitée en comparaison de ses homologues directs, mais la violence de son contenu, tant verbale que physique, lui assure une certaine couverture médiatique. Egountchi Behanzin est par ailleurs passé maître

dans l'art de fomenter de fausses polémiques, en déformant et en amplifiant des faits divers via son arme favorite, les réseaux sociaux. Il est d'ailleurs le fondateur de la Ligue de Défense Noire Africaine (LDNA), mouvement confidentiel, surtout implanté en France, mais très actif sur Internet. Egountchi Behanzin utilise ce mouvement pour défendre un narratif simple voire simpliste : “Nous [les noirs] sommes ici [en France] parce vous nous avez colonisé [en Afrique]”. Il se fait aussi le porte-parole des noirs en France dans leur lutte contre le “racisme systémique” et contre la “négrophobie d'état”. Enfin, s'il ne dispose que de peu de relais en Afrique même, il faut noter qu'il critique de longue date l'intervention militaire française au Sahel et qu'il a même été arrêté au Mali en 2020.

#### **iv) Siriki Kouyate**

Personnalité malienne peu connue en France, Siriki Kouyate comptabilise pourtant des milliers de vues sur ses contenus Internet et notamment sur ses vidéos. Ses interventions ciblent principalement la France et notamment l'intervention militaire française au Sahel. Il s'est rapproché de la junte militaire malienne suite au coup d'Etat de 2021, jusqu'à devenir le “propagandiste officiel de la junte militaire”, notamment à travers son mouvement panafricaniste Yerewolo. Symbole des divisions dans la galaxie panafricaniste, il semble depuis mi-2022 en perte de vitesse relative au Mali, où certains acteurs de la junte semblent le pousser vers la sortie et chercher à nuire à son très influent groupe. Siriki Kouyate a même été victime d'une récente tentative d'assassinat.

**v) Nathalie Yamb**

Nathalie Yamb est, avec Kémi Seba, l'acteur panafricaniste francophone le plus connu en France. Elle s'est notamment fait connaître à partir de 2019 pour ses liens avec Vladimir Poutine, qui l'a invitée à participer au sommet de Sotchi. Nathalie Yamb se targue d'entretenir des liens avec la Russie et d'avoir la sympathie du Kremlin, au point qu'elle s'est auto-surnommée la "dame de Sotchi". Elle s'est aussi fait connaître pour avoir été interdite d'entrée sur le territoire français suite à ses propos ciblant parfois durement la France et notamment son action politico-militaire. À l'inverse de plusieurs acteurs panafricanistes issus de classes populaires, Nathalie Yamb est issue d'un milieu aisé, voire bourgeois. Elle est de nationalité ivoirienne et suisse, et vivrait entre les deux pays, mais en passant le plus clair de son temps en suisse. Elle est régulièrement la cible de critiques d'autres acteurs panafricanistes, qui voient en elle une fausse militante et une opportuniste qui "ne vit pas pour les africains, mais par les africains", pour paraphraser des propos de Hady Ba.

**vi) Maikoul Zodi**

Maikoul Zodi, de nationalité nigérienne, apparaît comme membre clé de la petite mais dynamique mouvance panafricaniste du Niger (pays traditionnellement fidèle à la France). Maikoul Zodi est par ailleurs le fondateur de l'antenne nigérienne de l'organisation panafricaniste transnationale "Tournons la page". Tout aussi anti-impérialiste que ses autres homologues panafricanistes, il développe une rhétorique moins opposée frontalement à l'influence française dans la région, puisqu'il critique, globalement, "seulement" la présence militaire française, sans pour autant remettre en cause l'intégralité de l'influence tricolore.

**vii) Franklin Nyamsi**

Franklin Nyamsi est un franco-ivoirien d'origine camerounaise. Il est écrivain et doctorant de l'Université de Lille. Il a été pendant un temps le conseiller politique spécial en Côte d'Ivoire de Guillaume Soro. D'abord opposé au panafricanisme au début des années 2000, il devient à partir de 2015 un partisan motivé de ces théories, surtout par anticolonialisme. Sur sa chaîne YouTube, il cumule près de 200 000 abonnés et publie de manière régulière des vidéos mélangeant attaques contre les "puissances coloniales", tout en diffusant du contenu assimilé à de la désinformation voire du conspirationnisme selon Jeune Afrique. Il est en rapport de force perpétuel avec l'État français, accusant celui-ci de déstabiliser l'Afrique, mais accusant aussi l'État français de vouloir nuire à sa carrière universitaire. Il dément par ailleurs être proche de la Russie ou de la Chine, mais ses discours promeuvent malgré tout ces deux puissances, dont il estime que leur politique africaine est "plus proche d'un partenariat gagnant-gagnant [que ce que promet la France]".

**viii) Ben Le cerveau**

De nationalité malienne et de son vrai nom, Adama Diarra, Ben Le Cerveau est un autre chef de file du mouvement Yéréwolo. Il revendique ouvertement voir en la Russie un "allié". Ben Le Cerveau est un activiste de la première heure : il est, dès son plus jeune âge, un militant proche des milieux marxistes, dont il convoque les termes et théories afin de critiquer la "Françafrique". Cet engagement structuré et ancien a permis à Ben Le Cerveau de s'imposer comme une figure influente de la mouvance panafricaniste francophone et comme une figure très influente dans son

pays, le Mali. Depuis le 3 Décembre 2021, il est également membre du Conseil National de Transition de la junte malienne et il devient même l'un des dirigeants du mouvement politique local du M5-RFP. Pour ce rôle controversé, il est placé sur la liste des personnalités sanctionnées par l'Union européenne en décembre 2022 et se trouve interdit d'entrée dans le territoire de l'UE. Il faut noter qu'il semble s'éloigner peu à peu de la junte malienne et est même devenu la cible de plusieurs médias proches du gouvernement de transition qui dénigrent celui qu'ils surnomment « Ben l'écervelé » ou « Ben sans cerveau ». Début septembre 2023, des rumeurs évoquent son arrestation par la junte malienne.

### **ix) Luc Michel**

Dans la galaxie des acteurs du panafricanisme, Luc Michel apparaît comme une figure à part. Ce belge est, à ce stade, le seul blanc qui peut prétendre avoir une place dans la mouvance panafricaniste. Considéré en Europe de l'Ouest comme un « penseur d'extrême-droite nationaliste » diffusant des « théories du complot », il a en Afrique un rôle d'influence relativement important. Conseiller du président du Burundi pendant un temps, il promeut aussi les idées panafricanistes sur la chaîne YouTube camerounaise Afrique Médias (audience cumulée : environ 100 millions de vues). À l'image d'autres penseurs panafricanistes importants, ses discours attaquent surtout les occidentaux, perçus comme responsables des maux de l'Afrique. En symétrie, il promeut la civilisation russe, présentée comme promouvant des valeurs plus saines.

### **x) *Guy Marisu Sagna***

Guy Marius Sagna est un activiste et militant sénégalais d'extrême-gauche anti-capitaliste, fondateur du mouvement "FRAPP-France Dégage" (pour Front pour une Révolution Anti-impérialiste Populaire et Panafricaine). Né en 1984 à Pikine, au Sénégal, il est diplômé de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar où il a étudié la géographie. Issu d'une famille très engagée proche de la gauche anti-impérialiste et russophile, il s'engage à partir des années 2010 dans le mouvement des Indignés, le M2,3 ainsi que dans le Rassemblement des travailleurs africains – Sénégal (RTA-S), principalement à Dakar, avant de fonder le FRAPP-France Dégage.

Son activisme est essentiellement dirigé vers le Sénégal, dont il se place en défenseur de la souveraineté, notamment face à une "classe dirigeante corrompue et vassalisée". Il dénonce ainsi régulièrement les "accords léonins de partenariat économique entre l'Union européenne et l'Afrique ou encore l'occupation monétaire de nos pays par la France à travers le franc CFA", menant à cette fin des manifestations et des actions coup de poing au Sénégal, militantisme qui lui vaudra d'être incarcéré à plusieurs reprises à la prison de Rebeuss.

Il s'inscrit comme un opposant farouche au chef de l'État sénégalais, Macky Sall, contre lequel il commence à prendre position à partir de l'éclatement du scandale politico-financier Petrotim.

Dans le cadre de sa lutte contre Macky Sall, il s'allie avec plusieurs autres militants panafricanistes réputés, à l'image de ceux du collectif Y'en a marre (Kilifeu, Thiat, Barro). Mais il devient aussi, à partir de 2015-2016, le relais de Kémi Séba au Sénégal, avec lequel il organise des manifestations anti-Franc CFA, qui conduiront d'ailleurs à l'interdiction de territoire de Kémi Séba.

Preuve de la portée de son engagement, il rejoint en avril 2022 l'équipe de conseiller du maire de Dakar Barthélémy Dias, connu pour être le principal opposant à Macky Sall. Au sein de cette équipe, il préparerait les prochaines élections législatives sénégalaises, tout en continuant la propagation de ses idées anticapitalistes et anti-impérialistes.

Guy Marius Sagna est la parfaite incarnation de ces militants panafricanistes dont l'engagement est avant tout national, mais dont les discours, répondant à une problématique transnationale (souveraineté, rejet du "néocolonialisme", trouvent des échos dans les pays voisins, lui donnant de fait une influence sur l'ensemble de l'Afrique francophone.

### ***xi) Aganisha (Taanum Leele)***

Aganisha, de son vrai nom Taanum Leele, est une bloggeuse panafricaniste francophone de nationalité mauritanienne. Elle publie initialement du contenu de niche, ésotérique voire à la limite du conspirationnisme, notamment sur les théories de l'école kémite ou sur la "vraie histoire de l'Afrique". Elle adapte à partir de 2020 son contenu pour l'orienter vers une dimension beaucoup plus proche des thèses politiques panafricanistes, très offensives, notamment contre la France.

Ce virage lui permet de rapidement monter en popularité, devenant aujourd'hui l'une des figures montantes de la sphère panafricaniste, avec 100 000 abonnés sur Facebook et une présence sur toutes les plateformes, y compris Tik Tok, exception dans la sphère panafricaniste.

Elle relaye régulièrement les contenus de Kémi Séba, Nathalie Yamb, Sada Kane, Nogaye Babel Sow, Doumbifakol ou Franklin Nyamsi.

Elle est parfois elle-même à l'origine de campagnes de communication offensives comme au printemps 2022, quand elle déclenche une



mobilisation numérique autour de l'influence de l'UE au Mali, dénonçant la "propagande européenne" dans un contexte où les institutions européennes viennent de débloquer des fonds pour "former des journalistes et blogueurs maliens". C'est Agashina qui sonne le début de la mobilisation contre ce projet de l'UE en publiant, dès le 7 mai, un message très repris accusant l'UE de mener une "guerre de communication" au Mali en "déversant des millions de CFA sur de jeunes blogueurs maliens désargentés". Ce message sera repris des milliers de fois, par toute la sphère panafricaniste, mettant ainsi la pression sur le projet de l'UE et stigmatisant les journalistes ou blogueurs qui voudraient bénéficier de ces aides.

## ***B) B) Recensement des mouvements et médias contemporains de la sphère panafricaniste francophone***

En plus de ces personnalités qui incarnent physiquement les idées panafricanistes en Afrique ou en Europe, il est nécessaire d'évoquer les différents mouvements politiques qui composent cette galaxie d'acteurs, d'Urgences Panafricanistes à Yerewolo, en passant par la LDNA ou la Galaxie Nationale. Seuls sont cités ci-après les mouvements les plus influents.

### ***i) Urgences Panafricanistes***

Urgences Panafricanistes (ou URPANAF) est probablement le mouvement panafricain le plus structuré et le plus influent. Il a pour président-fondateur Kémi Séba, qui créait le groupe à Dakar en 2015. Ce groupe politique, qui se présente comme une ONG, mène d'après ses propres déclarations trois combats interconnectés : la lutte contre le Franc CFA, la lutte contre l'exploitation des richesses africaines et la lutte pour le respect des droits de l'homme noir. L'organisation est présente dans tous les pays d'Afrique francophone, mais aussi, plus surprenant, dans les territoires d'Outre-Mer français comme en Guyane.

Le groupe, bien qu'influent, peine à se détacher et à s'autonomiser réellement de la figure de Kémi Séba (à titre d'information, le compte Instagram d'Urgences Panafricanistes compte environ 22 000 abonnés, quand celui de Kémi Séba en compte dix fois plus, autour de 236 000 abonnés). À noter que l'ONG s'est dotée d'un média de propagande, au format *pure player*, intitulé *Afrique Resurrection*, présent sur YouTube et Instagram pour y promouvoir les idées panafricanistes.

## **ii) Ligue de défense noire africaine**

Créée en 2017, la Ligue de Défense Noire Africaine a une stratégie d'influence basée presque uniquement sur l'effet de buzz des déclarations de son principal chef Egountchi Behanzin. Ce mouvement, à mi-chemin entre le nationalisme noir et le panafricanisme, prétend lutter contre la "négrophobie d'État" qui sévirait en France. En surfant sur ce narratif, le groupe s'est rapidement imposé en France, obtenant une notoriété publique importante mais inversement proportionnelle à son influence réelle dans les sphères panafricanistes. Cette notoriété publique a poussé l'État français à dissoudre officiellement le groupe le 29 Septembre 2021. Pour autant, il reste actif en continuant son activité dans d'autres pays, principalement africains.

## **iii) Yerewolo-Debout sur les remparts**

Créé en 2019 à Koulikoro, dans le sud Mali, *Yerewolo-Debout sur les remparts* cherche à obtenir le *retrait* des troupes étrangères (surtout françaises), présentes sur le territoire malien. Initialement, le mouvement s'est surtout fait connaître pour ses campagnes de propagande visant l'ancien président malien, Ibrahim Boubacar Keita. Mais rapidement, *Yerewolo* a commencé à attaquer la mission de la MINUSMA (jugée inutile et contraire aux intérêts maliens) avant de finalement attaquer les forces françaises présentes au Mali, accusée de faire « perdurer un système néocolonial ».

#### **iv) Galaxie Nationale**

La “Galaxie Nationale” est en quelque sorte la version centrafricaine de *Yerewolo*. Elle est similaire en cela qu'elle combine tant un volet de politique nationale, qu'une dimension d'influence transnationale et panafricaine. La “Galaxie Nationale” a d'abord été créée comme une plateforme de soutien politique au gouvernement en place (ici à Touadéra, sous le nom de “Requins de Centrafrique”). Mais le mouvement, sous l'influence de Didacien Kossimatchi, son fondateur, un proche de Touadéra, s'est rapidement mis à attaquer les intérêts occidentaux (notamment la France, la MINUSCA et l'UE) et dans le même temps à promouvoir les intérêts russes et la coopération avec les Russes.

Le mouvement est en effet à la manœuvre pour fédérer autant que possible les efforts centrafricains pour promouvoir l'image de la Russie : projections de films, flyers, affiches, organisations d'évènements ZOV (soutien à la Russie dans la guerre en Ukraine). Le groupe est par ailleurs suspecté d'être la colonne vertébrale du Bureau d'Information et de Communication (BIC), l'organe de la présidence centrafricaine, supervisé par Wagner, chargé de mener des campagnes d'influence numériques en Centrafrique et ailleurs. Galaxie Nationale est aussi suspectée d'être derrière les incendies qui ont visé, fin 2022, des entrepôts d'ONG occidentales, de l'ONU et de l'UE.

#### **v) AFRIC**

L'AFRIC est une organisation qui se présente comme une plateforme de chercheurs indépendants et d'experts. Cependant, elle a été créée par l'entourage d'E. Prigojine et a été sanctionnée par le Trésor des États-Unis en 2021. L'AFRIC vise à soutenir des personnalités et des groupes politiques

qui peuvent promouvoir des récits pro-russes et anti-occidentaux, notamment anti-français. Pendant les élections présidentielles malgaches de 2018, l'AFRIC a organisé un forum économique mettant en avant plusieurs candidats et abordant des thèmes récurrents à la pensée panafricaniste du XXIème siècle. Kémi Séba ou Nathalie Yamb ont, tous les deux, été invités à titre d'exemple. L'ONG est dirigée depuis le Mozambique par José Matemulane et Ioulia Afanasieva, une associée de Prigozhjin.

#### **vi) Afrique Média**

Afrique Média est une chaîne de télévision panafricaine basée à Douala, au Cameroun, se présentant comme la première chaîne de télévision panafricaine. Elle affiche une ligne éditoriale fortement engagée, dénonçant le "néo-colonialisme" et se présentant ouvertement comme pro-russe et violemment anti-occidentale, notamment anti-française.

Certains des thèmes favorisés de la chaîne comprennent des thèmes chers aux panafricanistes :

- Dénonciation du franc CFA comme outil "néo-colonial" de contrôle français sur l'Afrique ;
- Dénonciation de la France et de l'Occident, accusés d'être derrière le terrorisme islamiste en Afrique ;
- Dénonciation de l'OTAN comme étant responsable de la guerre en Ukraine ;
- Défense des régimes politiques issus de putschs militaires (Mali, Guinée, Burkina Faso).

Afrique Média invite régulièrement des invités panafricanistes, leur donnant une plateforme et une visibilité importante puisque la chaîne compte 720 000 abonnés sur Youtube et près de 900 000 sur Facebook. Parmi les panafricanistes invités par Afrique Média on compte ainsi :

- **Bertrand Tatsinda**, analyste politique ayant orchestré la publication de "révélations sur la MINUSMA" (la mission de l'ONU au Mali) ;
- **Kémi Seba**, présenté précédemment ;
- **Banda Kani**, leader d'un parti politique camerounais, porte-parole dans son pays d'une rhétorique anti-française et pro-russe ;
- **Egountchi Behanzin**, président-fondateur de la Ligue de défense noire Africaine (LDNA), porteur d'un discours anti-français et anti-raciste radical.

Fondée par Justin Tagouh, citoyen camerounais, la chaîne Afrique Média dépendait initialement de financements publics et privés et était disponible sur certains bouquets de chaînes satellitaires, comme CanalSat. Mais du fait de ses prises de position politiques très hostiles au gouvernement camerounais et à l'Occident, Afrique Média a perdu ses sources de financement et s'est finalement naturellement tourné vers la Russie pour continuer ses activités.

Luc Michel, blogueur belge proche des panafricanistes aurait ainsi fait la jonction entre Justin Tagouh et le Kremlin, permettant à la chaîne de devenir un maillon clé de la politique africaine de la Russie, en échange de financements importants. En 2022, Afrique Média signe même un partenariat avec RT, pour bénéficier et diffuser le contenu électoral fourni par les journalistes francophones du média russe, recyclés pour produire du contenu sur l'Afrique suite à l'interdiction du média en France.

Des éléments récents permettent de confirmer l'implication d'Afrique Média comme maillon clé de la stratégie informationnelle russe : le 28

décembre 2022 et le 14 janvier 2023, des clips anti-français sont diffusés sur les réseaux sociaux. La presse française s'est largement fait l'écho de ces vidéos cartoonées dégradantes qui comparent la France à des rats, des zombies ou des serpents.

Si le réseau de diffusion de la première vidéo ne laisse apercevoir aucune parenté avec les réseaux pro-russes et panafricanistes, dans le cas de la deuxième vidéo ces liens sont avérés : la vidéo a été semble-t-il publiée initialement dans la sphère internet par le compte twitter "Dia Diarra", un supposé militaire et patriote malien, déjà au cœur de la diffusion de l'offensive informationnelle russe sur les supposés charniers de Gossi.

Dans les cas de la vidéo anti-française diffusée le 14 janvier 2023, c'est ce compte "Dia Diarra" qui est à l'origine de la publication du dessin animé, avant d'être immédiatement repris par "Afrique Média", pour amplifier la portée du message de manière massive.

Cela confirme bien, d'une part, que ces deux vidéos ont pour source des propagandistes pro-russes et panafricanistes, et d'autre part que Afrique Média est un maillon clé de ce réseau informationnel.

### **vii) Panafricaniste TV**

Panafricanistes-TV est une chaîne YouTube avec plus de 103 000 abonnés, qui se présente comme panafricaniste et anti-impérialiste. La chaîne diffuse principalement des vidéos de discours et d'entretiens avec des personnalités panafricanistes et des militants anti-colonialistes. Les sujets de prédilection de la chaîne sont la dénonciation de l'impérialisme occidental et de la domination économique de l'Afrique par les anciennes puissances coloniales, en particulier la France. Les vidéos abordent également des sujets tels que la renaissance culturelle africaine, la

solidarité entre les peuples opprimés et la nécessité d'une unification panafricaine pour atteindre la libération et l'émancipation. La chaîne est principalement en français et diffuse occasionnellement des vidéos en anglais.

### **viii) Afrique Djabarani**

Afrique Djabarani (AD) est une page Facebook axée sur l'actualité et la politique africaines. La page compte plus de 60 000 abonnés et se présente comme une "plateforme médiatique indépendante" fournissant une analyse critique sur les événements se déroulant en Afrique et/ou touchant à l'avenir de l'Afrique.

Le contenu du média est en réalité très souvent orienté contre la France, avec des vidéos, adaptées à la diffusion sur les réseaux sociaux, qui attaquent la politique africaine de la France, ou qui donnent la parole à des influenceurs panafricanistes dénonçant la posture néocoloniale de Paris. A titre d'exemple, l'un des contenus les plus vus d'Afrique Djabarani est un contenu publié le 11 Octobre 2022 intitulé "Un élu français déshabille la France"

### **ix) Fondation pour la protection des valeurs nationales**

Cette ONG russe, la FZNC, est active dans la plupart des pays francophones, mais aussi dans les "nouveaux théâtres" russes, comme l'Afghanistan des Taliban ou la Libye du maréchal Haftar. L'ONG est dirigée par un citoyen russe, Aleksandr Malkevitch, suspecté de proximité avec le GRU, le renseignement militaire russe. L'ONG est très proche de l'ONG AFRIC précitée et organise régulièrement des événements avec elle ; comme cette dernière, la FZNC serait essentiellement financée par les



fonds de Prigozhin et de la galaxie Wagner. La FZNC prétend officiellement aider à la “coopération entre les peuples”, elle est en réalité une structure reconnue pour créer et animer de vrais-faux médias indépendants afin d’influencer les tendances sociales et électorales dans plusieurs pays cibles. L’ONG a déjà ciblé la Libye et les USA par le passé, mais concentre la plupart de son action en Afrique francophone, où elle est suspectée de gérer plusieurs dizaines de médias locaux qui produisent du contenu inédit, propagent des rumeurs hostiles à la France ou amplifient les contenus d’influenceurs panafricanistes. L’ONG est ainsi devenue une pièce-maîtresse de la stratégie de diffusion des idées panafricanistes et anti-françaises en Afrique francophone.

# TOP 4 DES FIGURES PANAFRICANISTES EN 2023

Importance de l'audience

+

**KEMI  
SÉBA**

- **Plateformes** : Facebook, Twitter, Instagram
- **Audience cumulée** : 1 300 000 abonnés
- **Liens étrangers** : 
- **Affiliation** : Leader de Urgence Panafricaniste
- **Nationalités** : France / Bénin
- **Stratégie** : Coups médiatique et actions sur le terrain

**NATHALIE  
YAMB**

- **Plateformes** : Facebook, Twitter, YouTube, Telegram
- **Audience cumulée** : 950 000 abonnés
- **Liens étrangers** : 
- **Affiliation** : Parti politique ivoirien Lider
- **Nationalités** : Cameroun / Suisse
- **Stratégie** : Critiques informationnelles sur les réseaux

**GUY  
MARIUS  
SAGNA**

- **Plateforme** : Facebook
- **Audience cumulée** : 120 000 abonnés
- **Liens étrangers** : Aucun (?)
- **Affiliation** : Député et chef de 'Frapp-France dégage'
- **Nationalité** : Sénégal
- **Stratégie** : Actions sur le terrain

**AGANISHA**

- **Plateforme** : Facebook, Youtube, Tik Tok
- **Audience cumulée** : 91 000 abonnés
- **Liens étrangers** : Aucun (?)
- **Affiliation** : Aucune (?)
- **Nationalités** : France / Bénin
- **Stratégie** : "Réinformation" historique



Importance de l'audience

+

**AFRIQUE  
MÉDIA**

- **Plateformes** : Facebook, Twitter, YouTube
- **Audience cumulée** : 1.600.000 abonnés pour 176.224.000 vues
- **Rôle** : Création de contenu
- **Nationalité** : Cameroun

**PANAFRICANISTE  
TV**

- **Plateformes** : Facebook, YouTube
- **Audience cumulée** : 250.000 abonnés pour 4.883.180 vues
- **Rôle** : Création de contenus
- **Nationalité** : Inconnue (?)

**AFRIQUE  
DJABARANI**

- **Plateforme** : Facebook
- **Audience cumulée** : 61 000
- **Rôle** : Création de contenus
- **Nationalité** : Inconnue (?)

**AMIR  
NOURDINE  
ELBACHIR**

- **Plateforme** : Twitter (faux compte suspecté)
- **Audience cumulée** : 58 000 abonnés
- **Rôle** : Création de contenus
- **Nationalité** : Côte d'Ivoire (?)

**HAWOYE  
AÏSSATA**

- **Plateforme** : Twitter
- **Audience cumulée** : 43 100 abonnés
- **Rôle** : Amplification de contenus
- **Nationalité** : Inconnue (?)

**ANGÉLIQUE M  
DES ANGES**

- **Plateforme** : Twitter (faux compte suspecté)
- **Audience cumulée** : 31 500 abonnés
- **Rôle** : Amplification de contenus
- **Nationalité** : France (?)

**COUMBA  
KEITA**

- **Plateforme** : Twitter
- **Audience cumulée** : 25 000 abonnés
- **Liens étrangers** : Russie
- **Rôle** : Amplification de contenus
- **Nationalité** : Malienne

**MOUSKEZAR  
LE NEGUS  
PANAFRICAIN**

- **Plateforme** : Facebook
- **Audience cumulée** : 21 260 abonnés
- **Rôle** : Création de contenus
- **Nationalité** : inconnue (?)

**FARAFINA  
WAMY**

- **Plateforme** : Twitter
- **Audience cumulée** : 19 700 abonnés
- **Rôle** : Amplification de contenus
- **Nationalité** : Côte d'Ivoire

**FATIM**

- **Plateforme** : Twitter
- **Audience cumulée** : 17 800

## ZOOM : La notion « d'entrepreneurs d'influence »

*Pour décrire le phénomène des influenceurs panafricanistes et notamment de leurs liens avec des puissances étrangères, les chercheurs français Limonier et Laruelle évoquent le terme "d'entrepreneur d'influence". Les universitaires décrivent ce type d'acteurs comme "des individus ou des organisations qui accompagnent le retour géopolitique de la Russie dans certaines zones du monde afin de faire fructifier un capital économique, politique ou symbolique".*

*Le sous-entendu est donc bien que ces influenceurs panafricanistes, au-delà de leurs convictions personnelles profondes, peuvent tirer une rente de situation de leur soutien à des puissances étrangères ou de leur participation à l'offensive informationnelle contre des cibles françaises ou plus largement occidentales.*

*L'Afrique est, pour ces "entrepreneurs d'influence" un théâtre idéal et facile à exploiter : l'espace informationnel africain est structuré, bien plus qu'en Europe, autour de médias en ligne mais aussi de radios, avec une forme d'horizontalisation des sources d'information, y compris des sources de la presse écrite. Autrement dit, les médias partisans ou les caisses de résonances de ces "entrepreneurs d'influence" sont globalement à égalité avec les autres médias dans le paysage informationnel, en raison de l'absence de réels médias mainstream faisant autorité.*

*Dans leur analyse, Limonier et Laruelle différencient globalement trois types d'entrepreneurs d'influence en Afrique :*

**Le "premier cercle"** : il est composé d'hommes d'affaires comme Malofeïev ou Prigozhin, qui ont un accès direct aux réseaux du Kremlin et aux réseaux d'affaire russes ; ils agissent en Afrique dans l'intérêt russe en finançant des projets

d'infrastructures, des unités militaires (comme Wagner), en prenant possession de richesses locales, et en s'assurant leur position sur place en tenant les gouvernements locaux.

**Le “deuxième cercle”** : il est composé de militants locaux ou internationaux qui trouvent un intérêt à appuyer les Russes pour défendre leur propre agenda idéologique. Nathalie Yamb, Luc Michel ou Kemi Seba en sont de bons exemples : ils servent leur propre cause, mais diffusent aussi des discours favorables aux Russes, afin de bénéficier eux-mêmes des caisses de résonance russes. Ces acteurs sont en quelque sorte les sous-traitants africains de l'influence russe sur le continent, une pratique répandue depuis l'époque soviétique d'après les chercheurs, la Russie ayant effectivement souvent recours à des agents d'influence à l'étranger pour augmenter sa prise sur les sociétés. A noter que ces acteurs ont des liens plus ou moins directs avec Moscou, comme dans le cadre de Yamb et Seba, conviés à certains événements du Kremlin, tandis que

Luc Michel semble avoir une relation plus distante avec les officiels russes.

**Le “troisième cercle”** : il est composé d'acteurs sans aucun lien (indirect ou direct) avec les autorités russes ; ces entrepreneurs d'influence, s'ils diffusent le contenu russe ou panafricaniste ne le font pas nécessairement par adhésion ou par soutien, ils le font avant tout par intérêt financier : ils souvenent des sites ou des médias dont le business model repose sur la publicité et donc sur la nécessité d'avoir des contenus viraux qui vont attirer une large audience ; les contenus diffusés par RT, Sputnik et les différents agents russes sont une aubaine puisqu'ils sont libres de droit (donc monétisables) et souvent très critiques de l'occident, un angle médiatique très porteur dans les sociétés très polarisées d'Afrique francophone. Les entrepreneurs d'influence de ce troisième cercle diffusent donc volontairement du contenu de source russe mais uniquement et avant tout pour dégager un revenu publicitaire. Un exemple récent de ce type d'entrepreneur d'influence est le

réseau "Africa24" qui regroupait plusieurs sites d'informations publiant des articles parfois putassiers et polémiques et dont l'essentiel du contenu provenait en fait de sources russes avant d'être transformé et publié en leur nom propre ; pour construire une allégorie marketing, les sources russes produisent en quelque sorte du contenu informationnel en "marque blanche" qui est ensuite "revendu" (c'est-à-dire diffusé) par les entrepreneurs d'influence qui, sans adhérer au message, cherchent uniquement à tirer un revenu de ces informations.

A noter que certains acteurs sont inclassables, puisqu'ils paraissent être à la frontière entre le 2ème et le 3ème cercle, dans le sens où ils ont bien des liens directs avec les Russes et un agenda idéologique proche de celui des panafricanistes, mais en même temps, ils semblent avoir ces positions avant tout par intérêt commercial et financier opportuniste. C'est le cas d'Afrique Média (déjà évoqué) ou de Mali-Actu, principal site d'actualité du Mali. Dans ces deux médias, comme

beaucoup d'autres, ont signé des accords de partenariat avec Russia Today : ils bénéficient gratuitement du contenu du média russe, en qu'ils doivent diffuser à leur public. Salif Diarrah, qui dirige Mali-Actu, s'est exprimé sur ce sujet pour l'émission française Complément d'Enquête indiquant que ce contenu gratuit des Russes est "une aubaine pour [Mali-Actu] qui a des ressources limitées".

Les Russes, comme les petits médias africains, gagnent donc tous deux à cette relation : les médias africains disposent de contenus gratuits qu'ils peuvent diffuser (et monétiser) auprès de leur audience, tandis que les Russes disposent de canaux de diffusion et d'amplification massifs tiers à moindre coût.

Le cas d'Afrique Média et de Mali-Actu n'est pas unique et concerne en réalité un grand nombre de médias ou d'influenceurs africains, comme encore le cas d'Aganisha, déjà évoquée dans les développements précédents. Si cet influenceur panafricaniste avait déjà une ligne kémitte et radicale affirmée, son contenu n'a vraiment décollé

*qu'à partir du moment où elle a commencé à s'en prendre violemment à la France, car ces contenus sur ce sujet étaient mis en avant par les algorithmes, mais aussi et surtout par les autres influenceurs panafricanistes.*

*Dans la sphère informationnelle africaine il y a donc une forme d'incitation à la radicalité, une incitation à développer des messages et des contenus pro-russes ou anti-français, sur des thèmes identifiés, car ce sont ces thèmes qui garantissent à un influenceur ou un média soit d'être mis en avant, soit d'obtenir des partenariats avantageux financièrement.*

*Les trois cercles des "entrepreneurs d'influence" ne doivent donc pas être considérés comme séparés et cloisonnés ; ces cercles doivent être considérés de manière spectrale et linéaire, avec certains acteurs "coincés" entre deux cercles : il s'agit de ces acteurs dont il est difficile d'établir si leur engagement anti-français est plutôt poussé par des vecteurs économiques (troisième cercle) ou bien uniquement par leur*

*combat idéologique (deuxième cercle).*

*À noter enfin que la notion d'entrepreneurs d'influence développée par Limonier et Laruelle convoque principalement le cas d'influenceurs africains agissant pour le compte d'intérêts russes, car c'est effectivement ce qui est principalement observé en Afrique francophone.*

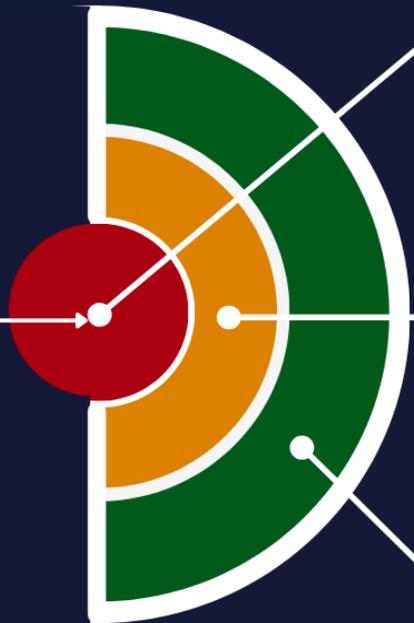
*Mais pour autant, elle est globalement applicable à tout autre acteur potentiel et tout autre cadre géographique où un acteur externe cherche à sous-traiter son influence, en passant par des magnats (premier cercle), des complices (deuxième cercle) et de ce que l'on peut appeler des idiots-utiles (troisième cercle).*

# LA NOTION D'ENTREPRENEURS D'INFLUENCE dans le cas de la stratégie africaine de la Russie

KREMLIN



Externalise sa pol. afri.



**1**

## LES HOMMES D'AFFAIRES

Ils mettent en place les réseaux d'influence économiques et médiatiques pro-russes et anti-français en Afrique.

Financent  
Amplifient  
Crédibilisent



MALOFEEV



PRIGOZHIN

**2**

## LES IDEOLOGUES

Ils diffusent leurs contenus idéologiques anti-français de manière autonome mais les adaptent pour bénéficier des relais russes.

Profitent  
Amplifient  
Légitiment



SEBA



YAMB

PANAFRICANISTES

**3**

## LES OPPORTUNISTES

Par opportunisme pécunier et sans motivation politique, ils rediffusent les contenus "buzz" et contribuent de fait à amplifier les contenus hostiles à la France.



24JOURS



AFRICA24

## **II) RUSSIE, QATAR, TURQUIE, ETATS-UNIS : LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES COMME ACTEURS CENTRAUX DE LA STRATÉGIE INFORMATIONNELLE DES GROUPES PANAFRICANISTES**

Il existe de nombreuses façons de concevoir la « guerre de l'information » sur le plan théorique. Toutefois, la quasi-totalité de ces écoles de pensée s'appliquent globalement à identifier au moins deux grands moments dans une opération d'influence : la création du contenu et l'amplification du contenu.

Parfois, ces deux étapes sont assumées de facto par la même entité, c'est notamment le cas quand la campagne est menée par un acteur déjà très puissant ou qui dispose d'un écosystème informationnel propre, lui permettant de diffuser son narratif aux audiences cibles sans externaliser cette partie. Néanmoins, le plus souvent, la phase d'amplification est effectuée par un acteur différent de celui de la phase de création du contenu.

Les interactions entre ces deux phases - la création et l'amplification - sont le cœur de toute analyse sérieuse sur les thématiques de guerre de l'information. En effet, se concentrer sur ceux qui créent le contenu informationnel ne permet pas de cerner l'ensemble des forces en présence sur un affrontement cognitif. Les cas sont innombrables de militants sincères qui sont manipulés pour créer du contenu critique, qui sera ensuite amplifié et utilisé par des acteurs extérieurs pour servir leurs

propres intérêts : le cas Volkswagen, analysé en profondeur par l'École de Guerre Économique [dans un rapport](#), en est un exemple significatif.

En l'occurrence, les mouvements et militants panafricanistes agissent indubitablement avec sincérité et spontanéité dans leur critique de la France. Ils promeuvent avec cynisme et intérêt l'agenda panafricaniste, non par amour de la « cause noire », mais bien pour défendre leurs propres intérêts économiques et diplomatiques.

Cette partie mettra en lumière l'omniprésence de relais étrangers, qui encouragent et soutiennent l'expansion de la galaxie panafricaniste et participent ainsi à l'affaiblissement de l'influence française sur le continent africain.

Si la place tenue par la Russie dans ce jeu de dupes est probablement la plus facile à identifier et celle qui nuit le plus ouvertement aux intérêts français **(1)**, d'autres puissances, comme la Turquie et le Qatar, sont aussi identifiables en tant qu'alliés indirects des mouvements panafricanistes **(2)**.

## 1) La Russie comme sponsor essentiel et bénéficiaire opportuniste du panafricanisme

L'influence russe en Afrique sur les réseaux panafricanistes s'exerce principalement à travers de ladite « galaxie Wagner » : un complexe militaro-médiatique hétéroclite composé d'acteurs divers, dont le point commun est d'être reliés directement à Evgueny Prigozhjin. Cette galaxie intervient à tous les niveaux pour soutenir les efforts panafricanistes et remettre en cause la présence française en Afrique (**A**), une position qui n'est pas sans arrière-pensée puisque la Russie bénéficie du retrait tricolore à la fois sur le plan économique et diplomatique (**B**)

### ***A) La « Galaxie Wagner », au cœur de la stratégie d'influence russe***

Que ce soit au Mali, en Centrafrique, à Madagascar, au Burkina Faso ou dans n'importe quel pays africain de la « sphère d'influence française », il existe une concentration organique de réseaux mettant en cause la place de la France. Il n'est pas question dans ce dossier de prétendre que les Russes sont les responsables uniques de la perte d'influence française dans la région, pas plus qu'il n'est question de présenter les acteurs africains comme de simples pions sur l'échiquier du Kremlin.

L'étude des éléments présentés dans ce dossier laisse apparaître que des penseurs africains ont, depuis longtemps, radicalement remis en cause la présence française, pour des raisons plus ou moins convergentes, en tout

cas le plus souvent de manière indépendante de toute influence exogène. Les puissances mondiales, notamment la Russie, profitent de l'affaiblissement de la France en Afrique pour s'engouffrer dans la brèche ouverte, contribuant ainsi à accélérer son décrochage.

Néanmoins, si les acteurs panafricains défendent bel et bien un agenda propre, il est en même temps irréaliste de prétendre que le soutien étranger, principalement russe, est sans effet sur la lutte d'influence en cours. Les acteurs russes encouragent, structurent et amplifient le discours panafricain.

La stratégie d'influence russe en Afrique francophone remonte à la période de la décolonisation, l'URSS ayant, à l'époque, tissé rapidement des liens très étroits avec plusieurs nations nouvellement indépendantes, fournissant dans certains cas des armes et du soutien matériel aux mouvements indépendantistes. La présence russe en Afrique francophone connaît une longue parenthèse à partir des années 1990 et la fin du bloc soviétique, la situation catastrophique de la Russie post-soviétique privant le pays de toutes ses ambitions africaines : preuve de ce recul de la Russie sur le continent, une dizaine d'ambassades russes furent fermées en Afrique après 1991.

Il faudra attendre 2006 (visite du Président Poutine en Afrique du Sud) puis 2009 (tournée africaine du Président Medvedev) pour voir s'amorcer un retour en Afrique. Le Président Medvedev déclare ainsi à cette occasion vouloir « rattraper tout ce qui a été perdu ».

À partir de 2010, les accords bilatéraux entre la Russie et des nations africaines sont conclus, sur un modèle quasi unique : la Russie offre son expertise militaire et technologique (livraisons d'armes, d'instructeurs, de technologies nucléaires), en échange de concessions pour les grandes entreprises minières russes, que sont NORNICKEL, RENOVA ou ALROSA.

Plus qu'économique, l'intérêt pour la Russie est surtout diplomatique : devenus dépendants du Kremlin, certains États africains s'alignent sur les intérêts russes lors des différents votes à l'ONU, permettant à Moscou de pousser son narratif multilatéraliste, selon lequel l'Occident est finalement isolé face au reste du monde, notamment face au « Sud », dont la Russie serait la voix. Exemple de cette stratégie diplomatique : plusieurs pays africains ont voté en faveur de la Russie (ou se sont abstenus) lors des résolutions de l'ONU autour de la Crimée en 2014 ou lors de la guerre en Ukraine en 2022. L'implantation russe en Afrique n'est donc évidemment pas désintéressée et s'explique, au moins en partie, par la nécessité de multiplier ses soutiens diplomatiques (dans le cadre du conflit ukrainien) mais aussi de multiplier ses débouchés économiques (suite à la crise de 2008 et, surtout, suite aux sanctions occidentales post-Géorgie puis post-Maïdan).

Cette première phase de coopération militaro-économique russo-africaine trouve un nouvel élan à partir de 2017, la Russie signant près d'une vingtaine de « partenariats renforcés » avec des nations africaines : Guinée-Bissau, Guinée, Sierra Léone, Mali, Burkina Faso, Niger, Nigéria, Tchad, Soudan, Ethiopie, RCA, RDC, Rwanda, Burundi, Tanzanie, Zambie, Madagascar, Mozambique, Eswatini, Zimbabwe, Botswana... Ces partenariats politico-stratégiques trouvent leur consécration officielle au Sommet de Sotchi, en 2019.

Dans certains pays, cette coopération est poussée à un niveau supérieur. L'accord avec le Mozambique prévoit notamment un droit de mouillage pour les navires militaires russes, tandis que l'accord avec le Soudan prévoit la création d'une antenne du Ministère de la Défense russe dans le pays.

En 2017, le déploiement planifié de citoyens russes en Afrique crée la surprise. Ce sont en réalité des *contractors* du groupe Wagner, une société

militaire privée (SMP) russe au statut flou, formée par des anciens opérateurs du renseignement militaire russe (GRU) ayant combattu en Syrie et dans le Donbass. L'objectif du déploiement de la SMP fera l'objet de développements approfondis dans la deuxième section de cette partie.

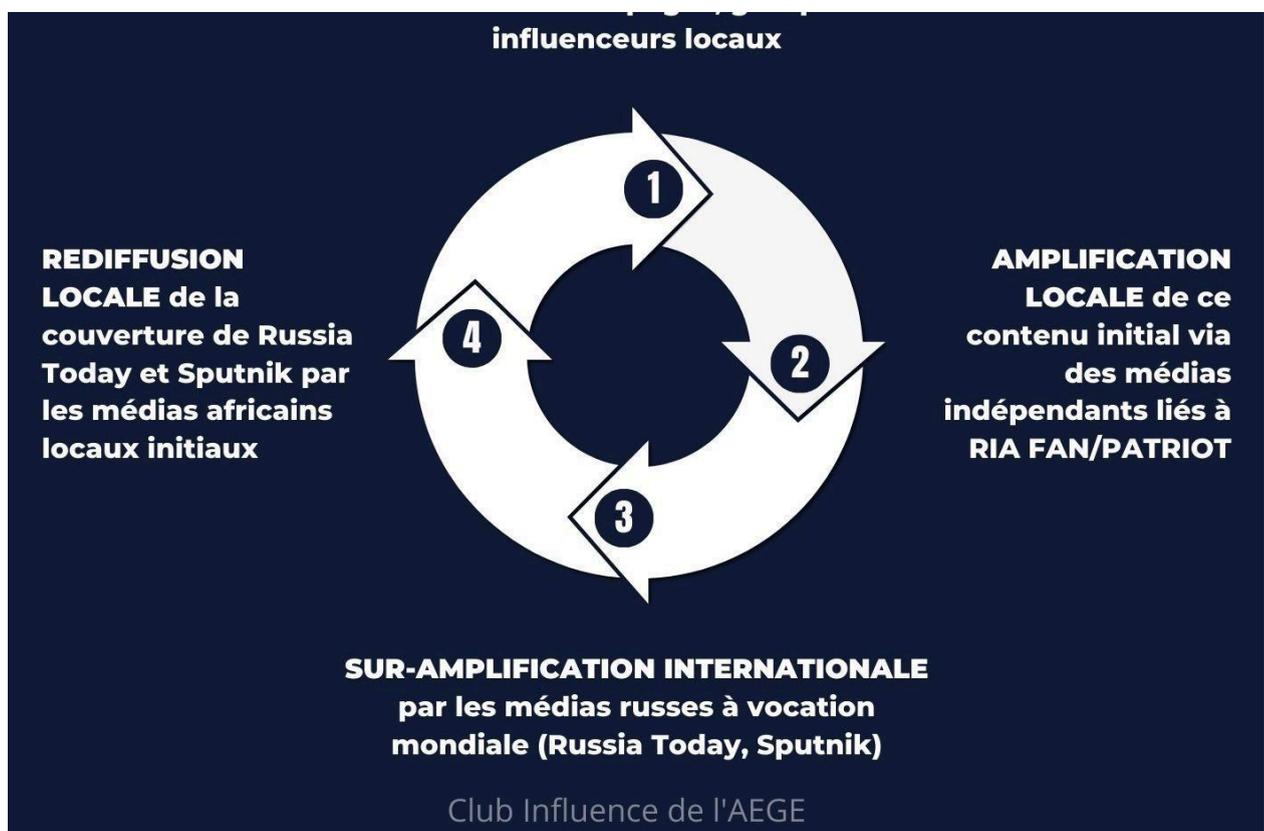
Si le parachèvement de la présence russe en Afrique, par le déploiement de ces « musiciens » (tels que sont surnommés les hommes de Wagner) est désormais de notoriété publique. Peu savent, en revanche, que l'implantation des entreprises et SMP russes en Afrique francophone a été préparée par des agents d'influence nombreux, soit pilotés directement par la galaxie Wagner, soit simplement amplifiés par celle-ci.

La Russie mène en effet une guerre de l'information visant à discréditer les anciennes puissances coloniales (au Mozambique, au Mali et en RCA), à influencer les élections locales (à Madagascar et en RDC) et à accompagner l'implantation d'intérêts russes (au Mali, en RCA et en Libye).

D'après les informations à disposition, la stratégie informationnelle suit globalement toujours le même schéma d'astroturfing (amplification faussement organique d'un effet de foule), visant à créer un effet boomerang :

- **1) DIFFUSION LOCALE** initiale d'un contenu via des pages/groupes/influenceurs locaux, soit de manière organique soit de manière planifiée ; ce contenu initial a pour audience cible les citoyens des pays africains et/ou de la diaspora internationale ; il peut être une information vraie ou un élément de désinformation ; cette diffusion initiale peut être organique (le fait d'un citoyen qui agit de bonne foi) ou bien être le fait d'une campagne coordonnée non-organique.

- **2) AMPLIFICATION LOCALE** de ce contenu initial via des médias indépendants liés à RIA FAN/PATRIOT (proches de Wagner), posant comme des médias africains mais servant l'agenda diplomatique russe ; leur audience cible est la population africaine.
- **3) SUR-AMPLIFICATION INTERNATIONALE** par les médias russes à vocation mondiale (RUSSIA TODAY, SPUTNIK) des contenus diffusés à l'étape 2) par les médias rattachés à RIA FAN/PATRIOT ; leur audience cible est la communauté internationale, notamment les diasporas africaines, les populations noires des Amériques et les journalistes internationaux.
- **4) REDIFFUSION LOCALE** de la couverture de RUSSIA TODAY et SPUTNIK par les médias africains locaux initiaux, fiers de pouvoir montrer que leurs contenus sont repris par des grandes sites comme RT ou SPUTNIK.



La RCA se présente comme le pays parfait pour identifier l'intégralité de ce cercle d'influence puisqu'une grande partie des acteurs mobilisés par la Russie sont clairement identifiés depuis longtemps.

Ainsi, plusieurs médias et organisations ont été identifiés comme dépendant d'agents d'influence russes ou pro-russes :

- la page Facebook **Soutien à la Russie en RCA** créée en Juin 2018
- la page Facebook **Vounga Sango** créée en Septembre 2018
- le média **Kodoro236**, créé en Octobre 2018
- le média **Bangui Buzz**, créé en Octobre 2018
- l'Agence de **Nouvelles Béafrika**, créée en Novembre 2018
- le média, **Le Coq de Banqui** créé en Novembre 2018
- la radio **Lengo Sengo**, créée en Novembre 2018
- le média **Ndjoni Sango** (date de création inconnue)
- le média **Kangbi Ndara** (date de création inconnue)
- l'ONG panafricaine **Aimons Notre Afrique** (ANA), re-lancée mi- 2018

Si certains de ces médias et organisations engagent des militants et des journalistes de bonne foi, la plupart sont gérés au quotidien par des « trolls », rémunérés ou non, proches des réseaux russes. Les fameux « trolls russes » donc, qui génèrent autant d'incompréhension que de fantasmes.

Mais le réseau de trolls qui anime aujourd'hui la propagande panafricaniste, pro-russe et anti-française en Centrafrique préexiste largement à l'implantation du groupe WAGNER. Selon les informations collectées lors de la rédaction de ce rapport, cet important réseau de propagande prend sa source en 2015 dans la « Cellule Numérique » du Mouvement des Cœurs Unis (MCU), le parti de l'actuel président Touadéra.

Dans le cadre des différentes campagnes électorales, Touadéra confie à partir de 2015 à Simplicie Sarandji (actuel Premier Ministre), le soin de mettre en place une stratégie d'influence numérique. Pour se faire, Sarandji met en place une petite cellule, dirigée par quatre acteurs clés :

- **Thierry Oronfei**, un informaticien franco-centrafricain
- **Johnny Yannick Nalimo**, président de la société de services FATCOM, fondateur du média panafricain pro-russe KANGBI NDARA.
- **Rodolphe Héritier Doneng**, leader du Mouvement des Requins de Centrafrique (devenu Galaxie Nationale), une milice qui a une activité violente dans les rues de Bangui et qui dispose aussi déjà d'équipes de trolls sur les réseaux sociaux.
- **Harouna Douamba**, homme d'affaires ivoiro-centrafricain, proche de Simplicie Saradnji, créateur de l'ONG panafricaine ANA précitée. Douamba a été conseiller spécial au ministère des Affaires Étrangères de Centrafrique et est aussi l'initiateur de l'invitation de Kémi Séba à Bangui.

Cette cellule numérique rattachée au Mouvement des Cœurs Unis (MCU) de Touadéra va démontrer toute son efficacité et permettre à leur candidat de remporter largement les élections.

Une fois l'élection remportée, une partie de cette cellule va trouver une forme officielle en devenant, au sein de la Présidence centrafricaine, le Bureau d'Information et de Communication (BIC), une cellule secrète chargée de surveiller l'opposition centrafricaine et de déployer la stratégie d'influence du président Touadéra dans l'espace informationnel centrafricain.

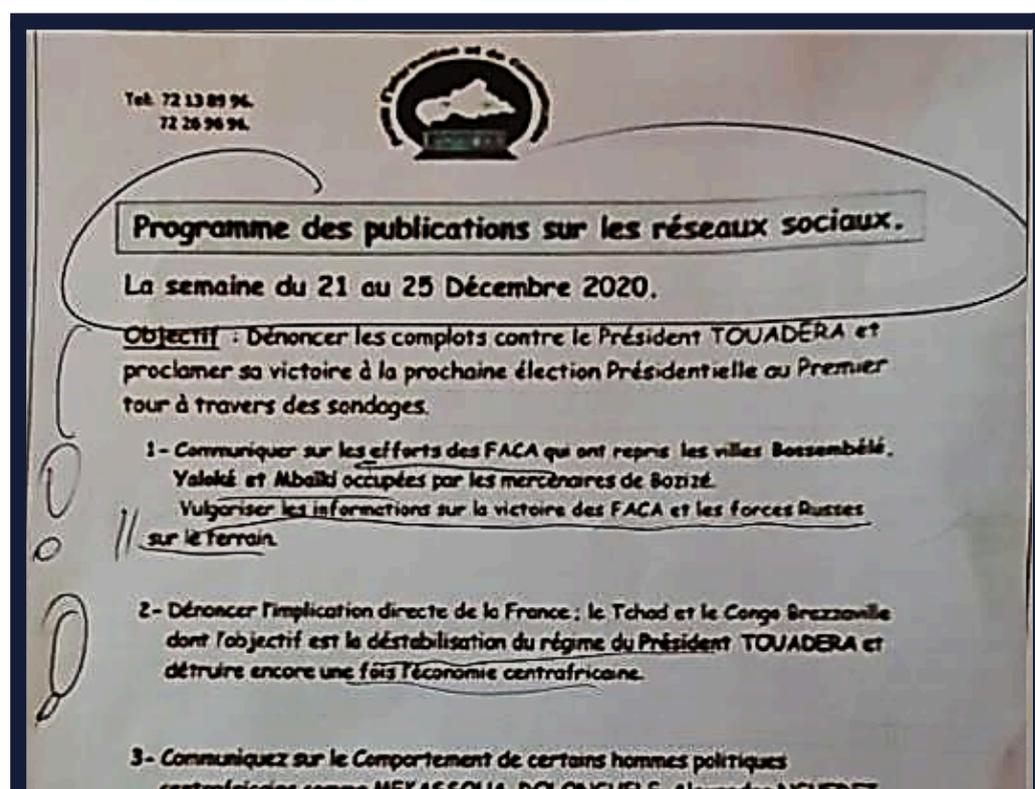
À cette fin, le BIC anime de nombreux médias et relais médiatiques (dont les plus connus sont les médias NDJONI SANGO et KANGBI NDARA,

précédemment cités) et anime un réseau d'une centaine de faux comptes influents visant à polariser l'opinion.

Le BIC mobilise aussi des influenceurs appréciés de la population pour répandre des éléments de langage, comme Fidele Gouandjika et Guinon Aymard, et Kémi Séba, dont les contenus sont fréquemment repris par les comptes animés par le BIC. Durant toute cette période, la Russie ne s'ingère pas encore dans les affaires de la Centrafrique.

Entre 2016 et 2018, avant même l'implantation russe, les éléments de langage du BIC sont déjà nettement anti-Français et anti-ONU.

Mais un virage qualitatif et quantitatif est définitivement franchi à partir de fin 2018 et début 2019, quand la Russie décide de s'implanter en Centrafrique. Un document interne du BIC (présenté ci-dessous) confirme d'ailleurs ce changement de rhétorique impulsé sous l'influence des cadres de Wagner: il présente les éléments de langages à employer par les cadres et les trolls du groupe.



Il convient de noter que ces éléments correspondent, au niveau centrafricain, à la stratégie de contenus identifiée dans des documents internes du groupe Wagner, indiquant une réponse à la politique intérieure américaine et africaine et la marche à suivre par les relais du groupe, éléments présentés sommairement ci-après.

**Стратегия развития Panaфриканского государства на территории США.**

Согласно стратегии Американского подразделения компании планируется создание Panaфриканского государства на территории штатов Алабама, Джорджия, Южная Каролина, Миссисипи, Луизиана. Создание данного государства подорвёт территориальное единство, военный и экономический потенциал США.

В рамках стратегии предполагается осуществлять деятельность по следующим направлениям:

1. Создание сети тренировочных лагерей для чёрных активистов на территории Африки, где может быть проведена идеологическая подготовка и курсы по основам боевой подготовки.
2. Вербовка афроамериканцев, проживающих в беднейших городах США, имеющих опыт участия в организованных преступных группировках, а также отбывавших наказание в местах лишения свободы.
3. Привлечение членов чёрных радикальных движений для участия в акциях неповиновения на территории крупных городов для дестабилизации ситуации внутри США.
4. Информационная поддержка и пиар политических партий и движений, которые добиваются создания на территории США отдельного Panaфриканского государства.
5. Создание некоммерческой правозащитной организации, отстаивающей права черного населения США.

**СТРАТЕГИЯ РАЗВИТИЯ  
АФРИКАНСКОГО ПОДРАЗДЕЛЕНИЯ КОМПАНИИ**

Африка - регион, где сходятся интересы всех мировых держав. В современных условиях позиция государства на международной арене напрямую зависит от того, каким влиянием обладает страна на африканском континенте. По указанной причине представляется целесообразным усилить информационное влияние РФ в африканских странах по следующим направлениям:

1. Формирование негативного отношения к европейским державам и США за преступления, совершённые в период колониального господства в Африке.
2. Распространение информации о российской и советской поддержке странам Африки в период борьбы за независимость.
3. Популяризация идеи о том, что нищета африканских стран связана с деятельностью европейских стран, которые до сих пор контролируют африканские финансы и природные ресурсы.
4. Пропаганда независимости от Запада и самостоятельного политического курса африканских государств.
5. Поддержка мирного урегулирования конфликтов на территории Африки, а также пропаганда невмешательства западных стран во внутренние дела африканских государств.
6. Продвижение позитивного образа России среди граждан стран Африки.

- **Image de gauche** : directives de la galaxie Wagner pour le contenu à destination des afro-américains : (Le point n°4 indique comme stratégie « Soutien informationnel est en relations publiques aux militants afro-américains souhaitant la création d'un état panafricaniste séparé des Etats-Unis » ?
- **Image de droite** : directive de la galaxie Wagner pour le contenu à destination des pays africains francophones. Ci-après une traduction sommaire :
  - « 1) Répandre des informations sur les crimes commis durant la période coloniale par les Etats Européens et les Etats Unis
  - 2) Diffusion d'informations sur le soutien apporté par l'Union Soviétique aux indépendantistes africains pendant la période coloniale
  - 3) Diffusion d'informations démontrant que la pauvreté actuelle des Etats africains est principalement due aux pays européens qui contrôlent encore les ressources naturelles et les finances des pays africains
  - 4) Diffusion d'informations encourageant une prise d'indépendance politique et économique vis-à-vis des puissances occidentales
  - 5) Appui politique au règlement des conflits locaux et diffusion d'informations promouvant la possibilité de résoudre ces conflits sans intervention occidentale
  - 6) Diffusion de contenus promouvant l'image de la Russie auprès des citoyens des pays africains »

Ces éléments internes au groupe Wagner et au BIC confirment bien le virage opéré par les agents de propagande du BIC en Centrafrique, qui passe d'une propagande essentiellement nationale et nationaliste (pro-Touadéra) avant 2018, à une propagande panafricaniste, anti-française et pro-russe à partir de fin 2018. Un changement de ligne à la fois qualitatif et quantitatif donc.

**Sur le plan quantitatif** : en moins de deux mois des dizaines de médias ou de pages Facebook sont créés, à l'image de Vounga Sango, Kodoro236, Bangui Buzz, l'Agence de Nouvelles Béafrika, Le Coq de Banqui ou la radio Lengo Sengo, tous créés entre octobre et novembre 2018. Surtout, à partir de 2019 puis 2020, ces différents médias commencent à bénéficier du *boosting* de *botnets* et de trolls, d'abord basés à Madagascar et au Soudan, puis au Ghana.

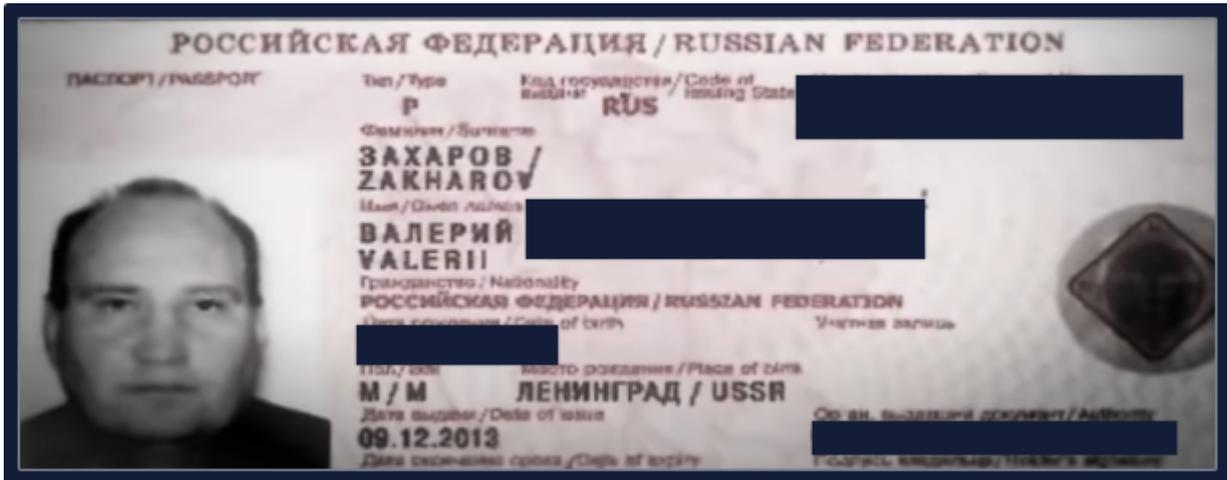


Enfin et surtout, à partir de l'arrivée russe en Centrafrique, les médias du BIC bénéficient désormais du soutien direct de la galaxie médiatique de Wagner, comme le groupe PATRIOT et son agence de presse RIA FAN, ou encore l'ONG panafricaine Association pour la recherche libre et la coopération internationale (AFRIC) ou la Fondation de la protection des valeurs nationales (FZNC). Cette multiplication des médias et des caisses de résonance permet au BIC d'augmenter considérablement la force de frappe et la pénétration de ces contenus, à la fois en Centrafrique, auprès de la diaspora mais aussi dans les pays voisins.

**Sur le plan qualitatif**, le BIC change définitivement de *leadership* et d'objectif : si la cellule reste un maillon clé de la promotion des intérêts du Président Touadéra, si elle continue à salir la politique de la France et de l'ONU, elle obtient aussi désormais la lourde tâche de promouvoir la coopération russo-centrafricaine et de promouvoir la présence russe dans le pays. À cette fin, le BIC change de superviseur puisque la direction de la cellule est alors assurée, au moins à partir de 2019 (a fortiori depuis mi-2018), par M. Valériy Zakharov (cadre du groupe Wagner portant supposément le matricule M-5658).



*Valériy Zhakarov en RCA*



*Passeport de Valériy Zakharov*

Zakharov est par ailleurs assisté dans cette tâche par Dimitri Sytyi, citoyen russe né en 1989 et diplômé de la SKEMA Business School en 2015.



Ce jeune homme aurait été employé par l'Internet Research Agency de Prigozhin en tant que "Manipulation Publicist".

Patsevich Arkadiy Arkadyevich	Manipulation Publicist
Shilov Aleksen Yevgenyevich	Manipulation Publicist
Sitov Dmitriy Sergeevich	Manipulation Publicist

A titre de rappel, l'Internet Research Agency est l'organisation parapluie supposément impliquée dans plusieurs campagnes d'influence électorale, notamment celle de l'élection de M. Donald TRUMP en 2016.

M. Sytyi serait arrivé en Centrafrique en 2017 avec Nikolai Dobroravin, à l'invitation du Président Touadéra. Sytyi apparaît sur plusieurs photographies aux côtés de Zakharov et de Evgeny Kopot (conseiller en communication politique de Touadéra), comme le montre la photographie ci-après.



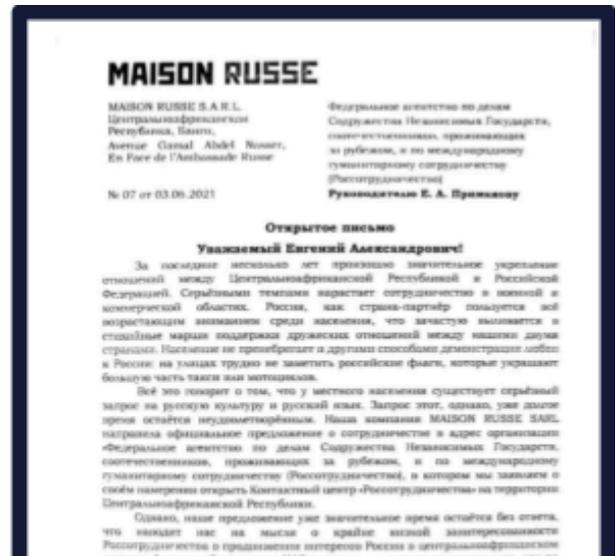
Le rôle de Sytyi aurait été d'être le traducteur des membres de Wagner, le jeune homme parlant le français depuis son passage à SKEMA. Preuve de l'insertion de Sytyi auprès du groupe Wagner et des cercles de pouvoir centrafricains, le jeune russe accompagne régulièrement le Président Touadéra dans ses voyages en Russie, comme au Forum Économique International de Saint Pétersbourg de 2018 ou à celui de Sotchi en 2019, où il a servi de traducteur au chef d'Etat (voir la photographie suivante).



À noter qu'en août 2018, Sytyi est aussi nommé actionnaire de Lobaye Invest SARL, afin de gérer les actions d'influence du groupe, notamment en coordonnant les efforts informationnels de Radio Lengo Songo et de l'ONG *Aimons Notre Afrique*.

Son rôle dans Lobaye Invest correspondrait en réalité à ses fonctions au sein du BIC, précité : Lobaye Invest permet de réaliser le portage salarial des activités de Sytyi au sein du BIC.

Il faut noter que M. Sytyi a aussi occupé des fonctions au sein de la « Maison de la Russie » de Bangui, organe promouvant notamment les relations russo-africaines. À titre indicatif, il faut indiquer ici qu'au moment de terminer la rédaction de ce rapport, M. Sytyi aurait été blessé à Bangui par une attaque à la bombe, dont la France est accusée par les Russes.



Ces différents éléments confirment bien le changement de nature de la présence informationnelle russe en Centrafrique, avec un changement de nature quantitative (multiplication des pages, médias et ONG de propagande) et qualitative (prise de contrôle de cet écosystème informationnel par des citoyens russes liés à Wagner et à l'IRA).

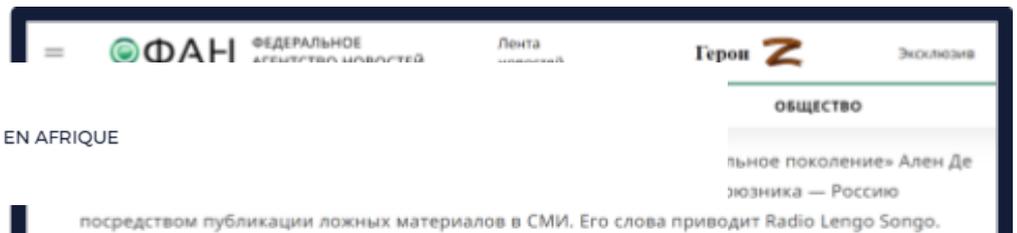
À partir de ces différents éléments, il est donc possible d'identifier deux grandes phases dans l'offensive informationnelle anti-française en Centrafrique :

- **Première phase**, de 2015 à 2018 : les groupes panafricains et nationalistes centrafricains sont globalement tous indépendants de la présence ou de l'influence russe : des acteurs proches des mouvements panafricainistes gravitent autour du président Touadéra et promeuvent son narratif anti-Français et anti-ONU, principalement à des fins électoralistes et clientélistes.
- **Deuxième phase**, de 2018 à aujourd'hui : ces mêmes groupes sont mobilisés par le président Touadéra pour promouvoir ses propres intérêts politiques, mais aussi pour accompagner et justifier l'entrée des Russes en Centrafrique ; ces groupes deviennent dépendants des caisses de résonance russes comme RIA FAN et des *botnets* russes ; le leadership central de ces groupes (notamment le BIC) passe sous contrôle direct de membres de Wagner ; le discours reste anti-Français et anti-ONU mais devient aussi surtout de plus en plus pro-Russe. Ci-après, un exemple concret de contenus anti-français créés par le média Radio Lengo Songo (liée à la galaxie Wagner), repris, amplifiés, cités et donc crédibilisé par l'agence de presse RIA FAN de Prigozhjin.



## PANAFRICANISME

GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA FRANCE EN AFRIQUE



Il faut noter ici qu'en plus des deux phases développées ci-dessus, depuis début 2022 une autre phase semble être en train de s'ouvrir pour ces groupes centrafricains organisés autour du BIC : la cellule ne semble plus limiter ses activités d'influence à la Centrafrique et semble au contraire désormais ouvrir des pages et des médias à la fois au Mali et au Burkina Faso, exploitant là-bas la même stratégie que celle qui a réussi en Centrafrique. Néanmoins pour l'instant, si des faisceaux d'indices permettent d'affirmer qu'une partie de la contestation anti-française au Burkina Faso et au Mali serait pilotée par le BIC, aucun élément concret ne permet de quantifier ou de qualifier l'apport de cette cellule basée à Bangui.

Cette troisième phase de la stratégie informationnelle russe s'incarne par ailleurs par une mutation de leur stratégie de contenu, auparavant centrée autour de la création *ab initio* de contenus journalistiques ou pseudo-journalistiques partisans, diffusés via des vrais-faux médias. Aujourd'hui, alors que les thèses anti-françaises, panafricanistes et pro-russes semblent de plus en plus répandues, ces vrais-faux médias se contentent souvent de repartager du contenu réel, *grassroot*. La « désinformation russe », qui devait hier créer son propre contenu, peut aujourd'hui s'appuyer sur du contenu organique, donnant naissance à une forme d'« user-generated désinformation » (littéralement : des contenus offensifs ou de désinformation générés directement pas les utilisateurs et les internautes, non plus par des influenceurs , des médias ou des agents étrangers).

Encore et surtout, si cela doit être confirmé dans la durée par des données chiffrées, il semble que la stratégie informationnelle russe se tourne de plus en plus – si ce n'est exclusivement – vers le *Key Leader Engagement*,

c'est-à-dire l'utilisation d'influenceurs populaires. Ceux-ci, à l'image de Kémi Séba ou Nathalie Yamb, précités en première partie de ce rapport, entrent dans une forme de dialectique opportuniste avec les acteurs russes : au fil de leurs contenus ils promeuvent, plus ou moins subtilement les intérêts russes, en échange de quoi ils sont eux-mêmes promus par les caisses de résonance russes au niveau local (au Mali, en Centrafrique, au Burkina Faso) mais aussi au niveau international (en Russie).

Surtout, ce soutien russe permet à ces “key leaders” de bénéficier d'une reconnaissance institutionnelle flatteuse, qui vient encore plus légitimer leurs positions et leurs idées : par exemple, Kémi Séba et Nathalie Yamb ont été invités en Russie à plusieurs reprises, la dernière fois à l'automne 2022 pour Kémi Séba.

Il faut noter enfin que cette reconnaissance russe place ces acteurs africains seulement en position d'influenceurs auprès de leurs communautés mais aussi en position de *gatekeepers* vis-à-vis de l'écosystème local et international d'influenceurs panafricains : ces acteurs reconnus, comme Séba et Yamb, s'assurent ainsi de conserver le champs sémantique et politique fermé, en canalisant le débat autour de certains sujets, en évitant un glissement critique (mettant en cause la politique d'ingérence russe par exemple), et surtout en contrôlant l'entrée de nouveaux acteurs dans le champs informationnel, pour que la nouvelle génération d'influenceurs africains en formation maintienne une forme de discipline partisane dans leur soutien.

Ce contrôle des narratifs et des influenceurs est avant tout indirect et fonctionne par auto-contrainte : pour bénéficier ou continuer à bénéficier des relais de la galaxie médiatique pro-russes, ces “key leaders” adaptent volontairement leurs discours et leur contenu pour rester dans la ligne du Kremlin.



# STRATEGIE INFORMATIONNELLE RUSSE POST COUP D'ETAT : de l'hijacking d'enjeux domestiques à une omniprésence totale

## POLARISATION

01

### SITUATION INFORMATIONNELLE :

Existence de campagnes d'influence numériques locales pro-Touadéra, parfois hostiles à la France, pilotées par le MCU et indépendantes des Russes.

### ACTION DES RUSSES :

Amplification opportuniste de certaines campagnes numériques du MCU ciblant la France.

### IMPLICATION DES RUSSES :

- Aucune présence physique en RCA.
- Implication numérique faible et principalement opportuniste.

## INTERVENTION

02

### SITUATION INFORMATIONNELLE :

Mutation des campagnes informationnelles à enjeux locaux (pro-Touadéra) vers des campagnes essentiellement anti-françaises de portée nationale et internationale.

### ACTION DES RUSSES :

Création d'un écosystème national et international de médias, de pages et d'influenceurs ciblant la France et ses intérêts.

### IMPLICATION DES RUSSES :

- Présence physique, appui technique aux organes locaux (BIC, médias) ; arrivée de WAGNER
- Pic d'implication numérique

## NORMALISATION

03

### SITUATION INFORMATIONNELLE :

En RCA, transition de campagnes informationnelles anti-françaises vers des campagnes essentiellement pro-russes ou visant à justifier la présence russe de manière positive.

### ACTION DES RUSSES :

Initiatives locales pour renforcer les liens Russie-RCA ; utilisation de la RCA pour lancer des campagnes anti-françaises dans les pays voisins

### IMPLICATION DES RUSSES :

- Présence physique en RCA, prise de contrôle totale des organes locaux, supervision directe de médias locaux.
- Implication numérique stable

PANAFRICANISME

GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA FRANCE EN AFRIQUE

20

DEPUIS 2020

Les trois phases grossièrement présentées dans cette infographie font d'ailleurs un écho direct à la matrice dite de "Bezmenov", présentée par le transfuge du KGB éponyme comme la matrice de subversion employée par les soviétiques pour conduire à des *regime change* pro-communistes durant la Guerre Froide.

Cette subversion passait par une phase de polarisation initiale, où l'influence soviétique était lointaine et consistait essentiellement à exacerber les tensions intrinsèques à la société ; s'en suivait une phase de crise aiguë où l'Union Soviétique s'impliquait directement (par une invasion stricto sensu ou par le déploiement de conseillers militaires et politiques) ; puis s'en suivait une phase de normalisation visant à remplacer les élites dirigeantes par des cadres pro-soviétiques voire par des cadres citoyens de l'URSS, avant de transformer le pays "normalisé" en porte-avion régional pour poursuivre et étendre la révolution aux pays voisins.

Par cet exemple de la stratégie informationnelle russe en Centrafrique, il est possible de mieux percevoir, de manière générale, la structure des liens entre les acteurs russe et la galaxie panafricaine. Surtout, l'étude de la stratégie russe en RCA fait ressortir une sorte de canevas général des opérations informationnelles russes, globalement toujours similaires entre la RCA, le Soudan, le Mali, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire ou la Guinée : la Russie utilise des dissensions politiques d'ordre local pour attiser le sentiment anti-français, avant de faire glisser le narratif national pour l'inscrire dans une dimension plus continentale dans l'objectif de mobiliser des acteurs transnationaux, le tout pour finir par justifier une présence paramilitaire accrue de groupe et d'entreprises russes, perçus comme une solution aux problèmes créés par la France.

Cette stratégie a été appliquée avec succès en RCA et au Mali, et est en passe de réussir au Burkina Faso. En Guinée, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, de même qu'au Soudan et à Madagascar, cette stratégie est plus difficile à mettre en place mais semble bien être en cours. Le récent coup d'Etat au Niger, en cours au moment de la finalisation de ce dossier, est un dernier exemple récent, en temps réel, de la façon dont les panafricanistes peuvent agir pour opérer des changements de régime : dans le cas du Niger, dès les premiers jours du putsch, les influenceurs panafricanistes déjà identifiés (Nathalie Yamb, Kémi Seba) comme de nouveaux entrants ("Larmes des Pauvres") ont diffusé du contenu hostile à la France, appelant à soutenir la junte et à réclamer le départ des militaires français du Niger.

Le schéma de la page précédente présente ainsi de manière non exhaustive ce canevas russe de la stratégie informationnelle russe dans les pays d'Afrique francophone, en synthétisant l'approche observée dans le cadre de la RCA, du Mali, du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire.

Cette stratégie est celle mise en place par la Russie dans le cadre général de son implantation dans des pays africains francophone, mais il faut noter que cette stratégie est déclinée au niveau tactique pour le cas précis des coups d'Etat de la zone d'Afrique de l'Ouest : lors de tous les récents coups d'Etat en Afrique francophone, les Russes ont mis en place une stratégie informationnelle commune, visant à tirer partie de cette fenêtre temporelle d'instabilité pour avancer leurs intérêts. Cette tactique, de très court terme, repose sur plusieurs phases précises.

Ainsi, immédiatement après un coup d'Etat, la stratégie informationnelle russe dans le pays ciblé suit globalement toujours ces étapes :

- **Soutien diplomatique aux putschistes** : Que le groupe de putschiste soit ou non manipulé par la Russie, la Russie soutient

toujours tacitement les putschistes, rarement directement, mais le plus souvent par omission. L'objectif étant de faire sentir aux populations locales que les putschistes sont soutenus par une grande puissance, la Russie, et donc que les putschistes auront les moyens de leurs ambitions, les moyens de stabiliser le pays avec l'aide de la Russie, et surtout que le pays, dirigé par les putschistes, ne sera pas isolé sur la scène internationale. Dans le cas récent du Niger par exemple, dès le putsch Maria Zakharova, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères russe, s'est positionné pour un « dialogue constructif et pacifique », mais sans condamner le coup d'Etat, laissant entendre à toute la population nigérienne que la Russie soutenait tacitement les putschistes.

- **Création d'un narratif « officiel » patriotique** : Dans les quelques jours qui suivent le coup d'Etat, les médias et influenceurs proches des réseaux russes profitent du vide informationnel généré par le chaos post-coup pour mettre en place un narratif « officiel » visant à justifier le coup par des raisons patriotiques ; dans l'immense majorité, ce narratif consiste à critiquer le gouvernement précédent, renversé pour son incapacité à redresser le pays économiquement, à lutter contre le terrorisme ou pour ses accointances avec des « puissances impérialistes » (c'est-à-dire, en général, la France). L'objectif de cette guerre pour le contrôle du narratif public n'est pas de convaincre le reste du monde, mais bien de s'assurer le soutien de la population du pays où a eu lieu le coup d'Etat, en justifiant l'action qui vient d'être menée et donc en légitimant l'action des putschistes, vus comme des libérateurs. Ainsi dans le cas récent du coup d'Etat au Niger, dès le 29 juillet, Kémi Séba s'exprime depuis Moscou (où il était

présent pour le sommet Russie-Afrique) pour saluer les putschistes et appeler à les soutenir, évoquant la « restauration de l'Etat » nigérien face aux « pions de l'oligarchie française ». Le narratif est donc posé : les putschistes ont été comme forcés d'agir, en dernier recours, pour protéger la souveraineté de leur nation face aux envahisseurs français. Dans les jours qui suivent, Kémi Séba évoque ainsi de nouveau une « guerre entre l'impérialisme occidental, et ceux qui lui résistent », appelant les populations des pays de la CEDEAO à ne « pas être du mauvais côté de l'histoire ».

- **Amplification du narratif** : L'étape suivante consiste pour les panafricanistes et leurs alliés russes à utiliser l'intégralité de leurs différents canaux informationnels russes pour amplifier leur narratif, à la fois via les médias russes (en direction du public russe), également en diffusant des messages via relais locaux officiels de la Russie en Afrique (RT et Sputnik notamment), mais surtout et principalement en activant les influenceurs et médias de leur galaxie médiatique pour, dans l'ensemble de l'Afrique de l'ouest, générer du soutien aux putschistes et évincer notamment tous les contre-narratifs promus par leurs opposants, et notamment par les médias proches des occidentaux (France 24, RFI, Jeune Afrique...). L'objectif de cette phase est autant de créer le soutien populaire aux putschistes, que de simuler le soutien populaire, en donnant l'impression aux indécis que les putschistes ont un soutien populaire unanime, et donc que soutenir les putschistes est la voie logique à suivre. Dans le cas récent du Niger ainsi, les médias pro-russes et panafricanistes ont diffusé,

sur leurs sites internet et sur Facebook des dizaines de milliers de messages saluant les putschistes, rediffusant les discours de Kémi Seba, glorifiant les militaires putschistes, diabolisant la France.

- **Censure des médias et figures d'opposition** : L'intégralité de la stratégie russe post coup d'Etat est bien de maintenir le contrôle du narratif pour obtenir un changement des perceptions favorable aux intérêts des putschistes, favorable aux intérêts de la Russie et défavorable à l'intérêt de la France. Ce contrôle sur le narratif majoritaire implique non seulement de proposer un récit de masse, qui atteigne l'intégralité de la population (objectif rempli par la face d'amplification précitée), mais cela implique aussi d'interdire tout simplement les narratifs contradictoires et parallèles, qui même s'ils ne sont pas majoritaires, sont de nature à affaiblir le récit des putschistes dans cette phase *d'early stage* où leur légitimité est encore très fragile. L'interdiction de ces récits contradictoires passe donc de manière très concrète par la censure, partielle ou totale, de tous les médias liés à la France, ainsi que dans certains cas par l'arrestation de figures politiques d'opposition et de blogueurs. Ainsi, au Mali, comme au Burkina Faso et désormais au Niger, dans les jours qui ont immédiatement suivi leur prise de pouvoir, les putschistes ont immédiatement banni RFI et France 24. Dans le cas du Burkina Faso, les putschistes ont aussi procédé à l'arrestation de nombreux acteurs de la société civile, comme Abdoul Karim Baguian, Marcel Tankoano ou Désiré Guinko. Au Niger, dès fin juillet 2023, les putschistes font arrêter les acteurs les plus influents du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme, parti du président déchu Bouzoum. Ces arrestations visent autant

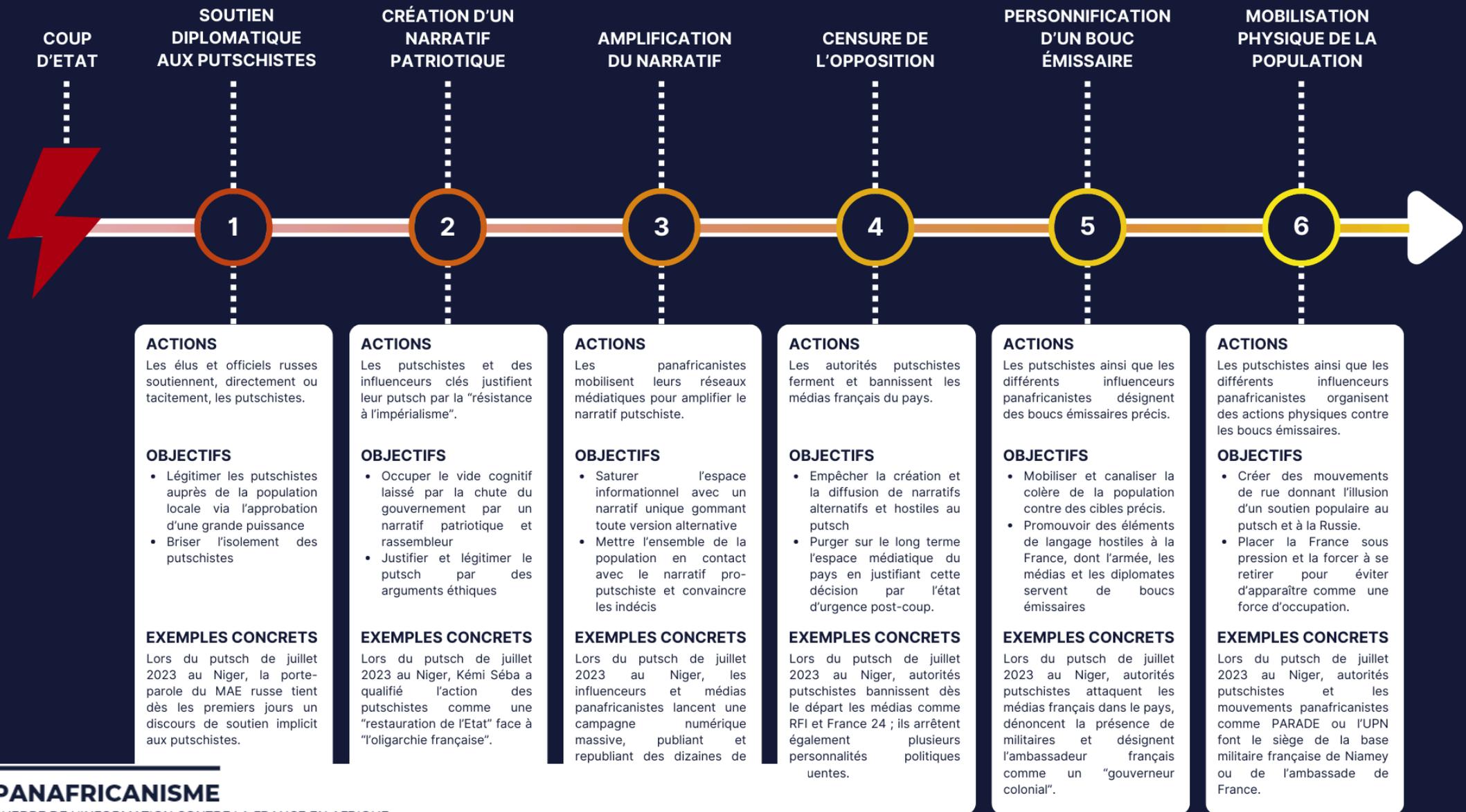
à purger l'appareil politique et médiatique du pays, qu'à empêcher ces acteurs de devenir, auprès de l'opinion publique, des figures personnifiant la résistance au putsch.

- **Personnification d'un bouc émissaire** : Après avoir amplifié le narratif d'une résistance des putschistes face à un supposé impérialisme occidental, l'offensive informationnelle russe s'attache ensuite à désigner un bouc émissaire personnifié contre lequel peut s'exprimer la colère de la population ; dans la plupart des cas, il s'agit de l'ambassadeur français dans le pays, des journalistes travaillant pour des médias français ou des soldats français présents dans le pays ; cette désignation passe autant par les canaux informationnels russes (qui « chargent » ces acteurs français) que par les putschistes, qui prennent des décisions officielles contre les intérêts français. Canaux informationnels et autorités putschistes se répondent ainsi dans une sorte de fuite en avant dialectique, où chaque pôle justifie les prises de position de l'autre. Dans le cas récent du Niger, les putschistes ont ainsi publié une série de décisions demandant le départ des troupes françaises, de l'ambassadeur et des médias français, tandis que les canaux informationnels proches des panafricanistes et des russes publiés de nombreux messages contre « la propagande de RFI », des images montrant la biographie du « gouverneur colonial français Sylvain Itté », ou des fausses informations sur les crimes des militaires français contre la population civile nigérienne.
- **Mobilisation physique de la population** : L'étape paroxystique de la période immédiate qui suit le coup d'Etat est l'organisation,



aussi rapidement que possible, de grandes manifestations de rue en faveur des putschistes et contre les intérêts français, manifestations au cours desquelles les réseaux panafricanistes multiplient les messages hostiles à la France et les messages de soutien à la Russie. L'objectif de ces manifestations étant de pouvoir donner l'illusion, au niveau national et international d'une adhésion populaire au projet politique des putschistes. En général, ces manifestations visent physiquement des lieux de pouvoir associés aux boucs émissaires construits précédemment, à savoir par exemple l'ambassade française (comme au Burkina Faso, où l'ambassade a été dégradée par les manifestants pro-putsch) ou les bases militaires françaises (comme dans le cas récent du Niger, où les manifestations ont fait le siège du camp français de Niamey ; ces manifestations ont notamment été organisés par les groupes panafricanistes influents que sont l'organisation PARADE et l'Union des Patriotes Nigériens.

# STRATEGIE INFORMATIONNELLE RUSSE POST COUP D'ETAT : une course à la légitimation via le contrôle du narratif



## PANAFRICANISME

GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA FRANCE EN AFRIQUE

## **B) Justifications et raisons profondes de l'implantation russe en Afrique francophone**

Si la connaissance des raisons profondes de l'implantation russe en Afrique peut paraître futile ou superflue, elle présente en réalité un intérêt majeur, notamment pour la réponse informationnelle qui pourrait être celle de la France face à cette présence envahissante.

En effet, ainsi que cela va apparaître dans les développements suivants, de manière paradoxale une grande partie du bilan négatif imputé à la France par les panafricanistes pourrait aussi bien désigner la stratégie d'implantation russe : ingérences politico-militaires,, propagande médiatique, crimes de guerre et crimes sexuelles mais surtout, exploitation (voire pillage) de ressources naturelles rares...

Car c'est bien ce dernier élément qui justifie de manière centrale la stratégie russe. Pour être plus précis :

- La Russie a besoin du soutien géopolitique de nations africaines, notamment pour soutenir sa politique étrangère dans les cas des votes à l'ONU ;
- Pour obtenir ce soutien, la Russie propose essentiellement des partenariats sécuritaires dans les Etats touchés par l'insécurité (Centrafrique, Soudan, Libye, Mali, Burkina Faso, Centrafrique) ou l'instabilité institutionnelle (Madagascar)
- Ces partenariats permettent de pacifier les pays mais surtout de maintenir en place les gouvernements qui font "entrer" les Russes ;
- Ces partenariats sécuritaires sont sous-traités de manière quasi totale au groupe Wagner de Evgueny Prigozhin, cette sous-traitance

permettant de maintenir une apparente neutralité russe et de conserver une forme de *plausible deniability*.

- En échange de ces services, le groupe Wagner est rétribué par les gouvernements locaux par l'attribution de concessions minières aux entreprises liées à Evgueny Prigozhin.

Cette présentation très schématisée et très manichéenne (la Russie s'implante aussi pour des raisons plus humanistes et sincères et a aussi des voies d'implantation moins cyniques, comme les partenariats universitaires ou agricoles) permet bien de mettre en relief le cœur nucléaire de l'implantation russe en Afrique : puisque "l'argent est le nerf de la guerre", le nerf de la stratégie russe et de son développement exponentiel récent reste bien cet ensemble de concessions minières de complaisance dont bénéficient les entreprises de Evgueny Prigozhin et qui financent l'intégralité du schéma d'implantation russe.

Cette approche d'un "financement par les mines" est confirmée par certains documents confidentiels de Wagner, notamment un document cadre qui présente les stratégies d'implantation du groupe sous la forme d'un benchmarking hasardeux.

Stratégies d'implantation du groupe Wagner en Afrique						
Stratégies d'implantation du groupe Wagner en Afrique						
STRANA	ОЦЕНКА	РЕЙТИНГ	ВЫБОРЫ ПРЕЗИДЕНТА	ВЫБОРЫ ПАРЛАМЕНТА	ПРЕЗИДЕНТ	АНАЛИЗ СИТУАЦИИ
ЦАР	8	Первый эшелон	декабрь 2020/2021	1	Фостен-Арканж Туадера	слабая власть президент-союзник России, но и Франции, полезные ископаемые в обмен на возвращение контроля за территориями
КОНГО (ДЕМ. РЕСПУБЛИКА)	9	Первый эшелон	декабрь 2018	декабрь 2018	Джозеф Кабила (срок полномочий истек в 2016г.)	Президент лоялен РФ. Очень богатая сырьевая база: медь, кобальт, алмазы, золото и др. Признаки деградации государственной власти и политического кризиса. Постоянная угроза гражданской войны, проблемы с транзитом власти.
КАМЕРУН	7	Второй эшелон	октябрь 2018	март 2018 (Санат)	Поль Бийя ( у власти с 1984г.)	Усиление российских компаний в добыче и переработке ПИ. Действующий 85 летний президент переизбран с 1984г., возможная скорая смена власти. Под контролем Франции ( в том числе фискальная политика), в последние годы - активное усиление присутствия Китая. Нарастает протестная активность. (Конфликт англофонского меньшинства и франкофона)

Dans ce document du Dossier Center, déjà évoqué, une grande partie des pays africains sont évalués, selon les critères du groupe Wagner, avant de recevoir une note définissant leur priorité dans la stratégie russe. Par exemple, le Cameroun, reçoit la note de 7/10, un commentaire vague

indiquant qu'un "renforcement des entreprises russes" est possible en cas de "regime change", de coup d'Etat donc.

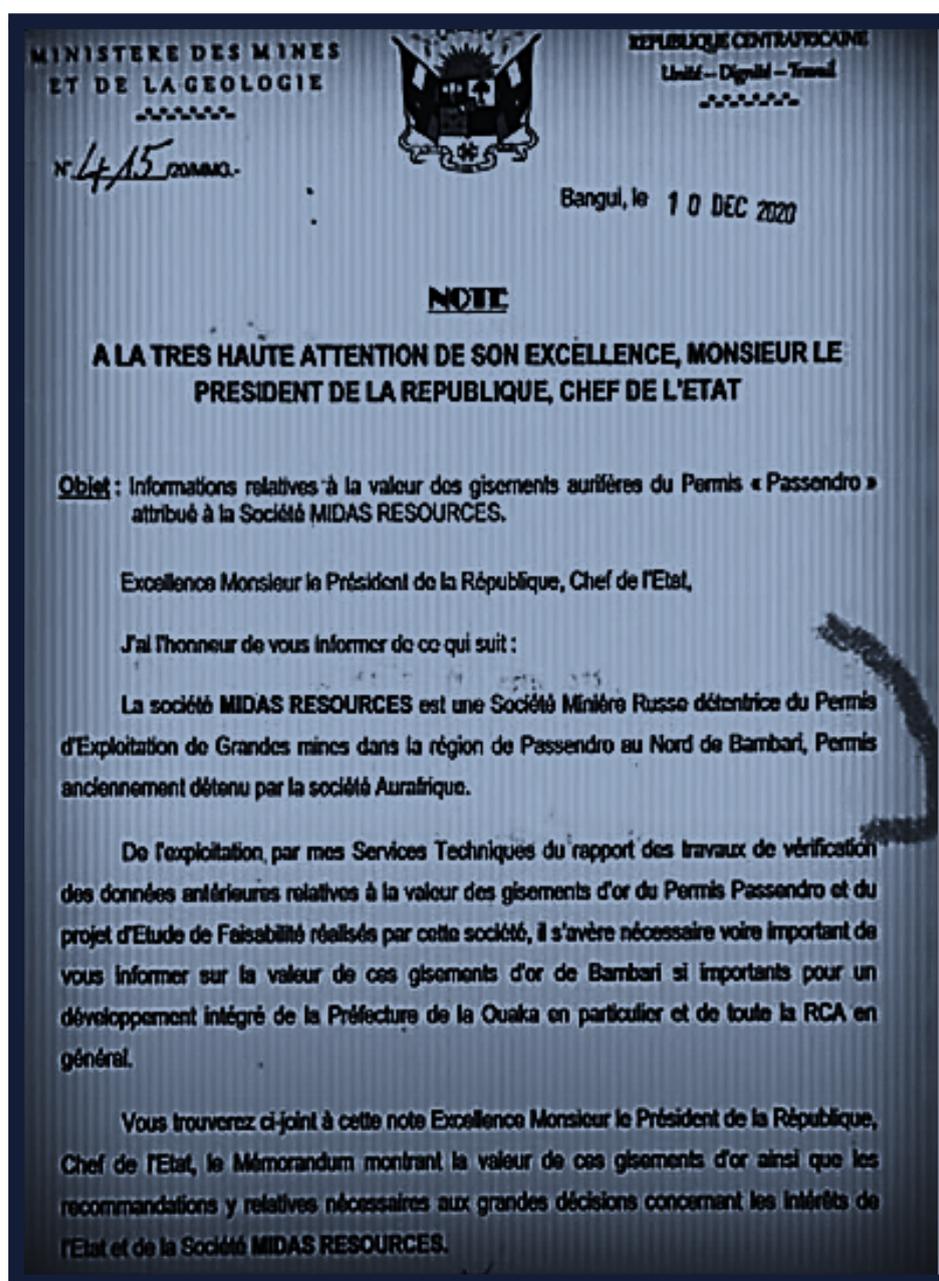
La note associée au Mali est beaucoup plus explicite : le pays reçoit la note de "9/10" et se voit affublé d'un commentaire laconique mais évocateur, qui résume surtout très bien la vision Russe du pays : "Faible centralisation/stabilité, faiblesse économique ; grande concentration de matières premières (coton, or). Présence militaire française".

Cette vision du Mali sous le prisme de la prédation économique, ici minière, se confirme par ailleurs dans les faits : avant même d'envoyer des conseillers militaires de Wagner sur place, c'est bien des géologues russes qui ont été diligentés au Mali à l'été 2021, pour sonder les sous-sols. Leur enquête a probablement été concluante puisque quelques semaines plus tard, environ 300 soldats de Wagner s'établissaient dans le pays, au "Camp 101" situé en périphérie de Bamako.

Si le cadre légal de l'obtention des licences minières maliennes par Wagner au Mali n'est pas encore connu et reste très flou à ce stade, la situation est en revanche beaucoup plus lisible relativement à la situation en Centrafrique.

Le principal gisement centrafricain est celui de N'Dassima, dont la valeur totale est estimée à environ 2.5 milliards d'euros. Avant 2019, cette mine était exploitée par les Canadiens de AXMIN, grand rival des entreprises minières russes. À la même époque, la Russie est en pleine phase d'implantation terminale dans le pays, ayant préparée sa venue sur le plan militaire et informationnel, via le BIC précité. Pour formaliser sa présence auprès du Président Touadéra, Wagner a besoin de garanties financières, clé de la rentabilité de son dispositif.

Cette rentabilité financière sera obtenue en Décembre 2019 : le gouvernement centrafricain évince définitivement le canadien AXMIN et, à la suite d'un appel d'offre fictif, offre la concession de N'Dassima à une société immatriculée à Madagascar, Midas Ressources. Elément troublant, cette société a été créée trois jours avant de recevoir la concession et le visa d'obtention a été accordé dans des termes flous, mais avec un visa des officiels centrafricains.



Surtout, Midas Ressources apparaît comme directement liée à une autre société malgache, Kraomita Malagasy S.A. Or cette dernière société elle-même est lié à deux autres entreprises :

- **Lobaye Invest**, société à l'activité opaque mais identifiée par le Trésor Américain dans la liste des entreprises de l'empire Prigozhin
- **M Finance**, société qui n'est pas officiellement liée à l'empire Prigozhin mais qui se trouve utiliser incidemment les mêmes serveurs informatiques que Concord Catering, entreprise qui est officiellement dirigée par Prigozhin.

La société **MIDAS RESOURCES** est une Société Minière Russe détentrice du Permis d'Exploitation de Grandes mines dans la région de Passendro au Nord de Bambari, Permis anciennement détenu par la société Aurafrique.

**Denomination** : KRAOMITA MALAGASY S.A.  
**Adresse** : Ampefiloha Lalana Andrianaivoravelona Zanany Ampefiloha

En d'autres termes, la concession de la mine centrafricaine de N'Dassima a été offerte dans des circonstances très troubles, sans véritable appel d'offre, en évinçant un acteur historique présent sur place et à une entreprise sans historique, dont la seule caractéristique est d'être liée à la galaxie Wagner par un système en *matryoshka*. Les concessions minières servent ainsi de "paiement" au groupe Wagner pour sa protection, dans un schéma d'extorsion quasi mafieux.

# CARTOGRAPHIE DE LA GALAXIE ECONOMIQUE WAGNER EN RCA

**E. PRIGOZHJIN**



Contrôle

**CONCORD MANAGEMENT**

Contrôle (holding)

**CONCORD CATERING**

Même infra. web

**GOUVERNEMENT CENTRAFRICAIN**



Concède des titres miniers

**LOBAYE INVEST**

Même personnel (Y. KHODOTOV)

**M FINANCE**

Liens commerciaux

**MIDAS RESSOURCES**

Protège les installations

**SEWA SECURITY SERVICES**

Même personnel

Fournit des hommes



Finance et soutien médiatique

**PANAFRICANISME**

GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA FRANCE EN AFRIQUE



Pour formuler la finalité de cette démonstration de manière alternative et plus directe : les acteurs panafricanistes soutiennent la Russie et sont soutenus par elle (avec de l'argent et des moyens obtenus en "pillant" les mines de ressources rares africaines) afin de porter un discours critique de la France et pour l'accuser notamment de piller le continent africain. Cette situation n'est pas seulement ironique ou paradoxale. Elle est exploitable sur le plan de la riposte informationnelle : le cœur d'une stratégie de guerre de l'information consiste à identifier et exploiter des tensions paradoxales pour faire naître des clivages et créer de l'instabilité. Le paradoxe précité fait partie de ces éléments pouvant être exploités dans la contre-offensive française.

Ainsi que cette partie du dossier vient de le mettre en avant, la stratégie informationnelle russe, puisqu'elle consiste essentiellement à évincer la France pour prendre sa place, s'appuie énormément à la fois sur les réseaux panafricanistes, mais aussi sur le narratif panafricaniste même, c'est à dire sur un narratif radicalement anticolonial, parfois même directement anti-français.

Ce narratif entre en contradiction avec les raisons profondes de la présence russe dans le pays, le pays s'inscrivant dans une vision économique de prédation vis-à-vis des ressources des Etats africains, tout en cultivant sur le plan géopolitique une forme de clientélisme diplomatique afin d'obtenir le soutien de pays africains lors des délibérations de l'ONU. Cette position paradoxale est la principale faiblesse du géant russe, et doit être exploitée par la France, ainsi que le traitera la dernière partie de ce dossier.

Si la Russie est l'acteur central de la promotion des idées panafricanistes contre la France en Afrique, ce n'est pas la seule nation à soutenir les réseaux panafricains.

## ZOOM : Fonctionnement et organisation du Groupe WAGNER

*Il existe une vraie confusion au sujet du statut réel du "Groupe Wagner", qui est souvent perçu par beaucoup comme une société de militaire privée traditionnelle, qui serait enregistrée légalement et aurait donc le statut d'entreprise.*

*En réalité, le groupe Wagner n'est... pas un groupe, ou une société. Il n'est pas enregistré en Russie ou ailleurs. Le terme "groupe Wagner" doit être compris comme un nom de marque (non enregistré), utilisé de manière informelle par les personnes travaillant directement et indirectement pour la galaxie de sociétés liées à Prigozhin.*

*La partie militaire des activités de Prigozhin a été formée sur le noyau qu'était le Moran Security Group, une société immatriculée aux Îles Vierges britanniques et dont les managers apparaissent être MM. Gussef, Sidorov et Kramskoy.*

*Ce dernier, M. Kramskoy, va quitter le Moran Security Group en 2011 et*

*former, avec un proche, M. Utkin (ancien officier du GRU russe), une nouvelle société de sécurité privée, le Slavonic Corp, enregistrée légalement à Hong Kong.*

*Cette société, le Slavonic Corp, est actif en 2013 en Syrie où il aurait sous-traité des missions de renseignement du GRU, avant d'être finalement déployé vers le territoire ukrainien en 2014, date à laquelle M. Utkin aurait pris le contrôle des opérations.*

*En 2016, Slavonic Corp disparaît totalement, semble-t-il pour être absorbée par une autre société, Euro Polis, enregistrée en Russie avec pour objet social "l'exploitation et la protection de l'industrie des hydrocarbures syriens". Le directeur officiel de cette société aurait été M. Erokhin, connu pour être un proche de Prigozhin ; tandis que le directeur officieux d'Euro Polis était M. Utkin.*

*Euro Polis semble être la première "coquille vide" utilisée par l'empire de*

*Prigozhin pour proposer des services de sécurité à l'étranger. En effet ni la Syrie, ni la Centrafrique, ni le Mali, ni aucun autre pays, n'ont établi de contrat de prestation avec une entité appelée "Groupe Wagner". Les différents pays signent à chaque fois un contrat avec une société créée spécifiquement pour l'occasion : par exemple, dans le cadre syrien, Prigozhin vend ses prestations de sécurité via la société Euro Polis, tandis que dans le cadre de la Centrafrique par exemple, Prigozhin vend ses prestations de sécurité via la société "Sewa Services", rattachée à la société minière Lobaye Invest, elle-même rattachée à la société Concord de Prigozhin (voir schéma ci-avant).*

*Le terme "Groupe Wagner" est donc en réalité plus une image de marque ou une organisation parapluie de facto qui sert à désigner un ensemble de petites sociétés de sécurité créées dans chaque pays d'intérêt. Chaque société, indépendante des autres dans sa gestion, pioche malgré tout ses hommes dans un vivier commun (composé d'anciens du GRU*

*notamment) et est surtout commandée de manière centralisée par les cadres de l'empire de Prigozhin. Il faut indiquer ici que bien que ces différentes sociétés de sécurité de Prigozhin soient privées, la plupart d'entre-elles dépendent bien de l'Etat fédéral russe et notamment de l'armée Russe.*

*A titre d'exemple, la quasi-totalité des personnes employées par les sociétés de sécurité de la « galaxie Wagner » sont formées en Russie, dans un camp basé à Molkino, qui abrite par ailleurs le plus important centre d'entraînement du GRU. Autre exemple : dans le cadre du conflit ukrainien ou de son engagement en Syrie ou en Lybie, la quasi-totalité des armements du groupe proviennent directement de l'Armée Russe. Dans le cadre de l'offensive russe de l'hiver 2022-2023 sur Bakhmut (région de Donetsk, Ukraine), cette dépendance à l'armée russe a d'ailleurs été source de problèmes, les Battalion tactical group (BTG) de Wagner employés sur ce front se plaignant que l'armée russe ne leur fournirait pas assez d'obus d'artillerie.*

*Il faut donc bien voir le « groupe Wagner » comme un groupe informel, dépendant militairement de l'Etat fédéral russe mais systématiquement employé à l'étranger via des sociétés créées pour l'occasion, certes coordonnées et financées par des entités communes, mais légalement indépendantes les unes des autres (permettant donc de conserver une forme de déni plausible).*

*À noter un bouleversement récent : jusqu'à présent, le terme « Groupe Wagner » était une marque de facto et n'avait aucune existence légale en Russie . Mais depuis décembre 2022 donc, un joint-venture a été enregistré par des proches de Prigozhin à Saint-Pétersbourg au nom de "PMC WAGNER CENTER" (Centre de la SMP Wagner), avec un capital social d'environ 150\$. C'est la première fois que le nom de « Wagner » est enregistré pour une utilisation officielle.*

*Mais cela ne signifie en aucun cas que cette SMP s'est dotée d'une forme légale en Russie : en réalité, la société n'est pas enregistrée pour*

*couvrir les activités sécuritaires de Wagner mais juste pour couvrir les activités du nouveau QG du groupe, le "Wagner Center", une sorte d'incubateur de "projets patriotiques".*

*Mais le centre est supposé accueillir, notamment, les journalistes de la galaxie médiatique de Prigozhin. A défaut d'être le QG militaire de la Galaxie Wagner, ce centre pourrait donc bien devenir le centre névralgique d'une partie de ses opérations informationnelles et de ses opérations d'influence.*

*A noter qu'une partie de ces informations sont de nature à évoluer du fait de la "Marche sur Moscou" de Prigozhin puis de la mort de ce dernier, évènements qui ont considérablement modifié l'organisation générale du groupe WAGNER (relocalisation en Biélorussie, baisse de l'empreinte en Russie, recentrage sur les activités africaines). Ces bouleversements, encore en cours au moment de la finalisation du rapport, devront être précisés à l'avenir et étudiés, notamment sous l'angle d'un*

*éventuel changement de stratégie  
de WAGNER en Afrique francophone.*

## **2) Le Qatar et la Turquie, relais majeurs de la stratégie de contenu panafricaniste francophone**

Pour les observateurs qui tenteraient d'analyser la stratégie informationnelle anti-française des groupes panafricanistes, deux pays apparaissent comme des acteurs d'intérêt, en plus de la Russie : il s'agit de la Turquie (**A**) et du Qatar (**B**).

### ***A) De TRT à TIKA : la Turquie comme plateforme des intérêts panafricains***

Si l'Afrique noire n'est pas une zone d'influence historique de la Turquie, elle apparaît malgré tout depuis plusieurs décennies comme un maillon clé de la politique extérieure turque. Ainsi, dès les années 1970, la Turquie commence à positionner ses pions sur le continent africain : par exemple, dès 1972, la Turquie travaille en collaboration avec la Banque Mondiale pour fournir une "assistance technique" aux entreprises maliennes, profitant de cette présence dans le pays pour y créer des points d'ancrage.

Mais le véritable tournant de la politique africaine de la Turquie date des années 2000, et particulièrement depuis 2005, date de la tournée africaine d'Erdogan. À partir de cette époque, sous l'impulsion de cadres de l'AKP (le parti d'Erdogan, au pouvoir depuis le début du millénaire), les initiatives,

partenariats bilatéraux et les sommets se multiplient pour encourager la coopération turco-africaine.

Le Mali est particulièrement représentatif de cette stratégie africaine d'une Turquie s'implantant sur le continent à grande vitesse. Alors que l'ambassade turque dans le pays n'a été ouverte qu'en 2010, dès 2018 Brahim Soumare, ambassadeur malien en Turquie, faisait les louanges d'Istanbul, devenu un "partenaire clé" pour libérer le potentiel de l'économie malienne. Il faut dire que sur le plan économique, la Turquie s'investit particulièrement en Afrique.

### ***j) Le DEIK et la TIKKA : l'humanitaire au service du narratif turc***

Ainsi, toujours en 2018 par exemple, Erdogan, accompagné d'une délégation d'une centaine d'hommes d'affaires turcs, a mené d'intenses discussions avec les responsables locaux maliens pour renforcer les "partenariats économiques" entre les deux pays. En 2019, ce sont des membres du "Conseil des Relations Économiques Extérieures de la Turquie" (DEIK) qui ont effectué un voyage au Mali pour renforcer les relations bilatérales entre les deux pays.



Sur un autre plan, la Turquie multiplie par ailleurs les projets politico-humanitaires, utilisés comme une porte d'entrée sur le continent pour les intérêts turcs. Ainsi, l'Agence Turque de Coopération et de Coordination (TIKA) a lancé, depuis 2005, près de dix mille projets en

*Centre de soins ouvert par TIKKA au Mali*

Afrique, dans le secteur de l'éducation, de la santé et des infrastructures.

À ces projets économiques et politico-humanitaires s'ajoutent aussi des projets de "niche", mais tout aussi intéressants pour cerner la stratégie d'influence turque en Afrique.

Ainsi, il apparaît clairement que la Turquie tente de tisser un véritable réseau médiatique en Afrique, afin de contrôler une partie des narratifs locaux et de promouvoir une vision favorable à ses intérêts propres.

## ***ii) La Direction des Communications comme centre d'impulsion de l'influence médiatique turque depuis les années 2010***

Dès les années 2010, sous l'impulsion de deux agences gouvernementales, des partenariats se mettent en place entre la Turquie et différents pays africains sur le plan médiatique. La Coordination de la Diplomatie Publique et la Direction Générale de la Presse et de l'Information (BYEGM) avaient ainsi pour rôle de coordonner les acteurs turcs et africains à cette fin. Aujourd'hui fusionnés dans la Direction des Communications de la République de Turquie (İletişim Başkanlığı), ces deux services sont rattachés directement à la Présidence turque, preuve de leur intérêt stratégique pour la diplomatie d'Erdogan.

Au rang de ces initiatives de "coopération médiatique" on peut citer le "Forum des Médias", organisé par le vice-Premier Ministre turc Bülent Arınç à Ankara en mai 2012. Ce forum a attiré des personnalités et des journalistes issus d'une cinquantaine de pays africains. D'après les informations obtenues, ce forum avait avant tout pour vocation de servir de vitrine à la

politique étrangère turque et de présenter les initiatives du ministère des Affaires étrangères en matière de formation et de soutien aux médias africains.

La même année, des officiels turcs ont participé à un forum organisé à Dakar par l'African Media Initiative (AMI) forum où deux accords de coopération ont été signés entre l'AMI et la Turquie, accords toujours placés sous le patronage de Bülent Arınç. Le contenu de ces accords est gardé secret mais implique globalement des promesses, des deux partis, de s'engager dans une coopération bilatérale sur le plan des médias et de la presse.

### ***iii) L'Agence Anadolu, média et centre de formation pour les journalistes africains***

L'Agence Anadolu (AA - agence de presse d'Etat en Turquie) tient un rôle clé dans l'exécution de ces partenariats. L'AA posséderait ainsi des bureaux en Ethiopie à Addis-Abeba, au Nigeria à Abuja, au Soudan à Khartoum, en Somalie à Mogadiscio et en Afrique du Sud à Johannesburg. Ces antennes ne servent pas seulement à la production de contenus journalistiques, ils sont aussi des lieux de formation, les journalistes locaux étant formés par des citoyens turcs. En 2012, le Ministère Sénégalais des Communications a ainsi signé un partenariat avec l'agence AA pour former les journalistes de l'agence d'Etat sénégalaise appelée "Sénégal Presse", partenariat encore renforcé en 2014 puis en 2016.

Dakar, 17 mars (APS) – Le directeur général de l'Agence de presse sénégalaise (APS), Thierno Birahim Fall, et celui de l'agence de presse turque Anadolu, Serdar Karagöz, ont signé récemment, à Ankara (Turquie), une convention de partenariat, a constaté l'APS.

Ils ont paraphé cette convention riche d'une vingtaine d'articles en marge de la 5e commission mixte Turquie-Sénégal, qui s'est tenue du 14 au 16 mars en Turquie.

Ce partenariat qu'ils ont convenu de nouer, doit permettre de faciliter les échanges de productions journalistiques entre leurs agences de presse.

Cette mission de formation, confiée à une agence de presse d'Etat turque est tellement officielle et formelle qu'elle a même un nom au sein des institutions turques, l'Haber Akademisi, ou Académie de Presse. Cette académie est chargée de dispenser un cursus de formation aux journalistes africains intitulé le Medya Eğitim Programı (MEP). Cette formation comprend à la fois des cours théoriques, des cours techniques et pratiques, mais aussi des cours de géopolitique, qui présentent évidemment le monde sous une lentille favorable aux intérêts turcs.

A noter que les participants de ces programmes ne sont pas connus, mais il a pu être confirmé que depuis 2019, des journalistes tchadiens, nigériens, soudanais, maliens et éthiopiens ont été formés par cette académie, autant de journalistes aujourd'hui en poste dans leurs pays respectifs. Ci-après, des captures d'écran de la page d'inscription du programme MEP Afrique, montrant spécifiquement que les journalistes ciblés sont, notamment, les pays musulmans d'Afrique francophone.

**YTB** Dijital Kültür Platformu Çalışma Alanları ▾ Duyurular Kurumsal ▾ İletişim

**Başvuru Şartları**

- Başvurular 14 Afrika ülkesinden alınacaktır: Kuzey Afrika'da Cezayir, Fas, Tunus, Libya; Sahra-Altı Afrika'da ise Çad, Etiyopya, Güney Afrika, Kenya, Mali, Nijer, Nijerya, Senegal, Somali, Sudan.
- Adaylar bir medya kuruluşunda çalıştıklarını kanıtlamalıdır.
- 40 yaş altı kişilerin başvurusu değerlendirilecektir.
- Eğitim dili İngilizcedir.

### Program İçeriği ve Başvuru Şartları

Başkanlığımız tarafından Afrika Araştırmacıları Derneği (AFAM), Afrika Koordinasyon ve Eğitim Merkezi (AKEM) ve Anadolu Ajansı (AA) işbirliğiyle "Afrika Medya Temsilcileri Eğitim Programı" gerçekleştirilecektir.

#### ***iv) Le média TRT, organe de formation et centre de création de contenu panafricaniste***

Pour former les journalistes africains, la TIKA ne s'appuie pas uniquement sur l'Agence Anadolu. Elle s'appuie aussi, depuis plus récemment, sur l'autre agence nationale turque, le réseau TRT. Si l'Agence Anadolu est réputée pour être la voix de la politique extérieure, le réseau TRT est réputé pour être la voix de l'AKP, le parti d'Erdogan, allant souvent encore plus loin que l'Agence Anadolu dans le narratif conquérant turc.

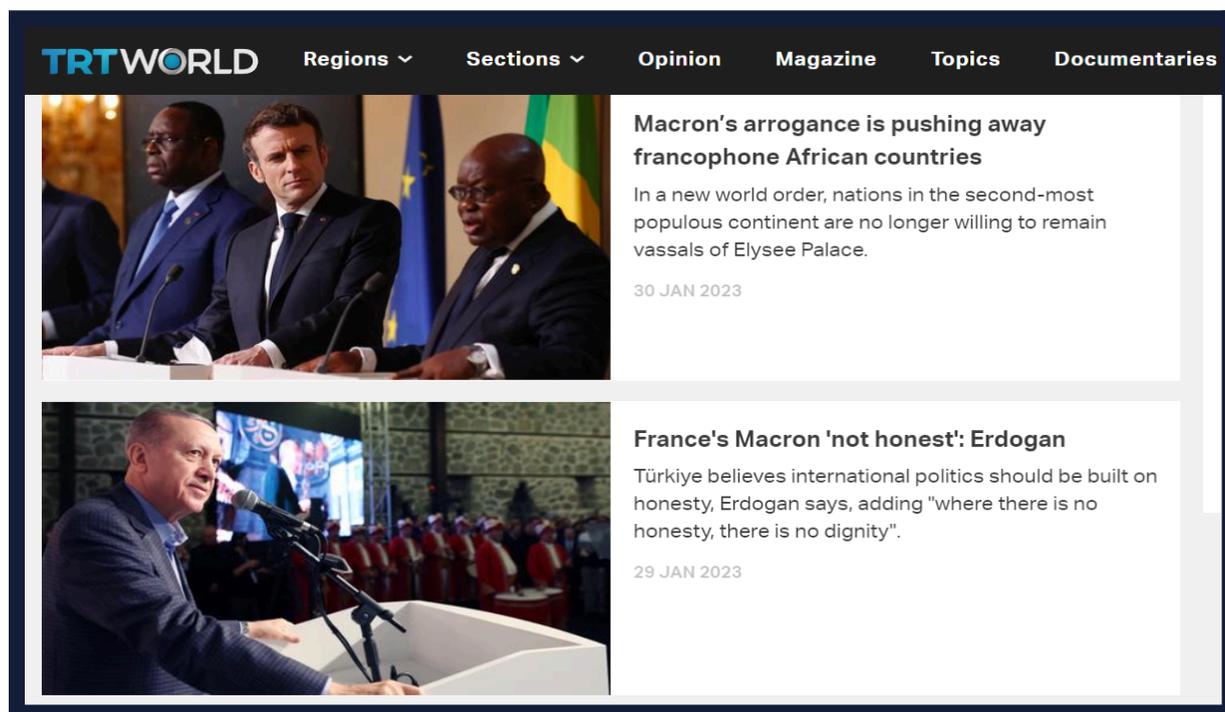
Or comme explicité plus avant, le réseau TRT dispose de son propre module de formation pour les journalistes africains, intitulé "Programme international de formation aux médias" (Uluslararası Medya Eğitimi Programı - UMEP), un programme couvrant à la fois les nécessités théoriques et pratiques de la presse écrite, télévisuelle et radiophonique. Ce programme était décrit sur son site par les officiels turcs comme un moyen de "construire un pont universel entre les cœurs, pour développer de nouvelles opportunités de collaboration."

Aucune information n'existe depuis 2017 sur ce programme, laissant supposer soit que le programme a été abandonné, soit qu'il a changé de nom, soit qu'il fait l'objet d'une confidentialité accrue. Les derniers rapports d'activités obtenus et les images consultées montrent que chaque année ce sont des journalistes de près de 30 pays d'Afrique Noire qui étaient formés par ce programme du réseau TRT. Surtout, fait notable, environ un tiers de toutes les personnes formées appartiennent à des médias d'État dans leurs pays respectifs.

Cela n'a en soit rien de surprenant étant donné les liens profonds qui unissent le réseau TRT aux médias d'État de nombreux pays africains. A l'initiative d'Erdogan des "accords-cadres" ont été signés entre TRT et plusieurs médias d'État africains : avec la télévision d'État kenyane KC en

2016, avec la TV/radio d'Etat tanzanienne en 2017, avec la Société de Radio et de Télévision de Madagascar toujours en 2017, et avec le média d'État du Burkina Faso BRT en 2019.

Cette offre de formation de l'agence turque TRT n'est pas la seule façon qu'a le pays d'obtenir une influence médiatique (et donc une influence tout court) en Afrique. Plus généralement, TRT s'est, depuis sa création, tournée vers le reste du monde, diffusant dans plusieurs pays et dans plusieurs langues, avec des contenus adaptés à ses différentes audiences, selon une stratégie globalement très similaire à celle mise en place par la Russie via Russia Today. Si l'agence TRT existe depuis 1964, elle s'adressait initialement presque exclusivement aux Turcs. Il faudra attendre le lancement de TRT World, en 2014/2015, sous l'égide du ministère des Affaires étrangères turc, pour voir se développer la vocation internationale de l'agence.

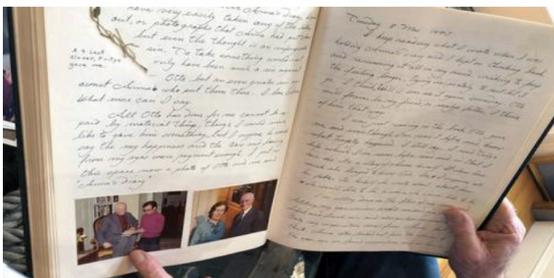


The screenshot shows the TRT World website interface. At the top, there is a navigation bar with the TRT World logo and menu items: Regions, Sections, Opinion, Magazine, Topics, and Documentaries. Below the navigation bar, there are two news articles displayed in a grid. The first article features a photo of Emmanuel Macron and two African leaders at a podium. The headline is "Macron's arrogance is pushing away francophone African countries". The text below the headline states: "In a new world order, nations in the second-most populous continent are no longer willing to remain vassals of Elysee Palace." The date is "30 JAN 2023". The second article features a photo of Recep Tayyip Erdoğan speaking at a podium. The headline is "France's Macron 'not honest': Erdogan". The text below the headline states: "Türkiye believes international politics should be built on honesty, Erdogan says, adding 'where there is no honesty, there is no dignity'." The date is "29 JAN 2023".

En effet, dès le départ, TRT World est créée pour diffuser à l'international, les contenus étant traduits en anglais, mais aussi désormais dans une cinquantaine de langues comme le haoussa ou le swahili. Depuis, en plus de TRT World, ont été lancés les médias TRT Arabic, TRT Russian et TRT Deutsch, diffusant du contenu propre à ces grandes zones d'influence.

Mais surtout, depuis 2022, TRT French existe également, ciblant non pas le public "français" mais bien le public francophone, c'est à dire essentiellement les pays africains. Omer Faruk Tanriverdi, vice-Directeur

### Débats



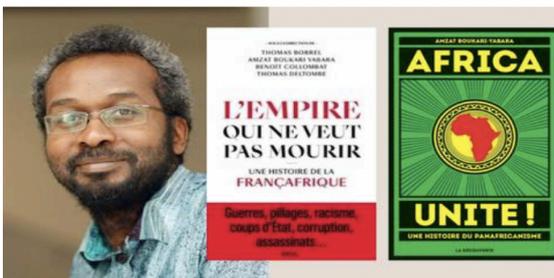
**Hypocrisie suédoise: réduire au silence les critiques d'Anne Frank et permettre l'autodafé du Coran**



Tallha Abdulrazaq



**Présence militaire française en Afrique: "Cette influence permet à la France d'exister à l'ONU"**



**"Dans la présence militaire française en Afrique, il y a une dimension d'ingérence plus forte"**



**Pourquoi la Turquie est indispensable à l'OTAN dans la région de la mer Noire et au-delà?**



Luke Coffey

général de TRT, se veut très clair sur le sujet, affirmant que l'objectif de cette nouvelle branche de TRT est "d'offrir un journalisme rigoureux" ayant pour but "d'améliorer la vie des personnes défavorisées et laissées pour



compte” en faisant “ressortir la vérité”. Le média vise “les 274 millions de francophones à travers le monde”. Il est facile d’imaginer qu’ici encore, l’agence promouvra auprès du public francophone (et donc africain), des narratifs et des grilles de lecture favorables aux intérêts turcs, mais donc souvent hostiles aux intérêts français, à l’image de la rubrique « débat » de TRT, présentée ci-après. A noter la tendance forte des rédacteurs en chef de TRT au *cherry picking* puisqu’ils utilisent des contenus neutres et universitaires (comme ici celui de Rémi Carayol) en les présentant de manière grossière afin de les faire correspondre à leurs objectifs idéologiques (dans le cas d’espèce, donner l’impression, en lisant seulement le titre de l’article, que les interventions militaires françaises sont une forme d’impérialisme militariste permettant à la France d’exercer son influence de manière mondiale et notamment devant les Nations Unies).

Et pour cause, c'est bien de cela qu'il s'agit dans la construction de cette sorte de grande toile d'araignée turque en Afrique. La Turquie prépare et accompagne son implantation économique par des moyens d'influence, notamment médiatique. Mais ce faisant, s'implantant dans une zone qui est, pour partie, considérée comme la sphère d'influence française, Ankara se met à dos la France.

La stratégie turque en Afrique (en plus des autres dissensions sur la Syrie, la Grèce ou l'Arménie) a donc contribué à aggraver la rivalité entre Paris et Ankara. Dès lors, si pendant un temps une forme de cohabitation pacifique pouvait être espérée en Afrique entre acteurs économiques turcs et acteurs économiques français, ce mirage semble désormais bien loin. Les deux pays se livrent une lutte à mort dans la sphère informationnelle avec, il faut le dire, un très net avantage pour la Turquie, qui conserve l'initiative depuis le départ.

Or c'est sur ce point qu'entre en jeu le panafricanisme. Désireuse de nuire à l'influence française en Afrique et de dénigrer la réputation de Paris auprès des populations africaines, la Turquie s'est rapprochée, directement ou indirectement des réseaux panafricains, promouvant directement les acteurs de cette galaxie, ou créant du contenu répondant aux codes de cette mouvance et qui sont donc repris massivement par les réseaux panafricains.

Ainsi, l'intégralité de la posture turque consiste à égratigner la présence française en l'associant, directement ou non, à l'aventure coloniale : toute tentative d'implantation économique française, toute position diplomatique française, toute aide militaire française sera directement taxée de néo-colonialisme par les relais médiatiques turcs.

Cette position anticoloniale turque trouve à s'exprimer jusque dans la bouche des officiels du pays : ainsi Ibrahim Kalin, porte-parole du président Erdogan a-t-il déclaré officiellement : "L'énorme potentiel [économique] de l'Afrique ne sera réalisé que lorsque les nouvelles formes d'esclavage moderne [...] et que les Africains seront autorisés à développer leur propre potentiel en accord avec l'esprit et les traditions du continent africain. L'approche win-win de la Turquie est notre humble apport à ce précieux projet africain."

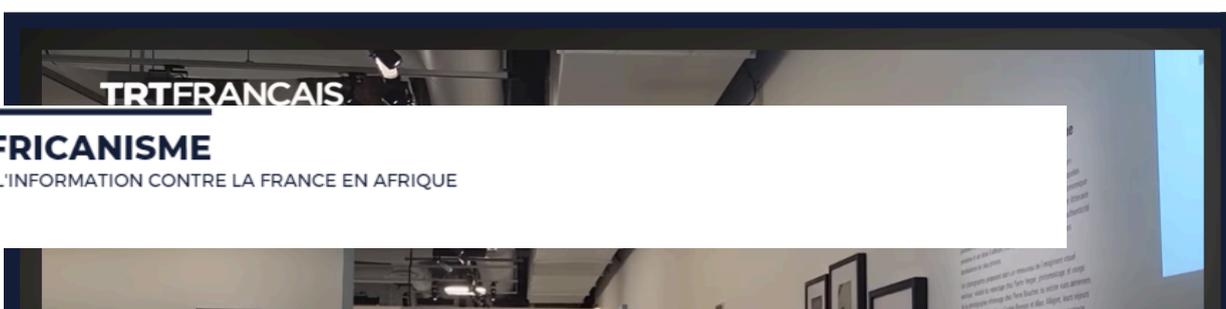
L'esclavage moderne dont il est question dans cette déclaration est bien la supposée domination occidentale qui s'exercerait toujours sur l'Afrique.

Un exemple frappant incarne à merveille ces contenus médiatiques promus par la Turquie contre la France : il s'agit d'une mini vidéo très partagée dans le monde arabe (mais aussi et surtout dans les sphères panafricaines) intitulée "Le Problème de la France en Afrique", vidéo devenue l'une des plus vues de la chaîne.



Cette vidéo a été publiée initialement le 23 juin 2020 sur les réseaux sociaux de TRT World. La petite vidéo, au montage dynamique prétend donner “une leçon rapide sur le colonialisme [français] en moins de 5 minutes”, chargeant à tour de bras le Franc CFA, les OPEX françaises en Afrique, les gouvernements africains pro-français, les ingérences diplomatiques françaises et le “pillage du continent” (notamment l’or, le pétrole et les diamants) par les acteurs économiques français.

Cette vidéo a été reprise des milliers de fois et partagée ou traduite partout sur internet, notamment par la sphère panafricaine. Des dizaines d’autres vidéos de ce type sont partagées par la chaîne turque et ses antennes locales : il existe ainsi des capsules vidéos similaires sur “Les racines coloniales de l’islamophobie française”, sur la nécessité de “Rejeter la langue française pour résister au passé colonial” ou encore sur “La colonisation française en Afrique du Nord”.



TRTFRANÇAIS

se sont retrouvés à  
Addis Abeba pour

**Panafricanisme : que reste-t-il aujourd'hui ?**

TRT FRANÇAIS TRT Français ✓  
83 k abonnés

S'abonner

172

Partager

TRTFRANÇAIS France 24

des **officiers français**  
braquaient leurs armes  
sur leurs collègues

**Sénégal: 78 ans après le massacre de Thiaroye perpétré par la France**

TRT FRANÇAIS TRT Français ✓  
83 k abonnés

S'abonner

12

Partager



Chacune de ces vidéos, en partant d'éléments historiques, prétend faire le parallèle avec la situation actuelle, pour expliquer le "racisme d'Etat de la France" ou la posture coloniale de l'hexagone dans ses rapports avec les pays du Maghreb ou d'Afrique noire... Un contenu qui intéresse évidemment les sphères panafricaines : d'une certaine façon, les panafricains "sous-traitent" la création de ces contenus percutant aux médias turcs, tandis que les médias turcs "sous-traitent" l'amplification et la diffusion de ces messages aux réseaux locaux panafricains. S'il y a bien un "partenariat win-win entre la Turquie et l'Afrique", c'est au moins celui-ci, ce partage des tâches dans les attaques informationnelles contre la France.

Il faut noter que ce partage des tâches, s'il est bien sûr tacite, n'échappe évidemment pas aux stratèges turcs qui ont évidemment bien saisi qu'ils ont gros à gagner à appuyer leur stratégie de guerre de l'information sur les réseaux panafricains. Preuve de la conscience qu'ont les officiels turcs de l'atout que sont les panafricanistes, le militant Kemi Séba a été reçu à



Istanbul en mars 2022 par Nur Sagman, responsable de la politique africaine du ministère des Affaires Étrangères de la Turquie (voir ci-après).

Les Turcs ne sont donc pas naïfs mais bien opportunistes dans leur politique africaine : ils ont parfaitement conscience qu'en adaptant leur discours et en le formatant selon une grille de lecture précise, ils peuvent compter sur les réseaux panafricains pour pousser leur combat contre la France.

Mais il faut néanmoins apporter ici une nuance de taille : la stratégie de contenu turque en Afrique ne vise pas uniquement à dénigrer la France

auprès des populations locales. Certes, ces contenus représentent l'essentiel des publications turques. Mais dans les faits, une grande partie du discours d'Ankara vise aussi et avant tout à positionner la Turquie et son passé comme des alternatives crédibles à cette France coloniale qu'ils diabolisent tant.

Dans l'historiographie et le narratif turc en effet, les anciens colons Européens sont historiquement à blâmer pour le retard de développement de l'Afrique. Mais la situation est très différente concernant le passé turc.

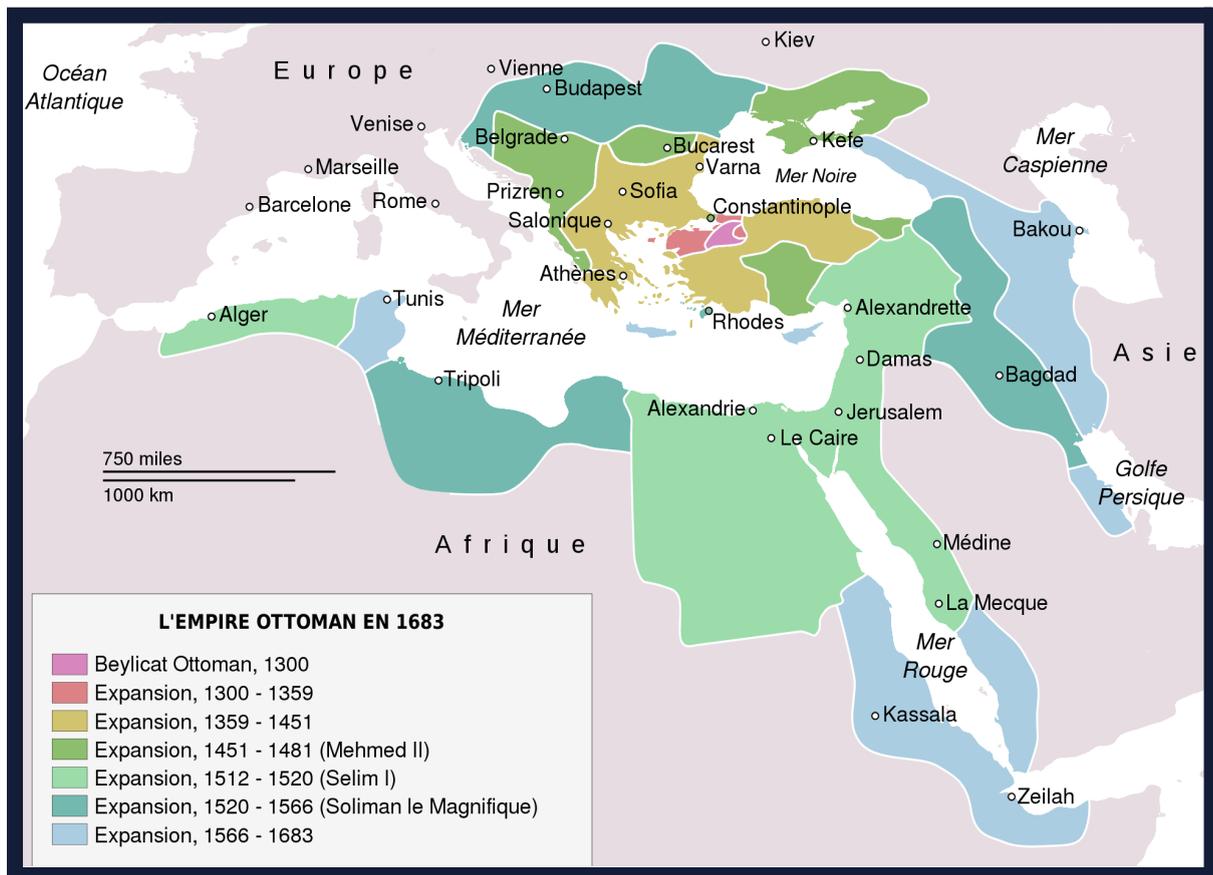
Ainsi, le 25 mai 2017, lors de la Journée de l'Afrique, le ministre des Affaires étrangère turc Mevlüt Çavuşoğlu a fait cette déclaration très claire : "Contrairement aux anciennes puissances coloniales, l'histoire est de notre côté. [D'abord], la Turquie a des liens historiques et culturels profondément enracinés avec le continent [africain] qui remontent à l'Empire ottoman."

Cette déclaration, en reprenant la position officielle du ministère des Affaires Étrangères, en profite pour faire les louanges de la politique ottomane en Afrique. Dans un document interne du ministère des Affaires Étrangères les choses sont d'ailleurs explicitées plus clairement encore : *"[En s'étendant en Afrique] l'Empire ottoman a limité l'expansion coloniale [des Européens] en Afrique du Nord. De même, l'Empire ottoman [...], a joué un rôle majeur pour empêcher la pénétration du colonialisme en Afrique de l'Est. Au XVI<sup>e</sup> siècle, la flotte de l'amiral Seydi Ali Reis a défendu le peuple de l'île de Zanzibar contre les forces d'occupation. [...]. Dans les terres où il était autrefois présent, l'Empire ottoman a construit les infrastructures, les systèmes d'eau, les ponts, les madrasas, les mosquées, les hammams au profit des populations locales."*

En d'autres termes, non seulement les Turcs rappellent qu'ils n'ont pas de passé colonial. Mais en plus, ils se posent comme ayant une politique anticoloniale séculaire, comme ayant toujours défendu l'Afrique face à

l'Europe et comme ayant à l'époque combattu les puissances européennes souhaitant s'implanter sur le continent noir.

La période ottomane est donc présentée comme une forme d'âge d'or pour l'Afrique, qui était relativement préservée de la colonisation : c'est effectivement l'affaiblissement de l'Empire Ottoman qui permettra aux européens de coloniser réellement le Maghreb, mais aussi le Soudan, l'Erythrée, Djibouti, la Somalie, le Niger ou le Tchad par exemple... La perte d'influence turque en Afrique aurait donc été fatale aux africains ; le retour en grâce de la Turquie sur le continent devrait donc sonner comme un nouvel âge d'or.



*L'Empire Ottoman à son apogée XVI<sup>e</sup> siècle ; les possessions de l'empire sur le pourtour africain apparaissent clairement, telles une barrière à l'entrée d'autres acteurs sur le continent*

Il faut aussi ajouter que la Turquie ne promet pas uniquement de chasser les occidentaux et leur politique néocoloniale. La Turquie promet aussi de se poser en partenaire des puissances africaines et même, pour les pays musulmans, en sorte de grand frère protecteur, multipliant les projets humanitaires à destination de la population musulmane des pays à dominance islamique, des projets supposés servir de vitrine à l'aide turque en Afrique comme le montrent les propos d'un cadre de l'agence de presse nationale AA : pour Ibrahim Tıǧlı, rédacteur en chef de l'AA en Ethiopie, *“Les Européens ont exploité l'Afrique. Si nous, les turcs, voulons exister en Afrique dans une optique anticoloniale [...] nous devons être présents physiquement en Afrique. [Cela] ne peut se faire uniquement en forant des puits d'eau ou en distribuant de la viande. Nous devons surtout nous assurer d'une couverture médiatique [de nos actions]. Si [les africains] apprennent ce que nous faisons, alors la prise de conscience pourrait être accrue et ils se sentiront plus protégés contre les colons [occidentaux].”*

Ici encore, le discours informationnel est intéressant à saisir dans son ensemble puisqu'en le cernant dans sa totalité on voit que le dispositif informationnel turc se tient bien sur deux jambes : d'un côté, critiquer les anciennes puissances coloniales, au premier lieu desquelles la France ; mais de l'autre, promouvoir la position turque sur le continent notamment en adoptant un narratif néo-ottoman assumé qui fait de la domination de cet empire sunnite une sorte d'âge d'or.

Or si la première partie du discours permet évidemment un pont avec les réseaux panafricains qui, comme on l'a vu, se saisissent volontiers des éléments de langage et des contenus turcs, la seconde partie de la charge informationnelle turque est beaucoup plus clivante et inaudible : en effet, si pour certains pays à dominance musulmane ce discours néo-ottoman

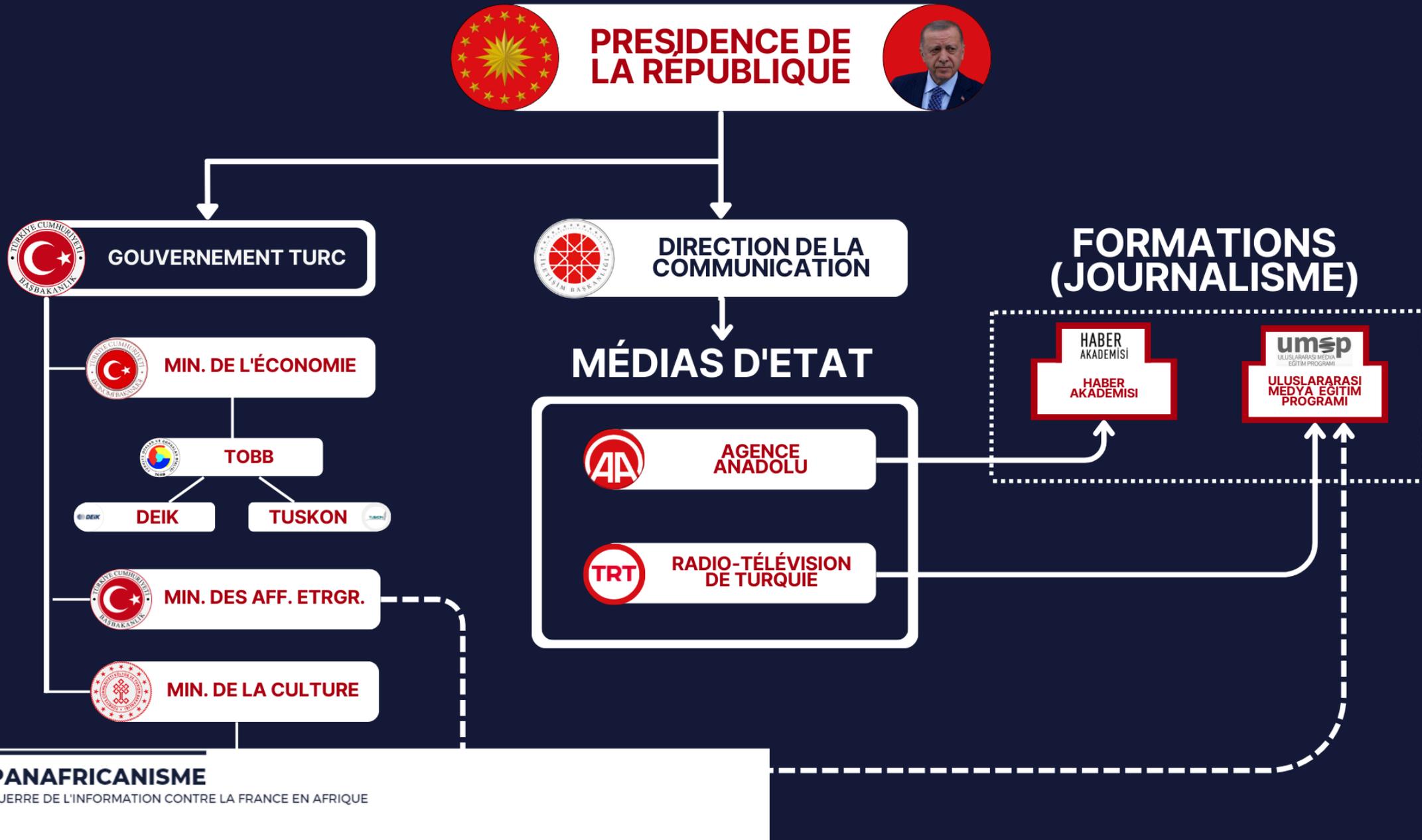
peut en effet résonner, la mouvance panafricaniste reste, dans son ensemble, aussi divisée que ne l'est l'Afrique. Ainsi, tous les pays ne gardent pas un bon souvenir de la présence ottomane, empire esclavagiste, exerçant une politique parfois très dure envers les populations locales animistes, empire ascendant d'une Turquie moderne perçue comme une puissance hostile à la chrétienté, alors même qu'une grande partie des africains sont chrétiens.

Si bien que si les sphères panafricanistes profitent de la stratégie turque, cette seconde partie du discours d'Ankara peine réellement à prendre et à trouver son public, condamnant finalement quasiment de facto la tentative d'implantation turque : il est probable que sur le long terme, la stratégie offensive turque, si elle permet bien de contribuer à chasser la France de son pré-carré, ne permettra pas pour autant aux Turcs d'assurer la relève qu'ils espèrent.

Surtout, ce discours néo-ottoman, chargé de paradoxes et très polarisant, offre un point de départ à la riposte informationnelle française qui, comme cela sera présenté en fin de ce dossier, peut utiliser cet élément pour attaquer la politique africaine de la Turquie.

Si la Turquie est donc, après la Russie, le principal acteur participant à l'offensive contre la France en Afrique, un plus petit pays, d'ailleurs très proche de la Turquie d'Erdogan, se place aussi dans cette optique, avec des résultats plus contrastés et des raisons plus troubles.

# CARTOGRAPHIE DE LA SUPERSTRUCTURE D'INFLUENCE TURQUE EN AFRIQUE



## ***B) Al-Jazeera comme tremplin qatari des intérêts panafricanistes francophones***

La Turquie et le Qatar entretiennent depuis la fin du XX<sup>ème</sup> siècle des intérêts communs : une puissante amitié unit les deux nations musulmanes, au point que la Turquie dispose depuis 2015 d'une base militaire, le camp Tariq bin Ziyad, situé à la sortie de la capitale qatarie Doha. Cette base qui peut héberger jusqu'à 3000 soldats, gendarmes et commandos turcs est un puissant outil de coopération bilatérale, y compris géopolitique, puisque les officiels turcs s'y rendent fréquemment : depuis 2019, le ministre de la Défense turc Hulusi Akar et le Vice-Président turcs Fuat Oktay se sont ainsi rendu sur la base au Qatar à plusieurs reprises.

Par ailleurs, d'après le journal Al-Monitor, l'Emir du Qatar est le chef d'État étranger avec lequel Erdogan maintient le plus de liens et avec lequel il s'entretient le plus. Qatar et Turquie cultivent donc un partenariat stratégique, mais ils apparaissent aussi comme ayant des intérêts informationnels communs en Afrique.

En effet, à l'image de ce que produisent les médias officiels turcs, la galaxie médiatique qatarie liée à Al-Jazeera est aussi en pointe dans la diffusion de contenus hostiles à la France.

Dans le cadre de la rédaction de ce dossier, le Club Influence de l'AEGE a ainsi mené un référencement des articles publiés par les journalistes d'Al-Jazeera et se référant à la France et à sa relation à l'Afrique. Nous avons analysé les contenus diffusés tant par Al-Jazeera (site internet et chaîne de télévision) que par AJ+ (la version d'Al-Jazeera diffusée sur les réseaux sociaux et destinée à un public beaucoup plus jeune).

Le résultat est sans appel : l'intégralité des contenus qui traitent de la France et de l'Afrique le sont sous un angle négatif et critique de la présence française sur le continent noir. Aucun article ne peut être considéré comme factuellement neutre, tous adoptent un parti pris anti-français, autant les documentaires, que les articles d'actualité que les tribunes. Le passé colonial de la France est systématiquement rappelé, y compris pour les articles ne traitant pas directement de ce sujet.

À titre indicatif, sont présentés ci-après par ordre chronologique les articles marquants publiés par Al-Jazeera, par AJ+ et par l'émission purement francophone d'AJ+ "Rien ne va plus".

***i) Référencement des contenus sur la France publiés par Al-Jazeera (média principal)***

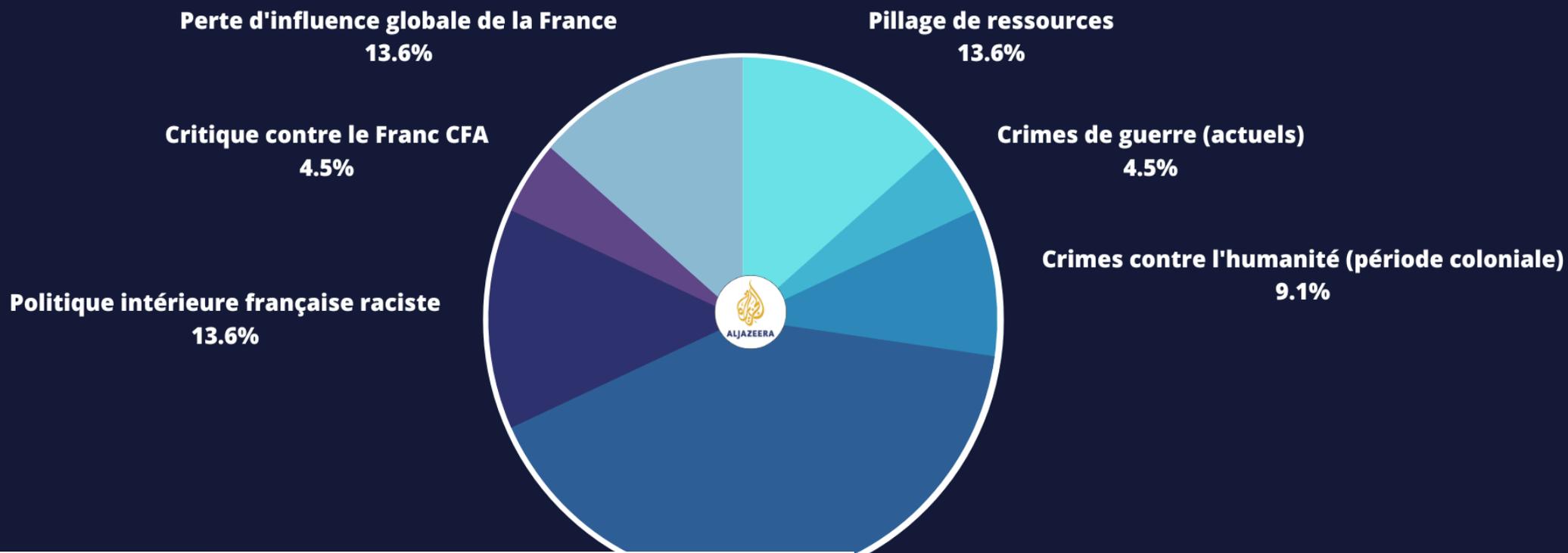
Contenus diffusés sur la dernière décennie par Al-Jazeera (et traduits dans plusieurs langues, français y compris). Les contenus sont présentés par ordre chronologique (la date indiquée est celle de la diffusion sur le site internet anglais d'Al-Jazeera) :

- **28 mars 2009** : Article sur la façon dont la France s'approprié les réserves d'uranium du Niger par des partenariats léonins
- **25 janvier 2012** : Tribune pour accuser la France d'être responsable du "dernier génocide du XX<sup>e</sup> siècle" en raison de son rôle au Rwanda
- **22 novembre 2013** : Article sur le massacre des tirailleurs africains par l'Armée française en novembre 1944 ainsi que sur le racisme historique de la République Française
- **16 décembre 2013** : Article sur "retour colonialiste" de la France en Afrique et ses interventions dans ses anciennes colonies

- **21 décembre 2013** : Article sur les origines coloniales du conflit en Centrafrique, conflit dont la France serait en grande partie responsable
- **7 janvier 2014** : Article sur la non-légitimité des interventions militaires françaises en Afrique, Paris étant accusée de jouer au "gendarme de l'Afrique"
- **7 avril 2014** : Documentaire vidéo sur la Françafrique, notion qui serait selon le documentaire toujours d'actualité
- **23 juillet 2017** : Article sur la "pensée néo-colonialiste" d'Emmanuel Macron, fraîchement élu
- **2 août 2018** : Tribune de Rokhaya Diallo sur le racisme systémique en France et la façon dont il apparaît vis-à-vis de l'équipe de France de football
- **22 août 2019** : Tribune sur les "projets coloniaux" de la France au Mali
- **17 août 2019** : Tribune pour accuser la France de piller l'Afrique et d'être responsable de l'appauvrissement du continent
- **9 février 2020** : Documentaire vidéo sur l'influence de la France en Afrique et la raison de sa présence, le pétrole, ressource qui pousse Paris à "soutenir des dictateurs au Tchad et en Libye"
- **8 avril 2020** : Tribune sur le "colonialisme médical" de la France en Afrique, Paris étant accusée hier comme aujourd'hui de mener des "expérimentations médicales" sur la population africaine
- **23 mai 2020** : Documentaire vidéo sur le Franc CFA et le néo-colonialisme français
- **5 juillet 2020** : Article sur le passé colonial de la France en Algérie et sur la nécessité pour la France de s'excuser vis-à-vis des Algériens
- **12 mars 2021** : Article sur l'augmentation du sentiment anti-français au Sénégal et les accusations de néocolonialisme contre la France

- **8 octobre 2021** : Article diffusant les propos d'officiels maliens qui accusent la France de soutenir le terrorisme en travaillant avec Ansar-Al-Din
- **12 octobre 2021** : Article accusant le Président Macron de vouloir ressusciter la Françafrique
- **9 novembre 2021** : Article sur pillage des œuvres d'art africaines (et spécialement béninoise) par la France à l'ère coloniale
- **27 novembre 2021** : Article sur le sentiment anti-français au Niger et au Burkina Faso et zoom sur les manifestations organisées contre l'armée française (blocage du convoi français à Tera)
- **5 février 2022** : Article sur les manifestations anti-françaises au Mali ; à noter que les journalistes ont choisi le leader panafricaniste Adama Ben Diarra pour illustrer leurs propos
- **18 février 2022** : Analyse sur l'échec de l'intervention française au Mali et les "lien controversés" de Paris avec ses anciennes colonies ; à noter que les journalistes ont choisi le groupe panafricaniste anti-français *Yerewolo Debout sur les Remparts* pour illustrer leurs propos
- **23 février 2022** : Article sur la perte d'influence française en Afrique de l'Ouest et la défaite militaire française au Mali
- **16 mai 2022** : Article sur l'augmentation du sentiment anti-français au Tchad, la France étant accusée de paternalisme avec "ses anciennes colonies"
- **4 novembre 2022** : Article sur le racisme au sein de la société française suite aux propos du député Fournas (RN) à l'Assemblée Nationale
- **12 novembre 2022** : Tribune sur le racisme systémique de la société française à l'impérialisme républicain envers les personnes noires

# CHAMPS SEMANTIQUES DES CONTENUS D'AL JAZEERA CONCERNANT LA FRANCE EN AFRIQUE DEPUIS 2009



## PANAFRICANISME

GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA FRANCE EN AFRIQUE

me

## *ii) Référencement des contenus sur la France publiés sur Al-Jazeera Plus (AJ+)*

Ci-dessous sont présentés les contenus diffusés depuis 2017 par AJ+ sur la France ; les contenus sont présentés par ordre chronologique (la date indiquée est celle de la diffusion sur la chaîne YouTube d'AJ+ Français, les contenus sont également diffusés parfois avant/après sur les autres réseaux sociaux) :

- **15 septembre 2019** : Vidéo sur le néo-colonialisme français à travers une critique du Franc CFA et de son potentiel successeur l'ECO
- **20 octobre 2019** : Vidéo sur le passé colonial français en Afrique et la façon dont les puissances coloniales comme la France ont arbitrairement tracé des frontières, responsables des conflits actuels
- **2 février 2020** : Vidéo accusant la France de néo-colonialisme à travers ses interventions militaires qui serviraient notamment à s'approprier les ressources africaines
- **22 janvier 2021** : Vidéo sur le passé colonial de la France en Algérie
- **31 mars 2021** : Vidéo sur le passé colonial de la France et son rôle dans le racisme systémique actuel de la France
- **21 juillet 2021** : Vidéo sur la pauvreté en Haïti et la façon dont la France serait responsable de la situation catastrophique de l'île
- **4 octobre 2021** : Vidéo relative au conflit mémoriel entre la France et l'Algérie sur la question de la colonisation
- **22 avril 2022** : Vidéo sur le racisme systémique en France et l'utilisation de la laïcité par la République à des fins d'islamophobie d'Etat
- **22 mai 2022** : Vidéo sur la mobilisation des réalisateurs de cinéma demandant à la France d'assumer son passé colonial

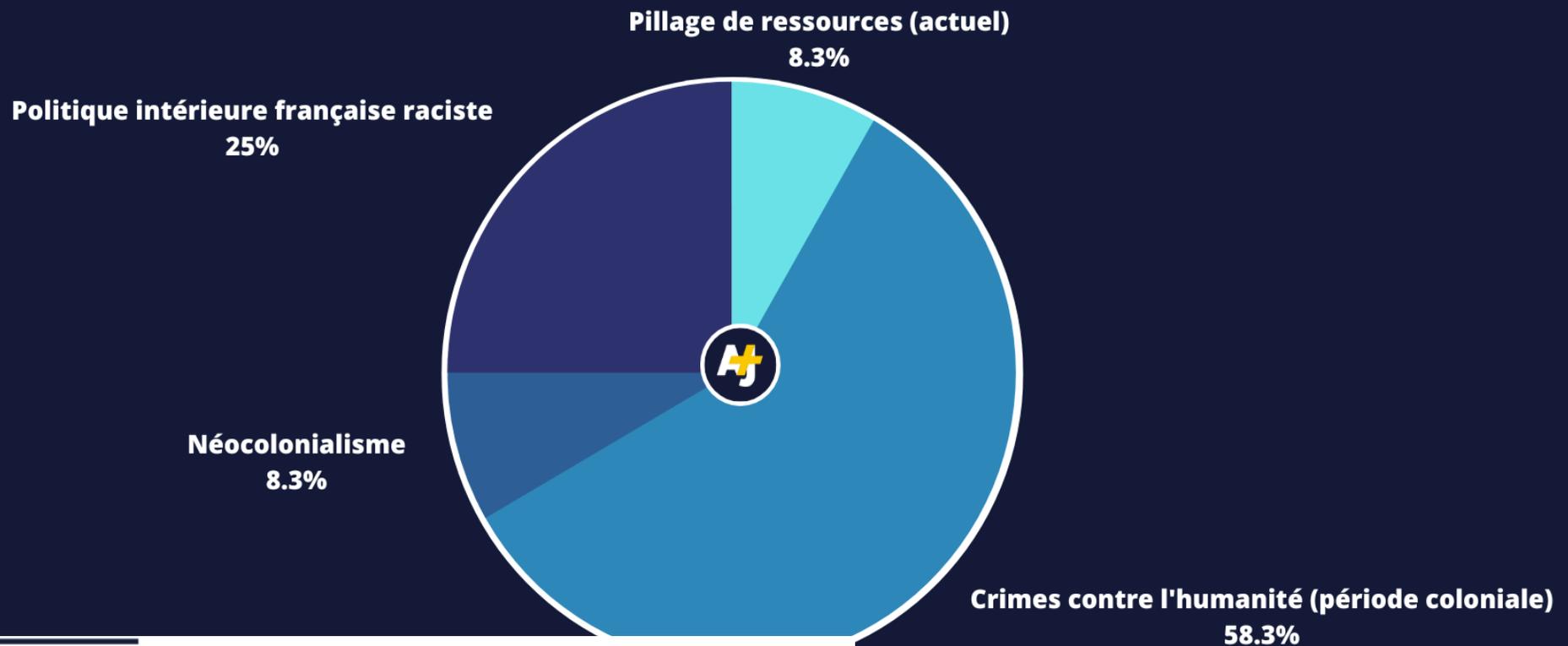


- **22 octobre 2022** : Vidéo sur le supposé pillage de la Guyane française par la France métropolitaine
- **2 novembre 2022** : Vidéo sur le lien entre racisme, colonialisme et football
- **6 novembre 2022** : Vidéo sur les coups d'état en Afrique depuis un siècle et le rôle joué par les anciennes puissances coloniales
- **23 novembre 2022** : Vidéo sur l'équipe de France de football et le racisme de la société française

# CHAMPS SEMANTIQUES DES CONTENUS D'AL JAZEERA CONCERNANT LA FRANCE EN AFRIQUE DEPUIS 2009



AJ+ (HORS RNVP)



**PANAFRICANISME**

GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA FRANCE EN AFRIQUE

**iii) Référencement des contenus sur la France publiés dans l'émission "Rien ne va plus", diffusée sur AJ+**

L'émission "Rien ne va plus", diffusée via les comptes de AJ+, représente (en plus des articles, vidéos et documentaires d'Al-Jazeera) le fer de lance du contenu du groupe qatari. De format court, ces vidéos sont massivement reprises sur les réseaux sociaux.

La liste ci-après présente les contenus de cette émission se référant à la France ; ces contenus relatifs à la France et l'Afrique diffusés dans cette émission sont présentés dans un ordre chronologique (la date indiquée est celle de la diffusion sur la chaîne YouTube d'AJ+ Français, les contenus sont également diffusés parfois avant/après sur les autres réseaux sociaux) :

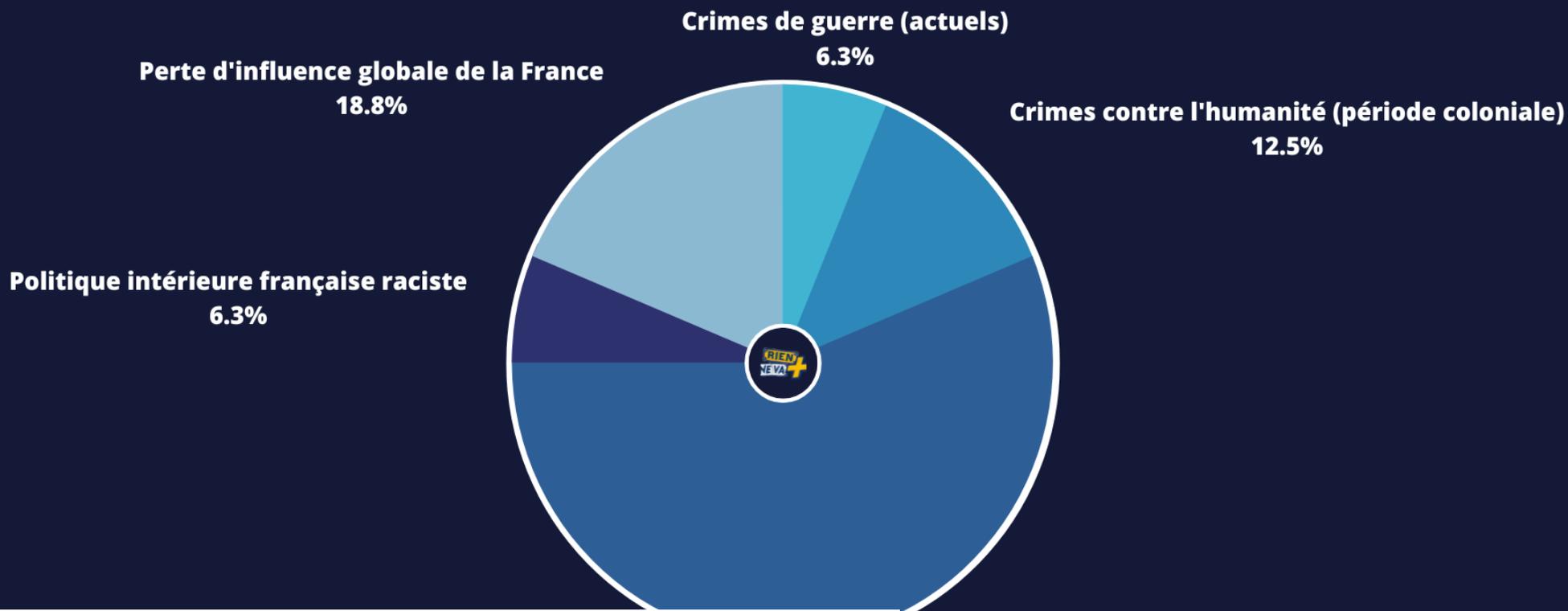
- **5 septembre 2019** : Vidéo sur le racisme systémique en Europe et notamment en Belgique et en France
- **7 novembre 2019** : Vidéo sur les "héros africains" assassinés par les puissances néocoloniales, dont la France, depuis les années 1950
- **9 août 2019** : Vidéo répondant à la question "qu'est-ce que serait la France sans l'Afrique" accusant Paris de dépendre exclusivement de l'Afrique et donc de piller le continent
- **6 février 2020** : Vidéo accusant le président Macron de protéger des entreprises françaises faisant perdurer un racisme systémique en France
- **6 août 2020** : Vidéo sur l'action de la France en Côte-d'Ivoire et la Françafrique
- **8 octobre 2020** : Vidéo historique sur Mansa Moussa, empereur du Mali et homme le plus riche de l'Histoire, avec un parallèle sur l'interventionnisme militaire français qui aurait depuis ruiné la région

- **7 octobre 2021** : Vidéo accusant la France de financer l'Etat Islamique (affaire Lafarge)
- **12 octobre 2021** : Vidéo imputant la mort de Thomas Sankara à la France et accusant le pays de néo-colonialisme depuis les années 1950
- **14 octobre 2021** : Vidéo sur le passé colonial de la France en Algérie ainsi que sur la façon dont la France souhaiterait "interdire les Algériens" en France
- **28 octobre 2021** : Vidéo sur le passé colonial des Français et des Belges avec notamment un focus sur les viols de femmes africaines commis par des colons
- **18 novembre 2021** : Vidéo sur la Françafrique et l'un des grands artisans de cette politique, Jacques Foccart
- **20 janvier 2022** : Vidéo associant la Françafrique à un projet raciste d'extrême-droite en associant Vincent Bolloré et ses activités au candidat Eric Zemmour
- **3 mars 2022** : Vidéo sur le néo-colonialisme français et l'augmentation du sentiment anti-français en Afrique au profit notamment de la Russie et de la Chine
- **11 août 2022** : Vidéo sur le rapport de force entre la France et la Russie en Afrique, qui tourne à l'avantage de la Russie
- **8 septembre 2022** : Vidéo sur la façon dont l'Algérie aurait "humiliée la France" sur la question des livraisons de gaz suite à la guerre en Ukraine
- **6 octobre 2022** : Vidéo sur la guerre des langues en Afrique et la façon dont le Français perd sa place au profit du Chinois et du Russe

# CHAMPS SEMANTIQUES DES CONTENUS D'AL JAZEERA CONCERNANT LA FRANCE EN AFRIQUE DEPUIS 2009



## EMISSION "RIEN NE VA PLUS"



### PANAFRICANISME

GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA FRANCE EN AFRIQUE

isme

Ce qui apparaît clairement dans cette liste d'exemples, non exhaustive, c'est la ligne éditoriale très partisane assumée par les équipes d'Al-Jazeera, à la fois dans leur contenu international mais surtout dans leur contenu francophone, qui s'adresse notamment à la population africaine.

La raison de cette prise de position des Qataris est difficile à définir. En effet, dans le cas turc ou russe, la stratégie d'influence adoptée est justifiée par la politique d'implantation physique et économique du pays. Mais aucun facteur similaire ne justifie la position qatarie, pays qui ne semble pas particulièrement intéressé par le continent noir.

Il est donc possible d'émettre trois hypothèses pour expliquer ce narratif :

- **Hypothèse 1 :** le Qatar s'inscrit dans une vision religieuse de défense de l'Islam et des musulmans, notamment contre la France (vue comme la principale puissance islamophobe au XXIème siècle), ce qui implique de critiquer Paris, en faisant feu de tout bois (y compris de son passé colonial dans des nations non musulmanes).
- **Hypothèse 2 :** le Qatar « sous-traite » de facto pour la Turquie, contribuant à l'offensive informationnelle d'Istanbul contre la France.
- **Hypothèse 3 :** le Qatar diffuse ces contenus pour des raisons mercantiles, ces contenus polémiques étant souvent très viraux, notamment les versions françaises, diffusés massivement en Afrique.

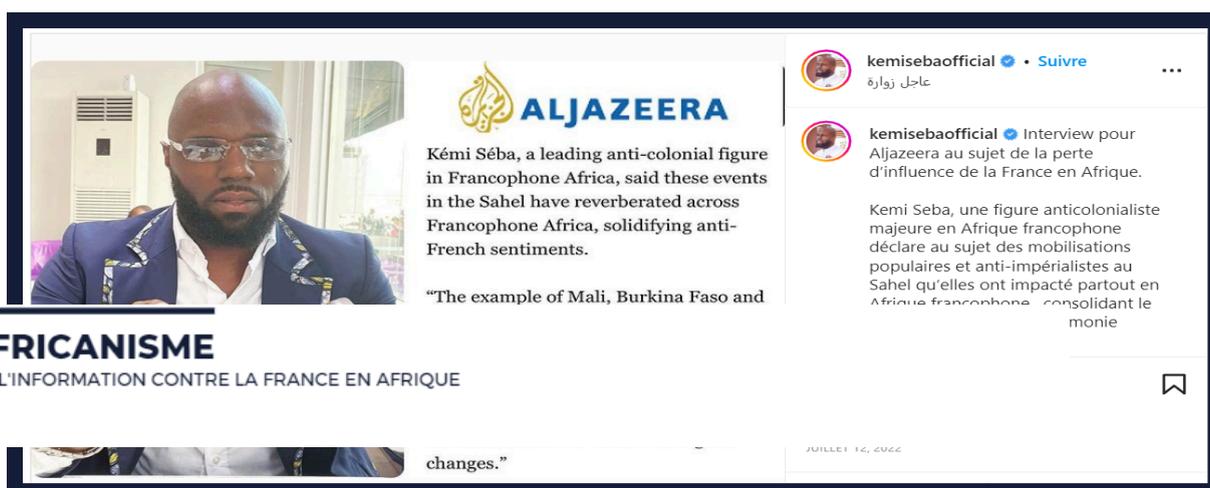
Il est probable que la position qatarie s'explique par une conjonction de ces trois facteurs. En tout état de fait, ce qui apparaît clairement c'est bien que le Qatar, à travers Al-Jazeera, contribue à promouvoir les thèses panafricaines et anti-françaises, en partageant un narratif largement repris par les groupes précités. En quelques sortes, les groupes panafricains ont "externalisé" la production de contenu à Al-Jazeera, chaîne professionnelle

qui produit effectivement du contenu réutilisable par les groupes, réseaux et influenceurs panafricanistes, ce qu'ils font de manière permanente, repostant partout les vidéos et articles d'Al-Jazeera. C'est ici encore un partenariat gagnant-gagnant : les panafricanistes disposent d'un contenu anti-français de qualité et qui fait figure d'argument d'autorité (car diffusé par une chaîne grand public et respectée), tandis qu'Al-Jazeera dispose de la caisse de résonance panafricaniste pour faire "buzzer" ses contenus, vidéos et autres documentaires.

Cette interaction est d'autant plus visible en prenant en compte les contenus publiés : comme explicité plus avant, certains contenus citent et mettent en avant des groupes panafricanistes (notamment Yerewolo Debout sur les Remparts voir image ci-contre) ou des leaders panafricanistes (Adama Ben Diarra).



Le cas de Kémi Séba est ici exemplaire puisque la chaîne cite l'activiste dans de nombreux articles, celui-ci s'empressant par ailleurs de re-partager les articles d'Al-Jazeera à sa communauté.





Comme pour la Turquie, les liens du Qatar avec les réseaux panafricanistes sont donc réels mais bien plus indirects et diffus que pour la Russie par exemple. L'influence du Qatar ne doit pour autant pas être minimisée, pas plus que celle de la Turquie, les contenus diffusés par les deux pays contribuant très largement à tisser la toile d'araignée dans laquelle s'est prise la France en Afrique, créant sur les dix dernières années un environnement cognitif extrêmement hostile à la France.

# CHAMPS SEMANTIQUES DES CONTENUS D'AL JAZEERA CONCERNANT LA FRANCE EN AFRIQUE DEPUIS 2009



+

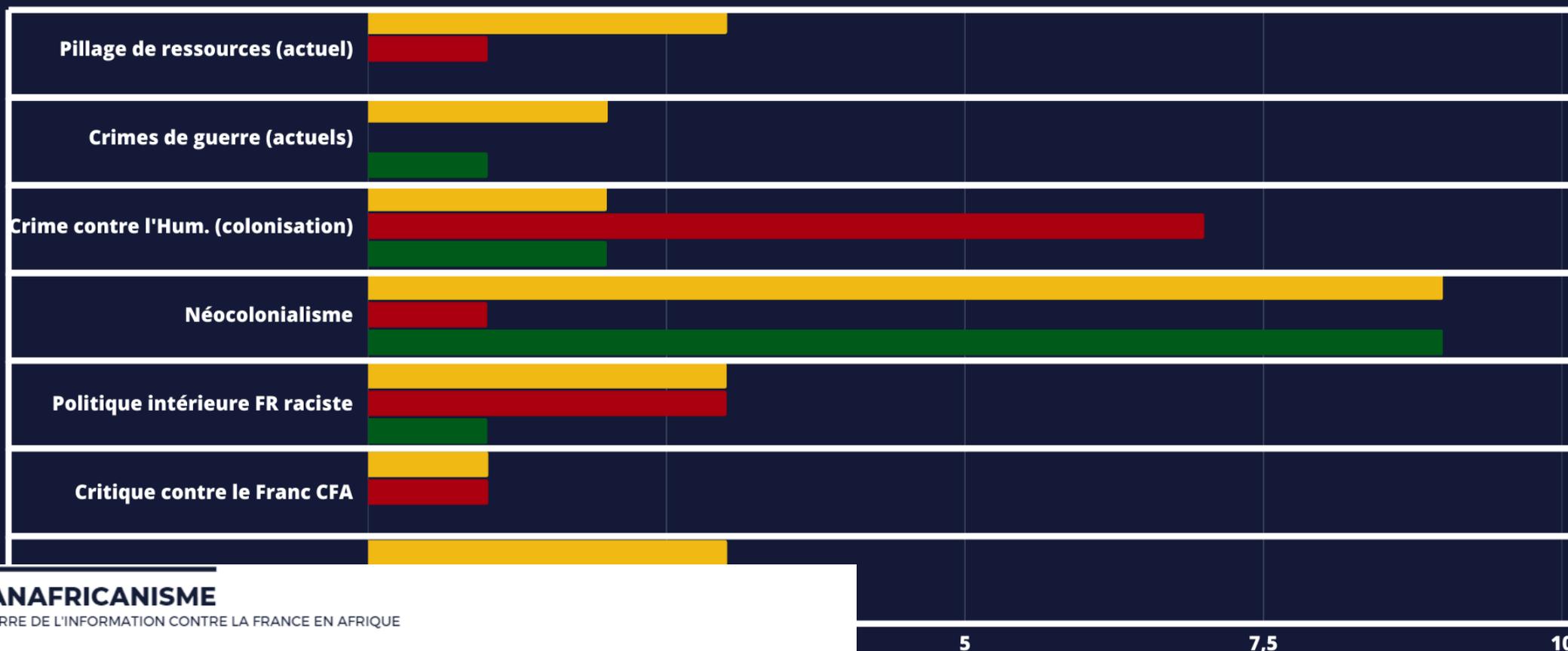


+



TOTAL

■ Al Jazeera ■ AJ+ ■ RNVP



**PANAFRICANISME**

GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA FRANCE EN AFRIQUE

5

7,5

10

# CHAMPS SEMANTIQUES DES CONTENUS D'AL JAZEERA CONCERNANT LA FRANCE EN AFRIQUE DEPUIS 2009



+

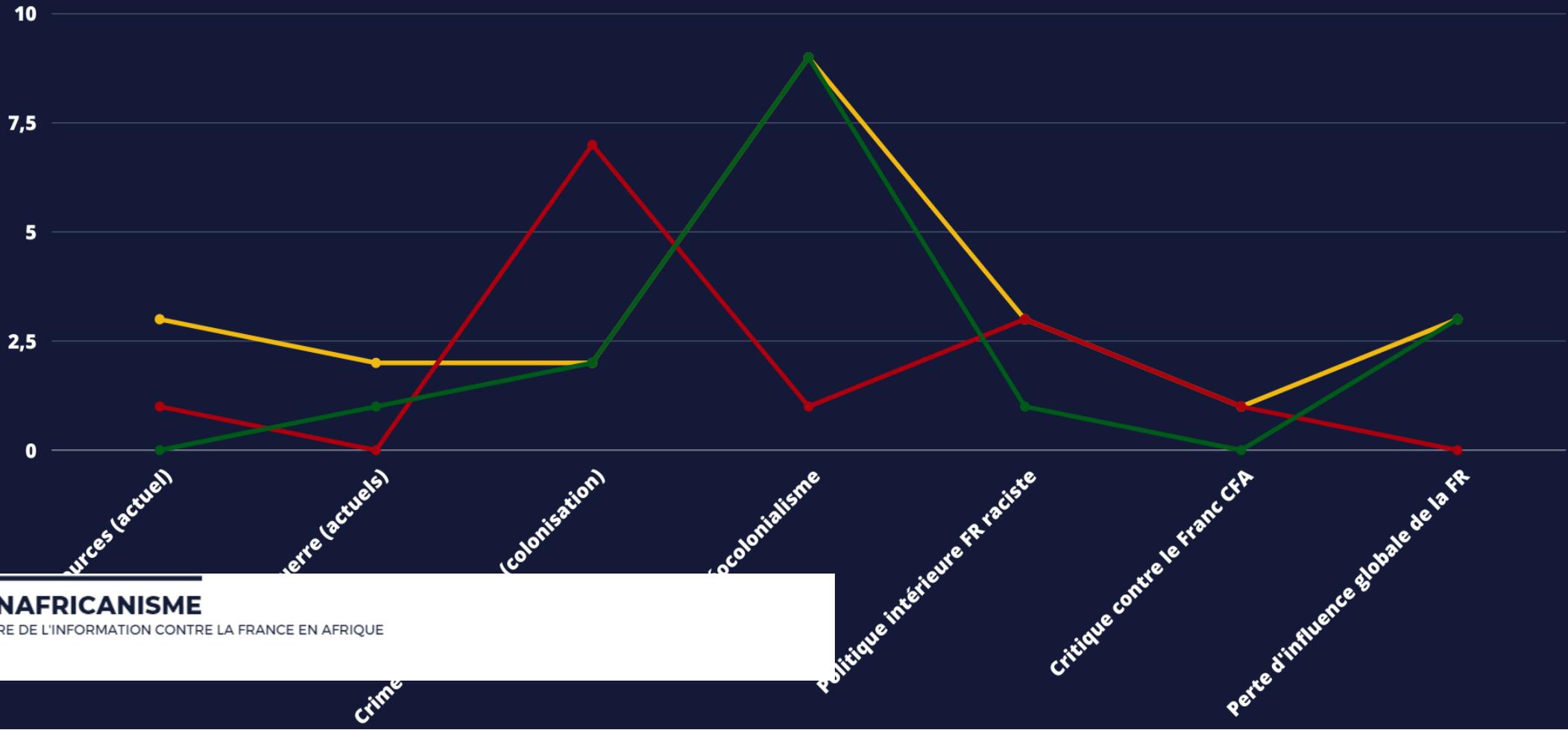


+



TOTAL

■ Al Jazeera ■ AJ+ ■ RNVP



**PANAFRICANISME**

GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA FRANCE EN AFRIQUE

## ZOOM : Etats-Unis, Allemagne, Italie : des alliés encombrants

*Il faut noter ici que d'autres médias que ceux de Turquie ou du Qatar présentent des structures de contenu ou des lignes éditoriales similaires : ainsi le média semi-public Voice of America partage-t-il souvent des contenus critiques de l'action française en Afrique, de même pour la BBC, le média allemand DW.*

*En d'autres termes, des médias de puissances supposées "alliées" de la France contribuent à produire du contenu utilisé par les panafricanistes contre la France.*

*Au-delà de la sphère journalistique, ces éléments de langage qui chargent la France sont aussi visible dans la culture populaire, bon exemple récent étant le blockbuster américain « Wakanda Forever », qui présente des mercenaires blancs*

*venus piller les richesses africaines dans la région de Gao, au Mali.*

*Le studio américain a fait le choix de présenter ces pillards dans les uniformes exacts de la force Barkhane (T4 S2), une façon à peine voilée de mettre la France en accusation et de jeter le discrédit sur*



*la présence militaire française au Sahel, une attaque qui intervient alors même que la France n'est plus active au Mali et qu'elle est remplacée, notamment, par les « instructeurs » du groupe Wagner.*

*Certains acteurs politiques ont eu tendance à un peu trop vite condamner cette "assaut" de la "pensée woke afro-américaine", oubliant par la même que ce film de Marvel / Disney, s'il est bien le fruit du microcosme de l'élite intellectuelle et*

*culturelle américaine, n'aurait pas rencontré un tel succès d'estime en Afrique s'il ne répondait pas à des enjeux propres aux pays du continent. Et au-delà même de l'Afrique, ce topoï d'une minorité héroïque qui doit résister face à un envahisseur est très commun, dans toutes les cultures. Chaque peuple s'est approprié ce sujet très fédérateur de la lutte contre l'envahisseur étranger. Le problème de la France n'est donc pas, en soit, d'être accusée aussi gravement par les équipes de Marvel. Le problème c'est que le pays qui a produit des chefs d'oeuvres comme Astérix n'ait pas été capable, avant les américains, de construire pour l'Afrique des vecteurs culturels qui, tout en mobilisant l'imaginaire héroïque d'une lutte contre l'envahisseur, le fasse non pas au détriment de la France, mais contre les nouveaux impérialistes qui s'accaparent les ressources africaines via des accords très souvent léonins. Or sur ce sujet, les anglo-saxons (canadiens et américains en tête) ne sont pas plus en reste que les chinois ou les russes.*

*Dans l'idée donc, plutôt que de critiquer les représentations culturelles hostiles à la France que génèrent certains médias, la France doit détecter dans ces éléments culturels les éléments clés qui résonnent avec les revendications Africaines (besoin d'indépendance, de souveraineté, de respect), pour les inclure dans des vecteurs culturels de qualité non plus dirigés contre la France, mais contre des pays qui sont infiniment plus hostiles aux intérêts africains que ne peut l'être la France. Cela ne lave pas la France de toutes accusations, mais cette production culturelle aurait le mérite de ré-hiérarchiser l'échelle des menaces qui pèsent sur l'Afrique. En d'autres termes, plutôt que de s'indigner de films comme Black Panther, les autorités françaises devraient se demander quels films a produit la France, depuis 20 ans, qui s'adresse à l'Afrique en respectant et en glorifiant ses aspirations de souveraineté ? La réponse à cette question rhétorique démontre à elle seule les pans entiers du champs de bataille cognitif que la France a abandonné, à la fois autant par*



*manque de moyens que par manque  
de volonté.*

### **III) UNE STRATEGIE INFORMATIONNELLE PANAFRICANISTE AUX ARGUMENTS BIEN RODES**

Comme cela apparaîtra clairement ci-après et comme cela est déjà apparu dans les exemples donnés plus haut, la stratégie informationnelle des groupes panafricanistes reprend globalement toujours le même narratif avec les mêmes arguments diabolisant et victimaires. Colonisation, Franc CFA, interventionnisme militaire, pillage de ressources : les thèmes sont globalement toujours identiques et présentés sous des angles variables. Au bout du compte, il s'agit bien d'attaquer la France sur des facteurs éthiques et moraux **(1)** tout en convoquant des facteurs économiques à l'appui de cette argumentations **(2)**.

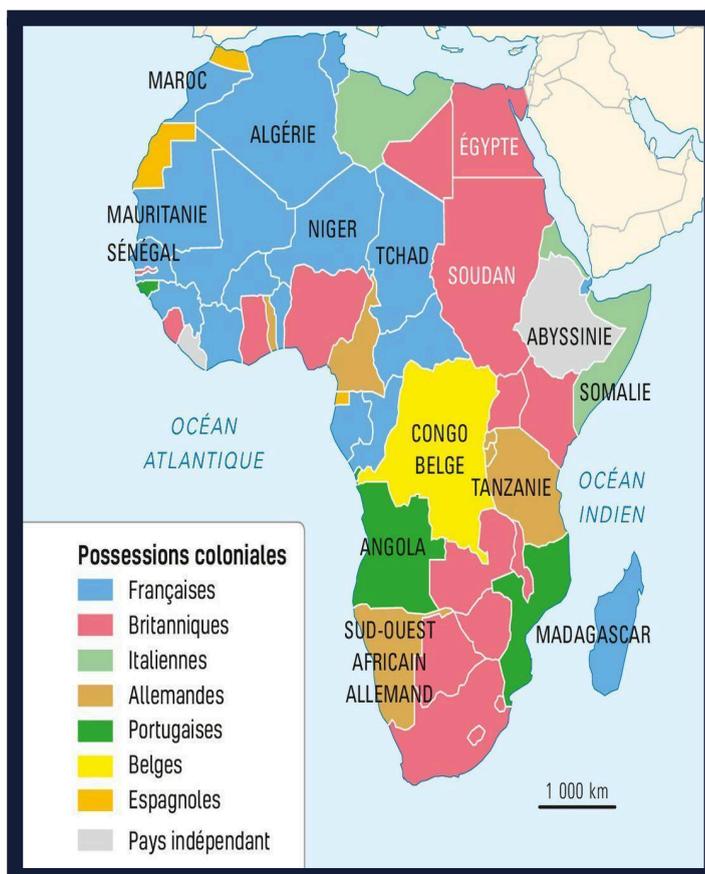
#### **1) Des arguments victimaires convoquant des facteurs moraux**

Les accusations panafricanistes à l'encontre de la France sur le plan du pathos et de la morale se fondent principalement sur un discours dénonçant le colonialisme et le néo-colonialisme français **(A)** ; mais les acteurs panafricanistes utilisent aussi des arguments propres au contexte récent des interventions de l'armée française, régulièrement accusée de crimes de guerre **(B)**

## **A) Des accusations de colonialisme à celles de néo-colonialisme**

Pour le président français Emmanuel Macron, la colonisation a été un “crime contre l’humanité”, ainsi qu’il l’a déclaré en 2017. Ce constat est partagé par une partie des activistes panafricanistes, qui reprochent à l’Occident en général et à la France en particulier se pécher originel de la colonisation.

Le rapport des panafricanistes à la colonisation française s’inscrit dans la temporalité propre à l’entreprise coloniale française, qui a connu trois périodes principales : la phase de traite négrière et d’occupation des comptoirs côtiers, la phase de conquête des terres intérieures, et la phase civilisatrice, visant à faire adopter les valeurs et modes de vie européens aux africains. La colonisation serait donc passée d’une simple idée marchande, à une vraie ambition de “command & conquer”. Cette dernière phase « civilisatrice » commence suite à la conférence internationale de Berlin, en 1885, date à laquelle les Européens se partagèrent l’Afrique, selon la répartition présentée dans la carte ci-contre.



Pour tirer un profit économique de ces territoires conquis et passer d’une “Afrique de la traite”

à une “Afrique des produits”, à partir de 1885 le gouvernement français investit massivement dans les infrastructures du continent. Sur le plan militaire, les Français auraient surtout profité des haines ancestrales entre ethnies africaines pour s'imposer, contribuant ainsi à déstabiliser les territoires colonisés, selon les panafricanistes, cette vision cynique de la France mettant à mal les hiérarchies naturelles du continent.

La domination de la métropole sur les colonies africaines s'affaissa peu à peu avec les deux guerres mondiales : en 1914-1918, les troupes coloniales virent le blanc mourir et saigner dans les tranchées comme les autres ; en 1939-1945 elles virent les Français défaits par d'autres puissances, achevant de détruire le mythe de toute puissance de la métropole. D'autant plus que cette époque de 1945 marque aussi la véritable naissance d'une élite dans les colonies, des autochtones éduqués “à la française”. Ces élites gagnèrent rapidement en autonomie et en influence grâce au contexte géopolitique mondial qui sonnait le glas des empires coloniaux.

Selon les acteurs panafricanistes, la France aurait dû à partir de cette phase de décolonisation accepter de quitter totalement le continent africain et de donner aux anciens colonisés une autonomie totale. C'est officiellement ce que la France a fait, mais selon les panafricanistes la réalité est bien différente : à la première colonisation (1885-1960s) s'est substituée ensuite une néo-colonisation : la France aurait profité d'accords avantageux pour s'imposer dans une domination moins voyante mais plus pernicieuse par le biais politique (soutien aux gouvernements acquis à la cause française), militaire (accords de défense avec des gouvernements africains et interventions militaires fréquentes), et financier (Franc-CFA notamment).

Pour l'historienne Catherine Vidrovitch dans Petite histoire de l'Afrique, à partir de 1960 s'ouvre une phase “néocoloniale” dans laquelle les sociétés africaines auraient tenté de copier le modèle d'État-nation westphalien

européen. Des militants issus des milieux élitistes aussi bien pro-français (comme Léopold Sédar Senghor président de la République du Sénégal de 1960 à 1980), que socialistes pro-soviétiques (comme Modibo Keita, président du gouvernement de la République du Mali de 1960 à 1968) atteignent dans cette période plus hautes responsabilités partout en Afrique. Durant cette période également, les nouveaux universitaires et intellectuels africains dénoncent le maintien d'institutions néocoloniales comme le Fonds d'aide et de coopération. Plusieurs exemples de cette époque irriguent d'ailleurs les argumentaires panafricanistes.

En février 1964, la France intervient militairement au Gabon avec ses parachutistes pour rétablir le pouvoir de M'Ba et permettre à la France de s'implanter plus profondément encore au Gabon par le biais de la jeune compagnie Elf qui lorgne alors sur les ressources en pétrole de la nation africaine.

Autre exemple, en Guinée le Président Sékou Touré (1958 à 1984) est dans le viseur des services de renseignement français qui souhaitent faire tomber ce dirigeant nationaliste et panafricaniste. Ils lancent ainsi à partir de 1958 l'Opération "Persil" qui avait pour but l'introduction en Guinée de faux francs pour déstabiliser l'économie du pays et faire chuter le gouvernement sous la pression de la rue. Les services français tenteront aussi plusieurs fois d'assassiner le chef d'état guinéen.

Ces deux exemples ne sont que deux éléments d'une longue liste qui ont émaillé l'histoire post-coloniale de l'Afrique et qui ont nourri l'imaginaire des panafricanistes, prompts désormais à dénoncer les ingérences économiques françaises ou les chefs d'Etat "franco-serviles".

Ces éléments, difficiles à nier tant ils marquent l'histoire post-coloniale de la France et de l'Afrique, sont le socle de tout l'argumentaire panafricaniste

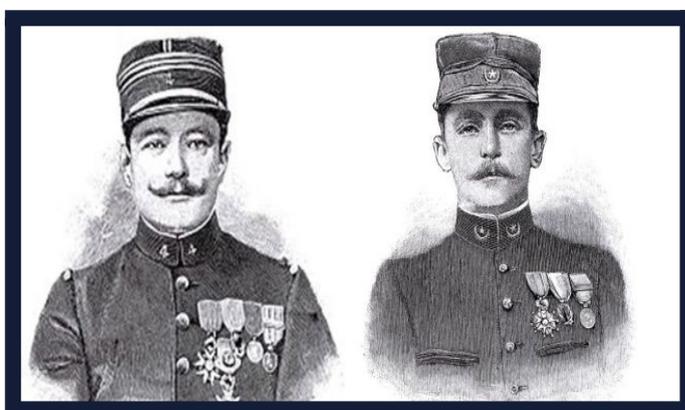
qui accusent Paris de n'avoir jamais fait le deuil de son projet colonial et d'avoir toujours les mêmes velléités d'oppression en 2023 qu'en 1885.

## ***B) Des accusations de crime contre l'humanité à celles de crime de guerre***

Ce projet néocolonial français se fonde sur le fer de lance politico-militaire que représente pour la France son armée. Les rhétoriciens panafricanistes ont conscience de l'importance de l'institution militaire dans la projection de l'influence française en Afrique. Aussi, ils s'attèlent à attaquer avec régularité l'institution militaire française. La violence de l'armée française dans la phase de domination coloniale (i) sert ainsi aux panafricanistes à placer l'armée française contemporaine en accusation, en dénonçant ses "crimes de guerre" supposés à l'heure actuelle (ii)

### ***i) Durant la domination coloniale :***

Pour la phase coloniale les attaques sont facilement assez simples. Les panafricanistes invoquent ainsi régulièrement comme exemple de la cruauté française le cas de la Mission Voulet-Chanoine, en 1899, qui a vu deux officiers français se lancer à la conquête du Tchad, à la tête d'une unité de plusieurs centaines d'hommes. Cette unité se transforma en sorte de colonne infernale commettant, à mesure qu'elle progressait en territoire africain, crimes de guerre et tortures, massacrant prisonniers et civils africains.





L'expédition sème ainsi une trainée de cadavres sur sa route, notamment dans le village de Birni N'Konni, presque entièrement décimé par la colonne française. Cet épisode douloureux de l'histoire française en Afrique est d'autant plus mal vécu par les panafricanistes que si l'expédition était commandée par des Français blancs de métropole, la plupart des soldats de la colonne infernale était composée non de blancs, mais bien de Soudanais, de Bambaras et de Peuls.

Dans la rhétorique panafricaniste, c'est donc la preuve du caractère diabolique de cette colonisation qui a conduit des africains à tuer d'autres africains, dans l'intérêt des Européens. L'expédition meurtrière de Mission Voulet et Chanoine n'est pas la seule dénoncée par les militants des droits de l'homme ou par les panafricanistes. Mais elle est archétypale des crimes français en Afrique noire, à l'image de ceux que peuvent être les enfumades d'Algérie pour la colonisation en Afrique du Nord.

### ***ii) Depuis la décolonisation et pendant la période actuelle***

La période postcoloniale est perçue, par beaucoup de cadres panafricanistes comme une sorte de guerre mondiale livrée par la France au continent africain, pour paraphraser le titre d'un ouvrage de Michel Goya. En effet, depuis la décolonisation la France n'a cessé d'intervenir militairement en Afrique, cela alors même que le Général De Gaulle avait déclaré : "les guerres coloniales, ça suffit !", une déclaration qui n'a pas été respectée d'après les acteurs panafricanistes. Ceux-ci dénombrent en effet près de vingt-huit interventions françaises en Afrique depuis 1964, dont quatre au Tchad, deux fois au Gabon, deux fois au Mali, quatre fois en Centrafrique, etc... La France apparaît ainsi comme la nation qui s'est le plus engagée en Afrique, au point qu'il ne semble pas y avoir de réelle rupture

dans l'interventionnisme français entre la période coloniale et la période post-coloniale.



Libye en 2011.

Surtout et encore, les panafricanistes ne critiquent pas seulement la tendance interventionniste des Français. Ils critiquent aussi la forme même de ces interventions, auxquelles ils imputent un caractère criminel. L'exemple récent le plus fréquemment invoqué par les panafricanistes est celui de l'intervention militaire française en

Cette intervention, perçue par les panafricanistes comme contraire au droit international, porterait aussi la responsabilité de la déstabilisation de toute l'Afrique, la chute de Kadhafi entraînant par ricochet des effets délétères sur tout le continent, notamment dans la région sahélienne. De là, le glissement est facile pour accuser la France de financer et/ou soutenir le terrorisme en Afrique.

Or cette instabilité régnante serait, selon les panafricanistes, en partie voulue par la France car permettant aux sociétés françaises de s'implanter plus facilement dans des pays déstabilisés et affaiblis. Une critique de l'action française très semblable et très inspirée des théories de Naomi Klein sur le capitalisme de désastre et la stratégie du choc (en l'occurrence attribuée Washington et non à Paris).

Pour le chercheur en sciences politiques Rahman Idriss, *"[la France] paie au Sahel la facture d'un demi-siècle d'interventions militaires en Afrique subsaharienne. Une quarantaine en tout, soit une tous les quinze mois, du*

*rétablissement manu militari du despote gabonais Léon Mba en 1964 aux récentes opérations Serval et Barkhane*". Ses mots sont certes sévères mais ils décrivent une réalité perçue par de très nombreuses populations africaines.

Ainsi, dans les arguments panafricanistes il est fréquent de retrouver cette accusation que la France serait le "pompier-pyromane" de l'Afrique, allumant elle-même les feux de la déstabilisation pour mieux être en incapacité d'intervenir ensuite dans la politique intérieure des Etats africains vulnérables. Du fait de ses fréquentes interventions en Afrique et de son incapacité à stabiliser la région, la France est donc sous le feu des critiques des panafricanistes.

Au Mali, la prise en main du gouvernement par la junte malienne puis l'expulsion rapide des Français apparaît ainsi comme une victoire symbolique et stratégique importante pour les panafricanistes, qui seraient finalement parvenus à chasser la France et le gouvernement franco-servile qui dirigeait le Mali, pays supposément déstabilisé par l'intervention française (une vision qui oublie peut-être un peu vite que la force française est intervenue au Mali avant tout sur demande du gouvernement local qui souhaitait arrêter la colonne rebelle dont les effectifs fondaient vers le sud du pays et menaçaient la capitale).

## ZOOM : L’Affaire des charniers de Gossi comme exemple d’offensive informationnelle dénonçant des crimes de guerre français

L'affaire dite des “charniers de Gossi” est un très bon exemple d’opération informationnelle relayée par les sphères russes et panafricanistes en utilisant comme argument les supposés crimes de guerre de l’Armée française.

Dans cette tentative de manipulation de l’information datant d’avril 2022, les forces françaises évacuent la base de Gossi en cédant le contrôle aux forces armées maliennes, cela dans le contexte d’expulsion des forces françaises du Mali par la junte au pouvoir. Quelques heures après le départ des Français de la base de Gossi, les forces maliennes et russes accusent la France de crime de guerre massifs : ils accusent la France d’avoir massacré plusieurs civils maliens qui manifestaient contre la France, avant de mutiler les corps et de les enterrer proche du camp militaire, pour masquer les preuves de ce crime de guerre.

Ces accusations contre la France ont été très vite relayées dans les sphères panafricanistes, de manière massive, et amplifiées par les canaux pro-russes ou proches de la Russie.



Mais la France a très vite été capable de réagir et de démentir ces graves accusations, en fournissant des images filmées par un drone français prouvant la manipulation : les vidéos montrent des soldats de Wagner et des FAMA enterrant des cadavres près du camp de Gossi pour mettre en scène le massacre et en accuser la France.

La publication rapide de ce démenti, bien orchestré par la force française, a évité que la situation n’escalade plus dans la rhétorique anti française, les mouvements panafricanistes et/ou pro-russes ont très rapidement cessé leur campagne sur ce sujet.



## 2) Des arguments victimaires convoquant des facteurs économiques

Au-delà des accusations attaquant la moralité de la France (responsable d'ingérence politique ou de crimes de guerre), Paris est aussi souvent accusée d'ingérence économique, accusation parfaitement incarnée dans le terme "*France Afrique*" (France-à-fric), terme utilisé pour exprimer le contrôle des sociétés françaises et de l'État sur les anciennes colonies<sup>[1]</sup>.

Cette politique de pré-carré africain de la France est, pour plusieurs chercheurs dont François Giovaluchi, l'une des grandes raisons du désamour croissant des africains envers la France.

Globalement, ces critiques panafricanistes qui visent la France sur des motifs économiques se séparent en deux grandes familles : d'un côté, les arguments qui reposent sur l'accusation de pillage des ressources rares des pays africains (**A**), de l'autre les critiques qui reposent sur l'utilisation par la France du Franc CFA comme outil pour confisquer la souveraineté des puissances africaines (**B**).

### ***A) Des accusations de pillage d'uranium à celles de pillage d'or***

Les accusations de pillage portées par les panafricanistes généralisent beaucoup le sujet, en accusant grosso modo la France de piller toutes les ressources rares des pays africains. Mais les influenceurs panafricanistes font souvent un focus particulier sur les supposés pillages français des stocks d'uranium, de pétrole et d'or, car il s'agit de ressources symboliques, qui apparaissent comme étant au cœur des échanges mondiaux

En effet, depuis la fin de la seconde guerre mondiale l'uranium est au cœur des enjeux de puissance, militaire comme politique. Il faut rappeler à ce stade, par exemple, que l'uranium utilisé pour les bombes de Nagasaki et de Hiroshima venaient du Katanga au Congo Belge (actuel République Démocratique du Congo). Dès la seconde guerre mondiale donc, l'Afrique apparaît comme un maillon incontournable de la chaîne d'approvisionnement du nucléaire, civil comme militaire.

La France ayant fait le choix du nucléaire civil et de la dissuasion nucléaire militaire, elle cherche dès les années 1950 des fournisseurs d'uranium. Naturellement, la France se tourne rapidement vers ses colonies (notamment le Niger, le Gabon et la RCA), pour se fournir en uranium. Malgré l'indépendance de ces nations, la France restera implantée dans ces pays pour garantir la pérennité de sa filière nucléaire : le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) conserve ainsi ses très intéressantes concessions au Niger. Ces concessions, très inégales du point de vue des Etats africains, ont poussé certaines nations dans une spirale déficitaire, doublée d'une spirale de violence : incapable de tirer profit de ses ressources en uranium, le Niger s'est par exemple enfoncé dans la crise, jusqu'au coup d'état d'avril 1974, au moment même où la France cherchait à accroître sa production électrique nucléaire de 180%.[\[10\]](#).

Cette curieuse coïncidence a été à la base de tout le discours panafricaniste sur le “pillage de l’uranium” par la France, un discours qui est encore largement répand : les “accords inégaux” d’il y a cinquante ans, bien qu’ils ne soient plus d’actualité, font l’objet d’une rente mémorielle par les mouvements panafricains pour attaquer les sociétés françaises.

Il faut noter que ce discours sur le pillage de l’Afrique par la France ne trouve pas seulement des échos au sein des mouvances panafricanistes. Il est aussi partagé et amplifié par des médias français, principalement d’extrême-gauche et d’extrême-droite, qui légitiment ainsi le discours des acteurs panafricanistes sur ce sujet.



Article publié sur le  
média  
d'extrême-gauche  
BASTA !

Article publié sur le  
média  
d'extrême-droite  
de Alain Soral,  
Egalité &  
Réconciliation !



## ZOOM : l’Affaire des soldats français pillant l’or africain

Un autre exemple concret de la désinformation panafricaniste visant la présence française en Afrique est l’affaire dite de “l’or des militaires”.

A partir de 2013-2014, plusieurs pages liées aux mouvances panafricanistes, lancent une grande campagne de désinformation visant à accuser les soldats français qui viennent d’intervenir au Mali d’être en réalité venus piller l’or du pays.



Plusieurs photographies circulent montrant supposément des soldats

français avec des quantités importantes de lingots d’or.

Il sera démontré plus tard que les photos sont soit des montages, soit des mises en scène, soit des vraies photographies montrant en réalité des militaires américains et non français.

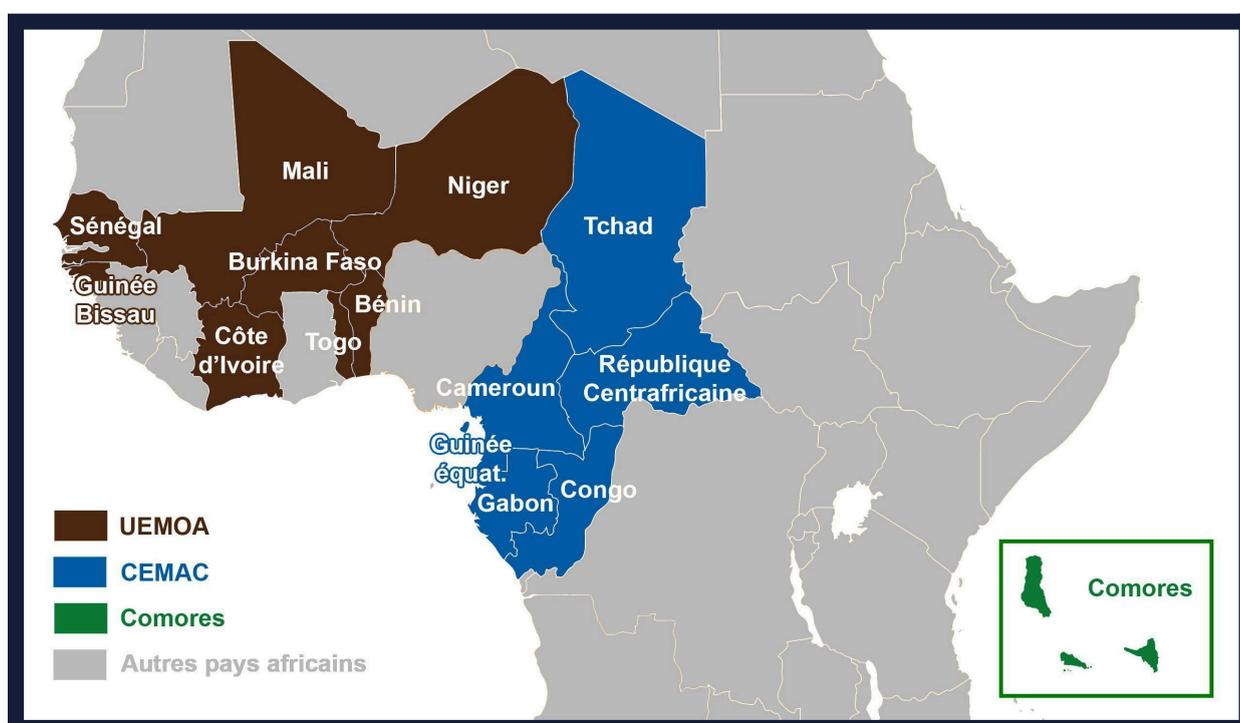
Ces accusations ont donc rapidement été “fact checkées” et “débunkées”. Mais cela n’empêche pas l’idée d’avoir fait son chemin dans l’esprit des populations africaines.

Ainsi le mal est déjà fait et, selon le principe du “pas de fumée sans feu”, la France reste suspecte d’être intervenue pour s’approprier les précieuses mines d’or maliennes.

Ces clichés et ces rumeurs, bien que largement débunkées, restent très partagés par les réseaux panafricanistes, y compris en 2023

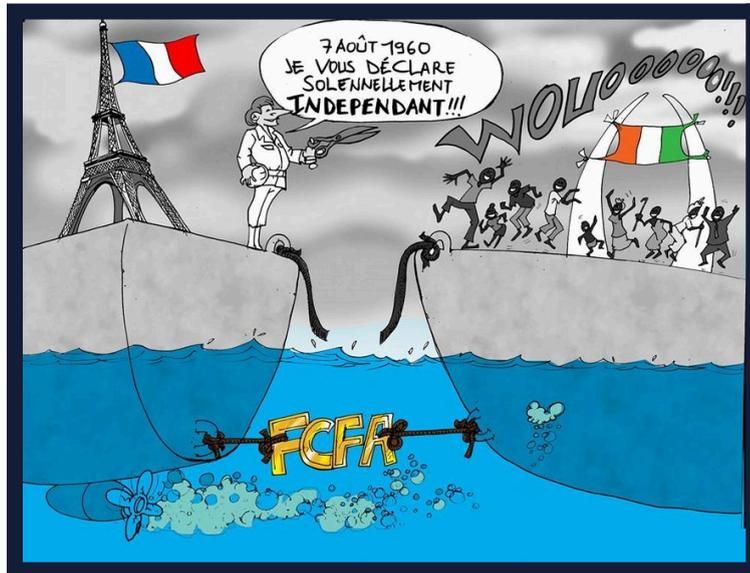
## ***B) Des accusations d'ingérence économique aux critiques contre le Franc CFA***

Le Franc CFA est un raccourci sémantique pour désigner les trois zones monétaires africaines en coopération avec la France, qui utilisent tous une monnaie commune : l'Union économique et monétaire Ouest-africaine (UEMOA), la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) et l'Union des Comores.



Cette monnaie, issue de la période coloniale française, s'est maintenue après la décolonisation car elle permettait aux économies africaines d'avoir une valeur fixe par rapport au franc et ensuite à l'euro. De plus, elle permettait à plusieurs pays de partager la même monnaie et donc, supposément, de faciliter les échanges. La stabilité de la monnaie était alors assurée mais elle obligeait aussi les États sous Franc CFA à placer 50%

de leurs réserves de change au Trésor français, posant donc une réelle question de dépendance vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale.

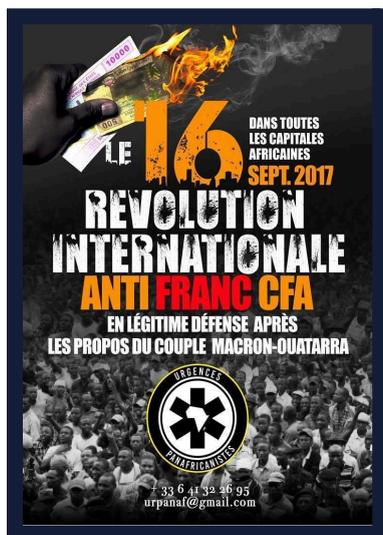


C'est de cette politique des 50% que naissent les critiques panafricanistes contre le Franc CFA, perçu comme un reliquat du colonialisme français et comme un outil de Paris pour conserver captives les économies africaines.

Dans l'argumentaire des panafricanistes, le Franc CFA est ainsi l'une des premières barrières à abattre car au-delà de l'importance économique que cela réverberait pour les pays africains, ce serait aussi pour eux un acte politiquement et symboliquement très fort. Le fait de battre monnaie pour un Etat étant, selon l'ancien premier ministre français Dominique de Villepin « *la possibilité d'échanges commerciaux et financiers garants de stabilité et de prospérité ; ensuite, l'expression d'une forme de souveraineté de l'État ; et, enfin, la participation à la manifestation d'une identité collective nationale* ».

Cette dernière phrase est certainement ce qui est le plus important pour le mouvement panafricain : retrouve, par la monnaie, cette identité que la domination coloniale aurait bafouée. C'est la légitimité du Franc CFA qui est remise en question et qui permet aux panafricanistes comme Kémi Seba de poser des questions qui ont été passées sous silence pendant des années : comment être souverain alors que les monnaies africaines sont, par l'histoire, étrangères ?

Corolaire de cette vision opposée au Franc CFA en tant que tel, il existe un narratif qui prétend aussi que la France ne serait qu'une puissance mineure, sans cette domination économique via le Franc CFA, et sans le pillage systématique de l'Afrique. Ce discours est certes porté par des influenceurs panafricanistes comme Kémi Seba (organisateur depuis les années 2010 de grands rassemblements contre le Franc CFA) et par leurs relais d'influence turcs.



*Ci-contre, affiche du mouvement de l'ONG Urgences Panafricanistes de Kémi Seba, appelant à la mobilisation contre le Franc CFA ;*

*Ci-dessus, un article du média d'état turc AA, destiné au public d'Afrique francophone, dénonçant le Franc CFA*

Mais paradoxalement, ce discours est aussi porté par des médias français, de l'extrême-gauche du spectre politique à l'extrême-droite, qui défendent la in de ce système monétaire, pour des raisons différentes (idéal décolonial pour la gauche, idéal nationaliste ou anti-immigration pour la droite).

#### Editorial de Bernard Lugan

##### **Supprimer le franc CFA : une urgence politique pour la France et une urgence psychologique pour l'Afrique**

Après les prochaines élections présidentielles, la France devra se débarrasser du boulet politique que constitue le franc CFA.

Le franc CFA (Franc des colonies françaises d'Afrique) a été créé le 26 décembre 1945. En 1958, il est devenu Franc de la communauté française d'Afrique. Aujourd'hui, il a deux noms car, dans la réalité, deux CFA existent :

*Article publié par l'historien africaniste Bernard Lugan, réputé proche de l'extrême-droite, notamment du mouvement royaliste Action Française*



*Article publié dans la revue  
d'extrême-gauche française  
dénonçant le Franc CFA*

Plus surprenant encore, ce discours contre le Franc CFA n'est pas seulement repris par les acteurs panafricanistes ou les acteurs français. Il est aussi repris par des puissances supposées alliées de la France, comme l'Italie : les mouvements populistes comme la Ligue du Nord (LEGA) ou le Mouvement 5 Etoiles (M5S) ont ainsi, depuis 2018, abondamment utilisé le Franc CFA pour attaquer la France sur sa politique africaine.

Plus intéressant encore, la Première ministre Meloni, du parti d'extrême-droite Frères d'Italie (Fdi), a elle été jusqu'à brandir un billet de Franc CFA lors d'un passage télévisé sur la chaîne LA7 en 2019. Elle y dénonçait la posture « néocoloniale » de la France, le tout sur fond de conflit diplomatique franco-italien sur la Libye, le Mont Blanc et surtout sur la crise migratoire en Europe du Sud.



Dans les deux cas, ces contenus ont été repris, diffusés et amplifiés par les réseaux panafricanistes, qui trouvent intérêts à utiliser ces vidéos et prises de positions, qui revêtent une forme d'argument d'autorité car émanant de cadres politiques de grands pays occidentaux dénonçant la politique africaine de la France.



# RECOMMANDATIONS OFFENSIVES

**PANAFRICANISME**

GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA FRANCE EN AFRIQUE

## **RECOMMANDATIONS : DE LA SIDERATION A LA NECESSAIRE CONTRE-ATTAQUE FRANÇAISE**

Le constat actuel est sans appel : partout en Afrique la France perd du terrain dans la sphère informationnelle. Une forme de "décolonisation cognitive" est en cours dans l'ensemble des anciens pays satellites de la France, processus porté en grande partie par les divers groupes panafricanistes présentés ci-avant, souvent appuyés et encouragés en cela par des acteurs extérieurs au continent.

Face à cette tenaille informationnelle, la France apparaît en état de sidération, abasourdie d'avoir perdu aussi vite son influence en Afrique après une inertie de plusieurs décennies.

Mais cette sidération doit impérativement laisser la place à une contre-offensive informationnelle organisée, agressive, totale et sans limites, cela afin de reprendre l'initiative dans la sphère des représentations et des perceptions.

L'enjeu ici n'est plus pour la France de se maintenir selon son modèle passé : il faut faire le deuil de cette époque révolue. L'enjeu ici est de permettre un désengagement en douceur de la France, tout en évitant que la place ne soit prise par des acteurs hostiles à l'hexagone et tout en préparant un retour, plus tard, sur le continent africain.

Les recommandations exposées ci-après s'inscrivent dans cette dynamique mixte qui combine autant du court terme (comment répondre aux narratifs panafricains actuels) et du très long terme (comment envisager

une réimplantation au Sahel l'horizon 2050). Car c'est bien de cela qu'il s'agit, préparer le retour de la France dans ces régions selon un partenariat et une relation renouvelée : les discours panafricanistes, quelque soit le sens qu'on leur donne, ont acté le divorce entre les nations africaines et leur ancien tuteur colonial. Un retour français dans cette zone d'influence nécessitera donc la formalisation d'une nouvelle relation, à la fois sur le plan politique mais surtout sur le plan économique.

Il n'est pas du ressort de ce dossier de fournir les orientations politiques à suivre pour repenser cette relation : ces recommandations sont avant tout informationnelles.

Mais il faut attirer l'attention sur une réalité : tous les outils et stratégies développés ci-après n'ont de sens qu'en tant qu'ils soutiennent, préparent et permettent un changement de paradigme politico-économique dans la relation Afrique-France. Appliquer ces recommandations sans mettre à jour le logiciel français sur l'Afrique est voué à l'échec. En ce sens, la guerre informationnelle que doit mener la France en Afrique n'est pas différente des guerres contre-insurrectionnelles plus classiques telles que théorisées par le Colonel Galula : l'action militaire (ici, informationnel), n'a de sens qu'en tant qu'elle est complétée par une action politique dans les territoires conquis. Ici le constat est le même : la ligne de front cognitive à l'assaut de laquelle monte la contre-offensive informationnelle française ne pourra être définitivement percée que si l'action politique ne contredit pas les nouveaux discours qui seront développés.

Ces éléments paraissent évidents et logiques, mais jusqu'à présent la communication stratégique et les opérations d'influence françaises ont été des échecs car cantonnées à l'échelon militaire et menées sans lien avec le politique, conduisant régulièrement à des contradictions entre le narratif diffusé par la propagande grise française, et le narratif tenu publiquement

par les dirigeants français. Ces frictions entre l'offensive informationnelle "covert" et les discours publics doivent absolument être réduites le plus possible.

C'est dans cette esprit de long terme et de synchronisation entre discours publics et narratifs "covert" que sont détaillés dans la partie à venir une série d'orientations à la fois conjoncturelles (1) mais aussi des recommandations plus structurelles et générales (2).

## **1) Recommandations conjoncturelles : attaquer les adversaires de la France en Afrique**

A l'inverse de recommandations structurelles (qui visent à créer, de manière générale, une doctrine de guerre de l'information qui soit utilisable), les recommandations conjoncturelles visent elles à proposer des réponses concrètes pour faire face à la perte d'influence française en Afrique, notamment face à des acteurs exogènes ou à des discours critiques.

Ces orientations présentent des voies d'action possibles, les façons dont la France peut répondre à ces attaques informationnelles. Les auteurs de ce dossier ne se prononcent pas sur la moralité de ces actions, ni sur leur applicabilité, pas plus qu'ils n'encouragent ces pratiques.

Il s'agit surtout ici de présenter, de manière non exhaustive, des moyens d'action mobilisables, une présentation qui laisse clairement apparaître le *gap* entre ce que la France *fait* et ce que la France *pourrait faire*.

Ces orientations offensives sont présentées ici sous trois grands angles d'attaques :

- **Attaques sur les acteurs endogènes (A)** : Réduire la capacité de nuisance des mouvements et acteurs panafricanistes en semant le trouble et le chaos dans cette galaxie d'acteurs
- **Attaques sur les acteurs exogènes (B)** : Discréditer, auprès des populations africaines, les acteurs exogènes (Russie, Turquie.) en les attaquant sur leur bilan, leurs intentions...
- **Contenus promotionnels (C)** : Promouvoir une vision positive de la France auprès des populations locales

Ces différents axes et leurs orientations respectives sont donc présentés ci-après.

### ***A) Attaques sur les acteurs endogènes :***

#### ***Recommandation n°1 : Discorde et guerres de chapelles***

- Semer la discorde au sein des mouvements panafricanistes en encourageant les “guerres de chapelles”

**Constat** : La première partie de ce dossier a bien montré qu'une grande partie du discours anti-français est produit ou amplifié par les acteurs panafricanistes. Il est aussi apparu clairement que ces groupes sont nombreux et, fondés autour de personnages ou de chefs charismatiques, sont parfois antagonistes. Ils défendent des idées différentes, ont une vision politique différente, ont des intérêts nationaux, religieux ou ethniques différents... Le cas de Ben Le Cerveau en est ici un bon exemple puisque,

lors de sa fulgurante ascension, il ne s'est pas gardé de généreusement attaquer ses homologues de la sphère panafricaniste.

**Actions à mener\_:** Par des actions d'influence cibler, la diffusion de rumeurs ou la diffusion de contenus détournés, il est possible d'accroître les divisions et la polarisation au sein de la sphère panafricaniste, pour en accroître l'hétérogénéité et donc en réduire "l'interopérabilité". Cette fragmentation de l'écosystème panafricaniste réduira ainsi considérablement la capacité des acteurs à diffuser, amplifier, coordonner voire centraliser leurs efforts de propagande. Dans le cadre d'une telle action, il sera important d'assumer semi-publicement ces procédés, afin de rajouter aux effets directs de cette action des effets indirects passifs : ces actions feront naître une forme de paranoïa dans la galaxie panafricaniste poussant les acteurs clés à s'entre-dévorer et à s'entre-accuser d'être des agents français ou de faire le jeu de la France en divisant la communauté.

### ***Recommandation n°2 : Discrédit des key leaders locaux***

- Discréditer les "key leaders" des mouvements panafricanistes

**Constat :** Une grande partie de la diffusion des idées panafricanistes s'organise autour de figures charismatiques, qu'elles soient vivantes (ex : Kémi Séba), ou morte (ex: Thomas Sankara). Ces figures personnifient, incarnent et portent les idées panafricanistes, elles en sont les hérauts et les porte-paroles. Mais ces personnalités n'ont ce rôle que parce qu'elles sont placées sur un piédestal, en raison de leur parcours sans faute ou de leur moralité particulière.

**Actions à mener :** Par des actions d'influence offensives, des contenus détournés, des rumeurs, des campagnes médiatiques et des enquêtes

techniques permettant d'obtenir des éléments compromettants, il est possible de décrédibiliser durablement ces "key leaders", qu'ils soient vivants ou morts, en les faisant tomber de leur piédestal. Ces actions d'influences ont ainsi pour vocation de salir ces personnes en les attaquant sur leurs amis, leur famille, leur passé, leur pratiques sexuelles, leurs avoirs financiers, leurs sources de financement, leur morale religieuse ou civique, etc... La chute de certains "key leaders" suite à certaines de ces campagnes doit bien sûr être anticipée et utilisée comme fenêtre d'opportunité, notamment pour rebondir vers l'orientation n°1, semer la discorde entre les groupes et notamment entre les possibles successeurs du "key leader" qui vient d'être déchu. Ce momentum peut aussi être utilisé pour placer, faire monter ou positionner des "key leaders" dits "d'opposition contrôlée", plus favorables à la France et plus faciles à tenir ; le cas échéant, cette démarche doit être implicitement assumée pour, ici aussi, contribuer à l'effet de paranoïa au sein de la mouvance panafricaniste en poussant chaque "key leader" à accuser les autres "key leaders" d'être dans l'opposition contrôlée.

## ***B) Attaques sur les acteurs exogènes***

### ***Recommandation n°3 : Discrédit des chefs d'Etats étrangers***

- Discréditer les chefs d'Etat exogènes auprès des populations africaines

**Constat** : L'amitié que vous une partie des populations civiles africaines à des acteurs comme la Russie ou la Turquie rayonne en réalité de l'admiration qu'ils ont directement pour les chefs d'Etat de ces pays. Le Président Poutine jouit ainsi en Afrique d'une aura d'homme fort, en

opposition à la mollesse des chefs d'Etat occidentaux ; le Président Erdogan apparaît quant à lui comme le gardien de l'Islam face à un occident en décadence. Les deux apparaissent comme les promoteurs et les défenseurs de valeurs traditionnelles, valeurs supposément menacées en Occident.

**Actions à mener** : Par des actions d'influence, il est possible de nuire à la réputation positive qu'ont le Président Erdogan ou le Président Poutine en Afrique, notamment en détruisant leur image d'homme fort. Les pratiques de *memetic warfare* (production, diffusion et amplification de memes, ces petites images drôles qui peuvent encoder un sous-texte politique) sont ici un bon moyen de tourner en ridicule ces chefs d'Etat, selon une pratique déjà utilisée par les unités PsyOps et StratCom Ukrainienne depuis février 2022, ou utilisée par les opérateurs du Political Warfare Bureau de Taïwan : la diffusion de nombreuses images humoristiques présentant le Président Poutine en singe ou le Président Xi Jinping en winnie l'ourson ont ainsi contribué à détruire la majesté et l'aura de leur fonction auprès des populations cibles. En plus de ces méthodes de guerre par les "memes", la production de campagnes d'influence plus orientées et amplifiées par des relais de presse doit permettre de montrer l'envers du décor du pouvoir de ces "hommes forts", par exemple en montrant le Président Poutine comme un dirigeant qui a les mains liées par sa dépendance vis-à-vis de la Chine, ou en montrant le Président Erdogan avant tout comme un acteur opportuniste et populiste, à la politique intéressée et électoraliste. Par l'émotionnel (les memes) et la preuve d'autorité (des articles de presse sérieux), il sera ainsi possible de réduire, peu à peu, l'image rassurante et charismatique de ces chefs d'Etat. Sur le long terme, les périodes de succession politique (dans le cadre de la Russie post-Poutine) et d'élections (dans le cadre de la Turquie), doivent impérativement être exploitées pour amplifier, vers le continent africain, tous les discours d'opposition au

Président en place en Turquie et en Russie, notamment les discours de l'opposition nationaliste, qui reprochent au Président Poutine ou au Président Erdogan d'être trop "mous" par exemple.

### ***Recommandation n°4 : Discrédit de la politique intérieure des Etats étrangers***

- Discréditer les Etat exogènes et leur politique intérieure auprès des populations africaines

**Constat** : De même qu'une partie de la population africaine a une image positive des chefs de l'Etat précités, ils ont aussi une image positive de ces pays en tant que tels, les percevant comme des modèles anti-coloniaux, protégeant des valeurs traditionnelles et conservatrices. Encore, la Russie se targue par exemple d'être un ami de longue date des mouvements anti-coloniaux, rappelant avoir même une université à Moscou du nom de Patrice Lumumba ; la Turquie rappelle quant à elle souvent que l'Empire Ottoman était un modèle de cohabitation qui a protégé les territoires africains de la colonisation européenne.

**Actions à mener** : Par des actions d'influence, il est possible de nuire à l'image de ces Etats auprès des populations africaines. Ici, il serait contre-productif d'attaquer la Russie ou la Turquie sur leur manque de considération pour les principes démocratiques ou libéraux occidentaux. Il faut faire exactement l'inverse et attaquer ces pays sur leur conservatisme de façade, en mettant en avant par exemple les *gay pride* qui ont lieu en Russie ou en Russie, en mettant en avant l'important taux de divorce ou d'avortement, la forte consommation d'alcool en Russie (ḥarām dans les pays musulmans), la perte de vitesse des valeurs religieuse, la culture matérialiste qui règnent de plus en plus en Turquie et en Russie, etc... Des

campagnes plus ciblées doivent aussi permettre de mettre en échec le récit de ces pays comme étant des modèles de tolérance raciale ou ayant été des alliés de la décolonisation : l'amplification et/ou la création de contenus circonstanciés montrant des africains victimes de racisme, d'attaques ou de moquerie en Russie ou en Turquie est un type de contenu qui, s'il fait l'objet d'importants relais et s'il est exploité correctement, durablement nuire à l'image de marque de ces pays auprès des populations africaines.

### ***Recommandation n°5 : Discrédit de l'action des Etats étrangers***

- Discréditer l'action et la présence des Etats exogènes auprès des populations africaines

**Constat** : Les puissances exogènes, au premier rang desquelles la Russie, tendent à dépeindre leur présence en Afrique de manière positive, présentant leur intervention comme inscrite dans une vision décoloniale et dans une optique de pacification face à des groupes terroristes ou rebelles prétendument soutenus par l'occident. Cette propagande obtient des effets importants auprès des populations africaines qui, pour une grande partie d'entre elles (avec des degrés variables selon les pays), ont une bonne image des forces russes, phénomène qui a d'ailleurs contribué à l'expansion de l'activité de Wagner dans la BSS : avant même que la Russie ne mène réellement de grandes opérations d'influence au Mali ou au Burkina Faso, les populations locales pouvaient, par le bouche-à-oreille et par les vidéos d'influenceurs et de key leaders panafricains, se faire une opinion positive de l'action russe en Centrafrique.

**Actions à mener** : Par des actions d'influence offensives ciblées il est possible de nuire définitivement à la présence des acteurs exogènes en

diabolisant leur action et leur présence auprès des populations africaines. Ici, il serait encore une fois illusoire de tenter d'attaquer la Russie, par exemple, pour ses procédures expéditives vis-à-vis des Groupes Armés Terroristes, même si ces pratiques constituent des crimes de guerre selon les standards occidentaux : dans un contexte africain, cette rapidité des Russes à se débarrasser du problème qui est louée et acclamée. Elle ne choque pas ou peu, et tenter de détourner les populations locales de la Russie en s'appuyant sur ces arguments ne fonctionnera pas (alors qu'ils fonctionnent pour diaboliser l'action des Russes en Afrique auprès de populations occidentales par exemple). En revanche, diaboliser l'action des Russes vis-à-vis de civils, et notamment de femmes et enfants, pourrait fonctionner : amplifier ou créer du contenu accusant des éléments exogènes de crimes sexuels pourrait ainsi s'avérer efficace en termes d'influence. La puissance de ces accusations peut être décuplée en menant des accusations très circonstanciées et présentées pour choquer autant que possible la population locale, par exemple en n'accusant pas seulement les militaires de la puissance exogène de violences sexuelles contre des femmes locales, mais en mettant en lumière des viols commis contre de jeunes garçons et de jeunes hommes et la façon dont ceux-ci sont couverts par la hiérarchie locale. Dans un autre registre, la diffusion de contenus ciblés et de rumeurs accusant les puissances exogènes de pillages des ressources des pays africains permettrait, en étant amplifiées correctement, de mettre en avant la duplicité de ces puissances exogènes, qui ont eux-même accusé la France de colonialisme, pour finalement eux-même se rendre coupables de prédatons économiques. De manière générale, toutes les "rumeurs de guerre" possibles peuvent permettre d'affaiblir la position des acteurs exogènes vis-à-vis des populations locales : trafics d'organes, viols, vente de faux médicaments, enlèvements, empoisonnement de puits ou de nourriture, blasphèmes, assassinats



ciblés, tortures... Peu importe que ces rumeurs soient finalement éteintes par des démenties, elles laisseront toujours une trace qui contribuera à un phénomène de saturation cognitive sur le très long terme, tissant donc un faisceau de suspicions à l'égard des puissances exogènes.

## **2) Recommandations structurelles : donner à la France les moyens d'opérer dans la sphère cognitive**

Ces recommandations ont pour objectif de permettre un changement capacitaire et un changement de nature de l'approche française de la guerre de l'information et de la guerre cognitive.

Ce changement d'approche s'appliquera autant dans le cas précis de la présence française en Afrique, mais plus largement à toute la stratégie française, à l'international et sur le territoire national. C'est en cela que ces recommandations sont "structurelles", elles visent à poser une structure, une fondation, une nouvelle "masse de granit" pour permettre à la France d'être prête et armée pour faire face à la guerre de l'information.

Sur le plan structurel donc, plusieurs constats principaux peuvent être posés pour comprendre l'incapacité française à produire une contre-offensive informationnelle satisfaisante ; à ces constats doivent répondre des actions concrètes, dont les grands traits sont dressés ici sous la forme de recommandations.

### ***Recommandation n°6 : Accroissement des moyens de veille informationnelle***

- Accroître la veille des réseaux sociaux pour identifier très en amont les opérations d'influence pouvant cibler la France et/ou pour identifier les agents d'influence actionnables et à surveiller

**Constat** : Une grande partie de l'actuelle sidération française vient du fait que les autorités françaises ont mal identifié le basculement de l'opinion en cours, ne percevant dans les faits qu'une opposition habituelle à la France mais sans percevoir que quelque chose était en train de se "briser" chez les anciens pays partenaires de la France, sans percevoir non plus le caractère industriel et organisé d'une partie des attaques informationnelles ciblées contre la France, sans percevoir la dynamique de long terme de tout cela.

**Actions à mener** : Il est nécessaire que la France se dote d'une véritable unité de veille qui conduit un travail de surveillance, de quantification et d'analyse des informations diffusées dans les pays partenaires afin de sonder les situations locales et d'anticiper les basculements cognitifs. À l'heure actuelle des moyens techniques de *social listening* permettent d'identifier les manipulations d'opinion opportunistes de manière quasiment systématique : cette ensemble de signaux faibles, analysés sur le temps long et sur une période donnée, permettent de percevoir le basculement cognitif en cours, d'identifier qu'une offensive informationnelle est en cours, d'identifier ses acteurs clés et d'y répondre.

Il est crucial que cette unité de veille compte des effectifs importants et soit composée non seulement de militaires, mais aussi de praticiens des métiers de la communication, d'ingénieurs et d'experts en sciences sociales et électorales, ainsi que des géographes, des ethnographes, des linguistes et des psychologues.

## ***Recommandation n°7 : Actualisation des connaissances et analyses sur l'Afrique***

- Actualiser les connaissances et capacités d'analyse françaises sur la zone d'Afrique francophone, notamment en relançant des programmes d'échanges civils et militaires avec ces nations.

**Constat :** Présente depuis plusieurs siècles en Afrique, la France se gargarise régulièrement de "bien connaître" le continent. Il est vrai que la France compte parmi les plus grands africanistes et que l'école ethnologique française a été en pointe dans l'analyse des dynamiques du continent africain. Mais l'Afrique, plus encore que les autres espaces géographiques, a subi des mutations très profondes depuis la seconde moitié du XXe siècle, si bien que les connaissances françaises sur ce continent, polluées par des connaissances passées datées (ou par une forme de droitdelhommisme très éloigné de la réalité africaine et très colonial dans son approche moralisatrice), ne correspondent plus du tout à la réalité. Cet orgueil français a conduit la France à commettre des erreurs d'appréciation et des erreurs stratégiques importantes, autant d'erreurs qui auraient pu être évitées en réunissant la méconnaissance française pour ce continent.

**Actions à mener :** Pour éviter de nouvelles erreurs similaires, il est crucial que la France, ses représentants et ses armées, montent en compétence dans leur connaissance du continent africain.

Cela passe par une forme de "reset" des relations franco-africaines, la France devant désapprendre ce qu'elle connaît de l'Afrique pour mieux la découvrir telle qu'elle est, et non telle que Paris aimerait qu'elle soit.

Cela passe aussi par la mise en place de partenariats concrets qui, au-delà de l'approche désincarnée et ethnologique actuelle, permettront à des

acteurs français d'obtenir une connaissance de terrain des zones concernées par la présence française. On peut imaginer ainsi des partenariats entre universités plus importants, des programmes d'études pour permettre à des Français d'aller étudier ou enseigner sur place. La France garde une vision coloniale qui consiste à croire qu'elle doit former les cadres africains en France, sans comprendre qu'une partie de l'enjeu actuel est bien l'inverse, former des cadres français en Afrique, pour les familiariser à cet espace.

Sur le plan militaire, il est aussi possible d'imaginer des partenariats locaux avec des pays alliés, par exemple pour que la formation initiale de certains militaires (de l'EVAT au Saint-Cyrien) inclut un passage obligé de quelques semaines ou quelques mois dans le centre de formation d'un pays partenaire, avec des classes ou des entraînements conjoints... L'intérêt militaire d'un tel dispositif est probablement militaire, mais sur le plan de la connaissance des pays dans lesquels la France agit, les effets seraient directement visibles. Un autre effet bénéfique étant bien sûr une probable réduction du turnover dans les armées françaises : les armées françaises font face à une épidémie de démissions ou de non renouvellement de contrats, notamment en raison d'une vie régimentaire morne, seulement ponctuée par des départs en mission VIGIPIRATE/Sentinelle. La possibilité d'aller en Afrique dès l'étape de la formation initiale devrait permettre de garder les hommes motivés, notamment à une époque où l'armée française se désengage de tous ses théâtres avec comme corollaire une crise existentielle à venir pour l'institution.

Tout ce système de partenariats et d'envoi de français dans les pays africains devra bien sûr se faire en ayant mis en place un système de RETEX au retour en France. Ce système permet ainsi de transformer tous les

citoyens français envoyés sur place en capteurs de renseignement pour prendre la température de la situation locale.

***Recommandation n°8 : Création d'une unité civilo-militaire spécialisée dans les opérations de propagande grise et de propagande noire***

- Créer une unité civilo-militaire, intégrée ou non à un service de renseignement existant, pour organiser, planifier et mener les opérations de propagande grise et noire de la France.

**Constat :** En observant en détails les dernières années écoulées en Afrique, il apparaît très clairement que la France, si elle parvient à identifier certaines opérations informationnelles et à y répondre, reste globalement enfermée dans une approche purement défensive, de *damage control*. Si cette stratégie, bien que vouée à l'échec, pouvait se justifier quand la France gardait pied en Afrique, aujourd'hui elle n'a plus de sens : pour défendre une position, encore faut-il avoir une position à défendre. Dans la situation actuelle, où la France se fait évincer du continent, la nécessité de conduire des actions purement offensives se fait sentir plus que jamais.

**Actions à mener :** La France ne dispose pas, à l'heure actuelle, d'unités militaires ou civilo-militaires spécialisées dans le domaine de l'influence grise et noire. Or au même titre que la France dispose d'un Service Action pour conduire des actions militaires clandestines et du COS pour conduire des opérations militaires non-conventionnelles, elle se doit de se doter d'une unité capable d'agir, sur les mêmes enjeux, mais dans la sphère informationnelle et cognitive.

Cela peut impliquer de mener des campagnes de dénigrement, de *character assassination*, de créer des botnets, des *echo chambers*, ou de mener des campagnes d'*astroturfing*. Cela peut aussi impliquer des attaques informationnelles sous l'angle du *hardware* (destruction physique du matériel de production vidéo d'un acteur par exemple) ou sous l'angle du *software* (attaque DDOS contre un site partageant de la désinformation anti-française par exemple).

Pour des raisons évidentes de cloisonnement, de telles opérations ne peuvent être confiées aux unités qui existent à l'heure actuelle et dont la doctrine d'action est, encore une fois, surtout défensive, basée sur le modèle américain de diplomatie publique et de PsyOps militaires "hearts and minds", c'est à dire supposées susciter l'adhésion de la population à un agenda, et pas forcément susciter le rejet par la population de l'agenda adverse.

Or c'est bien ce que doit chercher la France désormais : susciter de la défiance vis-à-vis des acteurs anti-français, qu'ils s'agissent d'acteurs endogènes (opposition interne au pays) ou exogènes (russes, turcs...). Les unités actuelles, qu'il s'agisse des J9, du ComCyber, du CIAE ou de VIGINUM, bien que toutes utiles dans leur sphère donnée, ne sont pas adaptées à une montée en gamme et un changement de nature de la doctrine informationnelle offensive de la France. Cette transformation nécessite la création d'une unité offensive spécialisée et autonome.

Les auteurs de ce dossier insistent par ailleurs sur la nécessité de penser cette ou ces nouvelles unités de manière œcuménique : ce nouveau domaine de la guerre cognitive nécessite une fluidité d'action et de pensée proprement incompatible avec un leadership et une doctrine qui seraient uniquement militaires. Si les militaires doivent avoir une place dans ces

futures unités, ces unités, pour être réellement disruptives et innovantes, devront laisser la part belle à des civils aux parcours éclectiques.

Les auteurs du présent rapport défendent sur ce point une approche similaire à ce qui a pu s'exprimer sur les enjeux cybers : les meilleurs praticiens de ces disciplines ne sont pas forcément toujours les officiers de carrière sortis de l'école d'application des transmissions ou les officier spécialistes sortis de grandes écoles d'ingénieurs ; les "bidouilleurs" et autres passionnés du sujet, qui se sont passionnés pour le cyber dans leur coin, ont souvent sur ces sujets une approche innovante, plus féconde que celle que peuvent avoir leurs camarades aux parcours plus traditionnels.

Si ces unités devront donc trouver leur place dans les institutions, il est nécessaire, dès le départ, de les concevoir avec une grande liberté, une forme d'hybridité et de souplesse, car ce fourmillement interne est le seul moyen de faire émerger des méthodes d'action à la fois réalistes et efficaces, qui ne se limiteront pas à des grandes réflexions théoriques inapplicables.

***Recommandation n°9: Mobilisation des acteurs alliés et amis sur la nécessité de soutenir l'action d'influence française***

- Remobiliser les puissances alliées et/ou amies de la France qui ont pu, directement ou indirectement, contribuer à miner la position française en se faisant les caisses de résonance de discours anti-français.

**Constat :** Comme l'a démontré une partie de ce dossier, en plus des acteurs reconnus comme des adversaires géopolitiques de la France (Russie, Turquie), certains acteurs alliés ont pu aussi développer ou soutenir

des discours et des narratifs qui sont venus miner la position française en Afrique.

C'est le cas notamment des États-Unis avec Voice of America par exemple, ou du Qatar avec ses émissions sur Al-Jazeera, ou de l'Allemagne avec ses émissions diabolisantes sur ARTE, ou de l'Italie avec les déclarations incendiaires de ses responsables politiques pour dénoncer la politique française en Afrique, notamment à travers le Franc CFA. C'est même le cas de certains acteurs médiatiques, économiques et politiques qui en France partagent des narratifs hostiles à la France, à son passé, ou à son présent supposément problématique.

Il n'y a pas lieu de juger la légitimité de ces critiques mais simplement de faire le constat que, dans le cadre d'une contre-offensive informationnelle, la France ne peut pas se permettre d'être la cible d'attaques dans son propre camp, ces critiques venant nourrir et légitimer le narratif adverse. S'il n'est pas question de censurer la parole d'acteurs qui ont le droit, dans une démocratie, d'émettre des critiques sur la politique étrangère française, il est important de rappeler à chacun la responsabilité morale qu'il a s'associer à des discours anti-français, et la responsabilité légale qu'il a à s'associer volontairement à des opérations d'influence ennemies.

**Actions à mener :** Il est donc crucial que la France rassemble et remobilise ses partenaires et citoyens, pour leur rappeler leur devoir de responsabilité et leur rappeler que nuire à la position française en Afrique, c'est en réalité affaiblir totalement la position occidentale sur le continent et donc prendre le risque de renforcer la Russie et la Chine sur le long terme.

## ***Recommandation n°10 : Création d'une matrice d'analyse et d'action sur les problématiques de guerre de l'information***

- Créer une « école de pensée française » sur la guerre de l'information, pour développer des concepts, grilles de lecture et moyens d'actions concrets sur ces thématiques, à la fois sur le plan défensif et offensif.

**Constat :** Cela est acquis et connu, mais une grande partie de la capacité offensive d'un acteur sur le plan militaire vient de la qualité de son renseignement et donc de l'analyse préalable qu'il a fait de la situation. Sur le plan informationnel, cela a été en grande partie laissé de côté par la France, la France ne disposant pas des moyens d'analyse et d'actions pour analyser, quantifier, détecter, disrupter des opérations adverses, et encore moins des méthodes opérationnelles et stratégiques pour planifier, mener et évaluer ses propres opérations offensives.

**Actions à mener :** Il est crucial que la France mette en place une matrice d'analyse de la sphère informationnelle pour être capable de savoir, sur les théâtre où elle est présente, comment se diffuse l'information. En effet, l'analyse de la zone d'opération est déjà courante dans la stratégie militaire classique, via ce que la doctrine militaire anglo-saxonne nomme l'Intelligence Preparation of the Battlespace (IPB). Mais cela est aussi valable sur le plan informationnel : un général d'armée doit identifier les routes d'une province, les villages, les zones civiles, un opérateur de missions d'influences doit faire de même en identifiant la façon dont se créent, se diffusent et se répandent les informations.

En effet, on ne planifie pas les mêmes opérations d'influence en France, qu'en Thaïlande que dans le Nord du Mali, qu'au Brésil... Chaque pays à ses spécificités : accès ou non à internet ; présence de lieu communautaires ou

non (bazars, marchés, chouras, centres commerciaux, foires...) ; importance du bouche à oreille ou non, importance de figures religieuses, d'anciens, de personnes politiques ; choix du journal, du réseau social, de la messagerie instantanée ; choix de la langue à utiliser ou des couleurs...

A l'image du marketing, qui tente d'obtenir autant de données possibles sur son audience cible pour procéder ensuite à du micro-ciblage, les opérations d'influence obéissent aux mêmes règles : avant même de vouloir influencer une population, il faut avoir identifié le tissu cognitif du territoire cible pour comprendre par quels canaux et par quel contenu on pourra atteindre l'objectif défini par le commandement.

Il est donc crucial que la France se dote, dans ses instances stratégiques, d'une matrice d'analyse adaptée, par exemple, de la matrice ASCOPE/PMESII, mais spécifiquement adaptée aux enjeux de la lutte informationnelle.

De même, dans les opérations défensives, l'utilisation de canevas d'analyse (STIX, DISARM) ou de méthodes de disruption (type kill-chain model) permettent, avec peu d'investissement, d'obtenir une résilience accrue face aux menaces informationnelles.

En plus de se familiariser avec ces concepts déjà existant, la France doit donc se jeter pleinement dans l'arène universitaire sur ces thématiques de guerre informationnelle, pour comprendre ces opérations, comprendre l'esprit humain, et se doter de moyens offensifs et défensifs adaptés aux nécessités françaises.



# CONCLUSION

**PANAFRICANISME**

GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA FRANCE EN AFRIQUE

## CONCLUSION : PENSER UNE RECONQUÊTE COGNITIVE DE LONG TERME

Comme cela a pu être exprimé tout au long de ce dossier, la France doit impérativement intégrer, comprendre et analyser sa défaite en cours. L'enjeu n'est plus d'éviter de perdre : la guerre de l'information est par définition une guerre de long voire très long terme. La défaite française sur le sol africain, qui apparaît clairement et visiblement en 2023, était d'une certaine façon déjà jouée en 2010, si ce n'est avant. C'est à cette époque que la France aurait dû proposer des contre-narratifs et des réponses offensives, pas maintenant, pas en 2023.

Les élites politiques, militaires et intellectuelles françaises doivent impérativement s'imprégner de cette défaite et faire le deuil de la "*special relationship*" qu'avait la France avec le continent africain. Surtout, dans ce processus d'analyse de l'échec français, ils doivent se garder de toute vision victimaire qui consisterait à accuser des acteurs externes de la défaite française.

Certes, il est évident que des acteurs hostiles à la France, endogènes et exogènes, ont contribué à la chute de la maison France en Afrique, ce dossier l'a suffisamment démontré. On ne peut nier le rôle de ces acteurs hostiles. Mais ils ne peuvent servir de bouc émissaire : la chute de son ambition africaine, la France la doit avant tout à sa propre incapacité à saisir pleinement l'enjeu cognitif, à anticiper les basculements d'opinion, à écouter les attentes des populations, à adapter ses propositions aux populations locales, à suivre les revendications d'un continent en pleine mutation. La débâcle française en Afrique n'a pas été planifiée à Moscou ou dans les locaux de l'association de Kemi Seba.

Cette débâcle, c'est à Paris qu'elle s'est jouée. Les puissances et forces hostiles à la France n'ont pas suscité la débâcle, ils l'ont exploité et accéléré ; ces forces hostiles ne sont fortes que parce que la France s'est montrée faible, que parce qu'elle s'est montrée sûre d'elle-même, dominatrice et trop confiante en sa capacité à maintenir son modèle d'influence sans l'adapter.

Mais il serait improductif d'enfermer l'analyse de cette débâcle dans une auto-critique incapacitante. En réalité, une fois le deuil passé et la gravité de la situation prise en compte, les décideurs français pourront se rendre compte de l'incroyable champ des possibles qui s'ouvre à eux pour déployer des efforts de reconquête.

Gardienne d'un empire continental, d'une mosaïque de peuples, la France devait pendant les dernières décennies être partout, sur tous les fronts, gagner sur chaque théâtre, être la meilleure à tout moment contre des ennemis qui pouvaient frapper tous azimuts. C'est le propre des guerres irrégulières, qu'elles soient militaires ou cognitives et informationnelles : le défenseur est désavantagé, devant tenir toute une ligne de front contre un ennemi souvent invisible et imprévisible ; tandis que l'attaquant lui, peut se contenter de briller ou d'être bon par intermittence, sans aucun enjeu. Le défenseur doit gagner en permanence et consomme donc en permanence des ressources pour garder sa position, tandis que l'attaquant opère de manière ponctuelle. Le défenseur doit être bon 100% du temps, l'attaquant ne doit être bon que les 1% du temps où il se décide à attaquer.

Aujourd'hui, la France, détrônée de ses bastions africains, n'est plus en position défensive. Pour la première fois de son histoire depuis la période coloniale, elle se retrouve à nouveau en phase offensive, avec donc une marge de manœuvre largement accrue. La France ne doit plus agir pour se maintenir dans des pays en faillite ; elle doit chercher à reconquérir des

pays perdus, où le rôle de défenseur est désormais occupé par l'attaquant d'hier.

Or le cas Afghan a prouvé que, s'il est facile d'être en position offensive pour une force irrégulière, révolutionnaire ou de subversion cherchant à obtenir le pouvoir, l'exercice du pouvoir, quand il a été obtenu, est beaucoup plus difficile qu'il n'y paraît : dans le cas de l'Afghanistan, les Taliban, après 30 ans de guérilla offensive, peine finalement à se défendre aujourd'hui face à un ennemi qui occupe désormais le rôle de l'attaquant (Daech-K, pour le nommer). De la même manière, en Afrique et dans la sphère informationnelle, maintenant que la France a été détrônée de sa zone d'influence et que les puissances adverses ont repris l'ascendant cognitif, ces forces doivent avoir conscience qu'elles vont, puisqu'elles assument désormais le pouvoir, jouer en défense et donc subir les attaques françaises.

C'est pour ça que l'intégralité de ce dossier propose une vision offensive, bien loin de la vision française qui consistait grosso modo jusqu'ici à "lutter contre la désinformation" ou à procéder à du *fact checking*. Ces pratiques, peut-être utiles à une époque, ne sont plus suffisantes dans un cadre nouveau où la France se retrouve "en attaque". Parce qu'elle est en attaque, la France doit... attaquer. Elle doit le faire avec mesure, intelligence et pour servir un projet politique précis. Mais elle doit attaquer.

Cette offensive informationnelle, dont les auteurs de ce rapport ont tenté de montrer l'urgence, répond en réalité à un triple besoin :

D'abord, à un besoin de justice et de revanche pour la France : les Français doivent abattre par la guerre informationnelle tous les acteurs qui ont voulu faire tomber la France par la guerre informationnelle. Il s'agit ici d'une question de principes, d'une manière de faire comprendre que, à l'avenir, la

France rendra coup-sur-coup à toutes les puissances qui attaquent l'hexagone par des moyens informationnels.

Ensuite, à un besoin d'entraînement, d'innovation et d'expérimentation : le continent africain, dans toute sa complexité, offre à la France un terrain idéal pour fourbir ses armes, mettre à niveau son approche de la sphère informationnelle et cognitive, entraîner ses opérateurs et ses officiers et formaliser une véritable doctrine complète de guerre de l'information, qui fait encore défaut à Paris. Perdu pour perdu, la France peut utiliser les trois décennies à venir pour expérimenter et devenir une puissance disposant de capacités et d'acteurs hors pairs en guerre de l'information.

Enfin et surtout, cette contre-offensive informationnelle est nécessaire dans une optique de reconquête : cela a suffisamment été évoqué dans le rapport, mais l'objectif à très long terme de la France, est de pouvoir se réimplanter dans son ancienne sphère d'influence, un objectif qui implique que d'ici là, la "place" soit libre. Les pratiques offensives, en attaquant les concurrents exogènes ou endogènes de la France, permettront ainsi de s'assurer, le moment venu, de pouvoir saisir un *momentum* favorable pour reprendre peu-à-peu pied sur certaines zones précises du continent. En d'autres termes, bien qu'elle ait perdu la guerre de l'information en cours, la France peut toujours faire en sorte, par des moyens offensifs de guerre de l'information, que ses adversaires ne gagnent pas et que le continent reste globalement disputé.

Pour conclure définitivement ce dossier, si les auteurs de ces lignes appellent de leurs vœux cette prise de conscience sur l'importance de l'enjeu informationnel, ils appellent aussi de leurs vœux une seconde prise de conscience. Les décideurs militaires ou politiques ne doivent surtout pas oublier que l'information ou la communication ne sont pas l'alpha et l'oméga de l'action politique. Au contraire. Ces deux vecteurs servent,

suivent et accompagnent l'action politique ; ils ne peuvent la remplacer totalement. Dans une optique de reconquête de son influence en Afrique (et dans le monde en général), la France ne peut donc pas faire l'économie d'une politique plus large et plus concrète. La guerre informationnelle n'est que la continuation de l'action politique par d'autres moyens, pour paraphraser Clausewitz.

En d'autres termes, dans le cadre africain, si l'usage de l'arme informationnelle sera un outil de taille pour Paris, les décideurs doivent aussi garder en tête que, dans tous les cas, ces actions offensives n'ont de sens qu'à condition que l'action politique suive et qu'elle se donne les moyens de réussir.

Encore une fois, il n'est pas du rôle de ce dossier de dresser le squelette de la future politique étrangère française en Afrique. Mais une chose est certaine aujourd'hui : quelque chose s'est brisé dans la relation franco-africaine. Et si l'arme informationnelle peut permettre de punir ceux qui ont contribué à briser cette relation, c'est bien l'arme politique qui permettra, sur le très long terme, de reconstruire un lien de confiance sur des bases nouvelles.

Et dans la construction de cette nouvelle relation, la France doit donc impérativement se garder de cette position infertile qui consiste à se plaindre d'avoir des adversaires géopolitiques, ou qui consiste à s'inventer des adversaires idéologiques. Car les panafricanistes, pas plus que les Turcs, que les Russes, que les Américains ou que les Chinois ne sont des ennemis absolus pour la France. Ils sont au mieux des variables de la politique d'influence de Paris, au pire des adversaires. Mais ils ne doivent jamais être perçus comme des ennemis absolus, avec lesquels Paris s'empêcherait de discuter ou de trouver des terrains d'entente.



Enfin et pour conclure, même si elle mobilise des moyens de guerre de l'information et de guerre cognitive, la France ne doit surtout pas perdre de vue que les populations africaines sont l'objectif et le trésor à préserver par l'influence française ; ils ne doivent donc jamais être perçus comme des ennemis.

Si l'Afrique est devenue pour la France un champ de bataille où se joue une partie de son influence, elle doit avoir conscience qu'en dernier instance, son objectif ultime, est bien de rechercher d'une part, la paix pour ce continent, d'autre part une paix qui préserve autant l'influence mondiale de la France que la souveraineté des nations africaines. Toute autre proposition politique sera vouée à l'échec, sera vouée à poursuivre un cercle vicieux entamé voilà des décennies.



# BIBLIOGRAPHIE

## **PANAFRICANISME**

GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA FRANCE EN AFRIQUE

## BIBLIOGRAPHIE

Sont présentées ci-après, dans un ordre alphabétique, les ressources consultées, utilisées et citées lors de la rédaction de ce travail.

- 1. **ABRAHAMSEN R.**, 2020, « Internationalists, sovereigntists, nativists: Contending visions of world order in Pan-Africanism », *Review of International Studies*, 46, p. 56-74.
- 2. **AGHION P., COHEN E. & PISANI-FERRY J.**, 2006, *Politique économique et croissance en Europe*, rapport n° 59 du Conseil d'analyse économique, La Documentation française.
- 3. **ARKHANGELSKAYA A.**, 2013, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », *Afrique contemporaine*, 248, p. 61-74.  
<https://doi.org/10.3917/afco.248.0061>
- 4. **AUDINET M. et GERARD C.**, 2022, « Les “libérateurs” : comment la “galaxie Prigojine” raconte la chevauchée du groupe Wagner au Sahel », *Le Rubicon*, 15 févr. <https://lerubicon.org/publication/la-galaxie-prigojine-promoteur-de-wagner-au-sahel/>
- 5. **AUDINET M. et HARDING B.**, 2021, « En Centrafrique, la Russie externalise son influence médiatique », *La Revue des médias*, 13 oct. <https://larevuedesmedias.ina.fr/republiquecentrafricaine-russie-sous-traitance-influence-information-radio-lengo-songo>
- 6. **AUDINET M.**, 2018, « Diplomaties publiques concurrentielles dans la crise ukrainienne. Le cas de RT et Ukraine Today », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2, p. 171-204.  
<https://doi.org/10.3917/receo1.492.0171>

- 7. **AUDINET M.**, 2021 Le Lion, l'Ours et les Hyènes. Acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone, IRSEM, Étude n° 83, Paris.  
<https://www.irsem.fr/media/5-publications/etude-irsem-83-audinet-le-lion-ok.pdf>
- 8. **AUDINET M.**, 2021, Russia Today (RT). Un média d'influence au service de l'État russe, Brysur-Marne, INA Éd. Audinet M.,
- 9. **BENKLER Y., FARIS R. et ROBERTS H.**, 2018, Network Propaganda. Manipulation, Disinformation, and Radicalization in American Politics, Oxford, Oxford University Press.
- 10. **BJOLA C. et HOLMES M.**, (2015), Digital Diplomacy. Theory and Practice, Routledge, New York, 238 p.
- 11. **CALVO G. A. et CORICELLI F.**, 1993, « Output Collapse in Eastern Europe: The Role of Credit », IMF Staff Papers, vol. 40, n° 1, mars, pp. 32-52
- 12. **CAMPBELL H.**, « Global NATO and the Catastrophic Failure in Libya. Lessons for Africa in the Forging of African Unity », Monthly Review Press, New York, 2013, p. 94.
- 13. **CARRE E.**, 2015, « Les politiques monétaires non conventionnelles de la BCE : théories et pratiques », L'Economie politique n° 66, avril 2015, pp. 42-55.
- 14. **COMBEY A. et NUBUKPO K.**, 2010, « Les effets non linéaires de l'inflation sur la croissance dans l'UEMOA », communication au symposium de l'Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO) sur « L'intégration monétaire en Afrique de l'Ouest », Accra, Ghana, 8-9 juin.
- 15. **COQUERY-VIDROVITCH C.**, Petite histoire de l'Afrique. L'Afrique au sud du Sahara, de la préhistoire à nos jours. La Découverte, « Poche / Essais », 2016, p. 162.

- 16. **COUHARDE C., COULIBALY I. et DAMETTE O.**, 2011, « Misalignments and Dynamics of Real Exchange Rates in the CFA Franc Zone », *EconomiX Working Papers* n° 2011-28.
- 17. **CULL N. J.** (2008), « Public diplomacy : taxonomies and histories », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 616, n° 1, p. 31-54.
- 18. **DIOP P. L.**, 1998, « L'impact des taux directeurs de la BCEAO sur les taux débiteurs des banques », *Notes d'information et statistiques* nos 483-484, juillet-août-septembre, BCEAO.
- 19. **DREYFUS E.**, 2022, « La Russie au Mali. Une présence bicéphale », *Étude*, 97.  
<https://www.irsem.fr/institut/actualites/etude-de-l-irsem-n-97-2022.html>
- 20. **ELSWAH M. et HOWARD P. N.**, 2020, « "Anything that Causes Chaos": The Organizational Behavior of Russia Today (RT) », *Journal of Communication*, 70 (5), p. 623-645. <https://doi.org/10.1093/joc/jqaa027>
- 21. **ENTMAN R. M.** (2008), « Theorizing mediated public diplomacy : the U.S. case », *Press/ Politics*, vol. 13, n° 2, p. 87-102.
- 22. **GALEOTTI M.**, 2019, *Russian Political War. Moving Beyond the Hybrid*, Londres, Routledge. Géode, 2020, « AJ+ : derrière la modernité, le média d'influence du Qatar », Collectif de chercheurs du centre GÉODE, *La Revue des médias*, 1er déc.  
<https://larevuedesmedias.ina.fr/aj-media-influence-qatar-videos-al-jazeera>
- 23. **GILBOA E.** (2009), « Media and conflict resolution : a framework for analysis », *Marquette Law Review*, vol. 93, n° 1, p. 87-110.
- 24. **GIOVALUCCHI F.** « Afrique-France, les miroirs grossissants », *Esprit*, vol. -a, no. 7-8, 2020, pp. 89-101.

- 25. **GOLAN G. J., MANOR I. et ARCENEUX P.**, 2019, « Mediated Public Diplomacy Redefined: Foreign Stakeholder Engagement via Paid, Earned, Shared, and Owned Media », *American Behavioral Scientist*, 63 (12), p. 1665-1683.
- 26. **GROSSMAN S., BUSH D. et DIRESTA R.**, 2019, Evidence of Russia-Linked Influence Operations in Africa, *Stanford Internet Observatory*, 29 oct. [https://fsi-live.s3.us-west-1.amazonaws.com/s3fs-public/29oct2019\\_sio\\_-\\_russia\\_linked\\_influence\\_operations\\_in\\_africa.final\\_.pdf](https://fsi-live.s3.us-west-1.amazonaws.com/s3fs-public/29oct2019_sio_-_russia_linked_influence_operations_in_africa.final_.pdf)
- 28. **HELLMAN M. et WAGNSSON C.**, 2017, « How can European states respond to Russian information warfare? An analytical framework », *European Security*, 26, p. 153-170.
- 29. **HOWARD P. N., GANESH B., LIOTSIU D., KELLY J. et FRANÇOIS C.**, 2018, *The IRA, Social Media and Political Polarization in the United States, 2012-2018*, rapport, Project On Computational Propaganda, Oxford, University of Oxford. <https://comprop.oii.ox.ac.uk/wp-content/uploads/sites/93/2018/12/The-IRA-Social-Media-and-Political-Polarization.pdf>
- 30. **IDRISSA R.**, « Au Sahel, la France paie la facture d'un demi-siècle d'interventions militaires en Afrique subsaharienne », *Le Monde*, 18 décembre 2021.
- 31. **JEANGÈNE VILMER J.-B.**, 2021, Effective state practices against disinformation: Four country case studies, *Hybrid CoE Research Report 2*, Helsinki, Hybrid CoE. <https://www.hybridcoe.fi/publications/hybrid-coe-research-report-2-effective-state-practices-againstdisinformation-four-country-case-studies/>
- 32. **JEANGÈNE VILMER J.-B., ESCORCIA A., GUILLAUME M. et HERRERA J.**, 2018, *Les Manipulations de l'information. Un défi pour*

nos démocraties, rapport du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) et de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM, ministère des Armées), Paris, août. [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/les\\_manipulations\\_de\\_l\\_information\\_2\\_\\_cle04b2b6.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/les_manipulations_de_l_information_2__cle04b2b6.pdf)

- 33. **JENDOUBI S.**, 2019, « Panorama de la presse centrafricaine. Entre pauvreté et politique d'influence », Notes de l'Ifri, Ifri Centre Afrique subsaharienne, oct.  
<https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/panorama-de-presse-centrafricaine-entre-pauvrete-politique-dinflue>nce
- 34. **KAMENI A.B.**, « Minerais stratégiques. Enjeux africains », puf, 2013, p. 73.
- 35. **KAMGA O.**, 2019, « Difficile émergence d'un journalisme objectif en Afrique. Origine du drame et pistes de solution », Communication, 36 (1). <https://doi.org/10.4000/communication.9827>
- 36. **KEIR G.** (2012), Russia's Stance on Cyberspace Public Issues, NATO CCD-COE Publications, Talinn.
- 37. **KIEMA C., NUBUKPO K. et SANOU G.**, 2011, « Impact d'une dévaluation du franc CFA sur la balance commerciale et la production dans les pays de l'UEMOA », communication au colloque « Chocs dans les pays en développement », Dial/Université Paris-Dauphine, 30 juin-1er juillet.
- 38. **KRYSHTANOVSKAYA O. V.**, 2005, Anatomiiia rossiiskoi elity [Anatomie de l'élite russe], Moscou, Éd. Zakharov.
- 39. **LARUELLE M. et LIMONIER K.**, 2021, « Beyond "hybrid warfare": a digital exploration of Russia's entrepreneurs of influence »,

Post-Soviet Affairs, 37 (4), p. 318-335. <https://doi.org/10.1080/1060586X.2021.1936409>

- 40. **LEFEBRE C.** « Au Sahara et au Sahel, l'incroyable erreur des colons français avec les esclaves ». Le Temps, 3 août 2021.
- 41. **LEWIS J. A.** (2015), « The role of offensive cyber operations in NATO's collective defense », Tallinn Paper n° 8, CCDCOE.
- 42. **LIMONIER K.** (2014), « La Russie dans le cyberespace : représentations et enjeux », Hérodote, La Découverte, Paris, vol. 1, n° 152-153, p. 140-160.
- 43. **LIMONIER K. et AUDINET M.,** 2017, « La stratégie d'influence informationnelle et numérique de la Russie en Europe », Hérodote, 164, p. 123-144. <https://doi.org/10.3917/her.164.0123>
- 44. **LIMONIER K. et GERARD C.,** 2017, « Guerre hybride russe dans le cyberespace », Hérodote, 166-167, p. 145-163. <https://doi.org/10.3917/her.166.0145>
- 45. **LIMONIER K. et LARUELLE M.,** 2022, « Typologie des manœuvres informationnelles russes à l'égard des pays francophones », Annuaire français de relations internationales, 23, p. 65-80.
- 46. **LIMONIER K.,** 2018, Diffusion de l'information russe en Afrique. Essai de cartographie générale, Note de recherche de l'IRSEM, 66, Paris. [https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/2463/NR\\_IRSEM\\_n66\\_2018.pdf](https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/2463/NR_IRSEM_n66_2018.pdf)
- 47. **LORD C.** (2006), Losing Hearts and Minds ? Public Diplomacy and Strategic Influence in the Age of Terror, Praeger Security International, Westport, 152 p.
- 48. **MARTEN K.,** 2019, « Russia's use of semi-state security forces: the case of the Wagner Group », Post-Soviet Affairs, 35 (3), p. 181-204.

<https://doi.org/10.1080/1060586X.2019.1591142> 146 PROPAGANDES INTERNATIONALES

- 49. **MATTELART T.**, 1995, Le Cheval de Troie audiovisuel. Le rideau de fer à l'épreuve des radios et télévisions transfrontalières, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- 50. **MATTELART T.**, 2018, « Russia Today et le renouveau de la diplomatie médiatique russe : de la projection mondiale du Kremlin à la "ré-information" en France », Annuaire français des relations internationales, 19, p. 927-945.
- 51. **MCLUHAN M.** (1993), Pour comprendre les médias. Les prolongements technologiques de l'homme, Bibliothèque québécoise, 564 p.
- 52. **MELISSEN J.** (2005), « Wielding Soft Power : the new public diplomacy », Clingendael Diplomacy Papers, n° 2, 29 p.
- 53. **MITROKHIN V.** (2005), The World Was Going Our Way. The KGB and the Battle for the Third World, Basic Books, New York, 736 p.
- 54. **MUELLER R. S.**, 2019, Report On The Investigation Into Russian Interference In The 2016 Presidential Election, Washington, U.S. Department of Justice, mars. <https://www.justice.gov/archives/sco/file/1373816/download>
- 55. **MUNDELL R. A.**, 1961, « A Theory of Optimum Currency Areas », American Economic Review, vol. 51, n° 4.
- 56. **NIMMO B. ET AL.**, 2020, IRA in Ghana: Double Deceit. Russian operation linked to former IRA associates employed social media users in Ghana to target black communities in the US, Graphika Report, New York, 12 mars. [https://public-assets.graphika.com/reports/graphika\\_report\\_ira\\_in\\_ghana\\_double\\_deceit.pdf](https://public-assets.graphika.com/reports/graphika_report_ira_in_ghana_double_deceit.pdf)

- 57. **NUBUKPO K.**, 2007, « Politique monétaire et servitude volontaire. La gestion du franc CFA par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) », Politique africaine n° 105, mars, Karthala, pp. 70-82.
- 58. **NUBUKPO K., LAWSOAN H. ET SODJI A.**, 2015, « Politique monétaire et émergence : quels enseignements pour le Togo ? », communication au colloque du Comité national de politique économique du Togo (CNPE) « Quelles politiques pour l'émergence du Togo ? », Lomé, 5 mars.
- 59. **NYE J.** (2011), The Future of Power, PublicAffairs, New York, 298 p.
- 60. **OLIVIER M.**, 2021, « Russie-Afrique : l'ombre des mercenaires de Wagner », Jeune Afrique, 26 juill.  
<https://www.jeuneafrique.com/1204638/politique/russie-afrique-wagner-enquete-sur-les-mercenaires-de-poutine/>
- 61. **OULD-AHMED P.**, 1999, « Politiques monétaires, comportements bancaires et crises de financement en Russie : les vicissitudes des années 90 », Revue d' études comparatives Est-Ouest, vol. 30, nos 2-3, pp. 89-121.
- 62. **PEDRO N. (DE) ET IRIARTE D.**, 2017, « Cuando el Russkiy Mir y el mundo hispanohablante se encuentran: RT y Sputnik en español », Monografias, CIDOB, nov., p. 65-74.  
[https://www.cidob.org/es/content/download/68084/2074045/version/7/file/61-68\\_NICOLA%CC%81S%20DE%20PEDRO%20AND%20DANIEL%20IRIARTE\\_CAST.pdf](https://www.cidob.org/es/content/download/68084/2074045/version/7/file/61-68_NICOLA%CC%81S%20DE%20PEDRO%20AND%20DANIEL%20IRIARTE_CAST.pdf)
- 63. **QUENEL N.**, 2021, « Désinformation, médias anti-France... La Russie muscle son influence en Afrique », Marianne, 18 juin.  
<https://www.marianne.net/monde/afrique/>

desinformation-medias-anti-france-la-russie-muscle-son-influence-e  
n-afrique

- 64. **ROSELLE L., MISKIMMON A. et O'LOUGHLIN B.**, 2017, Forging the World. Strategic Narratives and International Relations, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- 65. **SHARON WANG S.** (2011), « Voice of America in the post-Cold War era : Opportunities and challenges to external media service via new information and communication technology », The International Communication Gazette, vol. 73, n° 4, p. 342-358.
- 66. **SHEKHOVTSOV A.**, 2020, Fake election observation as Russia's tool of election interference: The Case of AFRIC, rapport, European Platform for Democratic Elections, Berlin, EPDE Publication.  
<https://www.epde.org/en/documents/details/fake-election-observation-as-russias-tool-of-election-interference-the-case-of-afric.html>
- 67. **SMITH C.** (1988), « Soviet maskirovka », Air Power Journal, vol. 2, n° 1, p. 28-39.
- 68. **STRUKOV V.** (2016), « Digital conservatism : framing patriotism in the era of global journalism », in SUSLOV M., Eurasia 2.0: Russian Geopolitics in the Age of New Media, Lexington Books, Lanham, 2016, chap. 8, p. 185-208
- 69. **VAN WIJNBERGEN S.**, 1983a, « Interest Rate Management in LDC's », Journal of Monetary Economics, vol. 12, n° 3, septembre.
- 70. **VAN WIJNBERGEN S.**, 1983b, « Credit Policy, Inflation and Growth in a Financially Repressed Economy », Journal of Development Economics, vol. 13, nos 1-2, août-octobre.
- 71. **WINEK M. D.**, 2009, « Radio as a Tool of the State: Radio Moscow and the Early Cold War », Comparative Humanities Review, 3, p. 99-113. <https://digitalcommons.bucknell.edu/chr/vol3/iss1/9>



- 72. **YABLOKOV I.** (2015), « Conspiracy theories as a Russian public diplomacy tool : the case of Russia Today (RT) », Politics, Political Studies Association, vol. 35, p. 301-315.

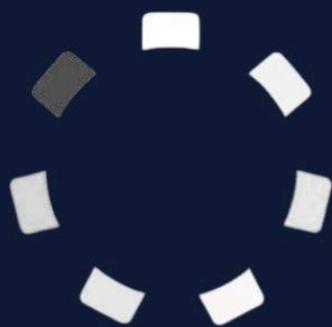


**EGE** Ecole de Guerre  
Economique



**PORTAIL DE  
L'INTELLIGENCE  
ECONOMIQUE**

# **EGE** Ecole de Guerre Economique



**PORTAIL DE  
L'INTELLIGENCE  
ECONOMIQUE**

**PANAFRICANISME**

GUERRE DE L'INFORMATION CONTRE LA FRANCE EN AFRIQUE